

Communistes  
et démocrates-chrétiens réunis

Deux cent mille  
manifestants  
« contre la violence »  
à Bologne

LIBRE PAGE 4

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1.50 F

Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,60 dir.; Tunisie, 1,20 m.;  
Allemagne, 1 DM; Autriche, 11 sch.; Belgique, 13 fr.;  
Canada, 9 0/10; Danemark, 2 kr.; Espagne, 16 pes.;  
Grande-Bretagne, 20 s.; France, 20 fr.; Italie, 200 L.;  
Japon, 170 y.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas,  
1 f.; Portugal, 10 esc.; Suède, 2,25 kr.; Suisse, 1 fr.;  
U.S.A., 60 cts; Yougoslavie, 10 d. din.  
Tarif des abonnements page 21

5, RUE DES ITALIENS  
75421 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 4207-33 Paris  
Tél. Paris n° 63072  
Tél. : 246-72-23

## Tension au Liban après l'assassinat de Kamal Joumbblatt

### L'AVENIR INSULTÉ

Par un accord tacite entre les adversaires, aucun des grands dirigeants libanais qui devaient un jour négocier un accommodement n'avait été assassiné en dix-neuf mois d'une guerre civile atroce. Le meurtre de Kamal Joumbblatt, cinq mois après l'instauration de la paix syrienne, bouleverse le jeu politique. Même si la lourde censure qui pèse sur le pays interdit d'en connaître les circonstances exactes, cet attentat impromptu comme pris d'un poste de l'armée syrienne, et dans une région qu'elle contrôle étroitement, engage la responsabilité de Damas. Cible de bien des haines, la victime était l'une de ces personnalités qui forment l'élite par la hauteur de leur vues, la noblesse de leur caractère et la valeur de leur symbole acquis au service d'une communauté et d'un idéal.

An-déjà des représailles inévitables dans un climat aussi passionnel, mais qui ne semblent pas devoir prendre pour l'instant des proportions considérables, la mort de Kamal Joumbblatt se traduit par un vide politique difficile à combler. La gauche, sortie brisée de la guerre civile, perd un chef prestigieux. Le parti socialiste progressiste, dont il assurait la cohésion, est menacé de désintégration. Les Druzes, que les Syriens s'employaient depuis plusieurs semaines à détacher du dirigeant disparu, sont en deuil de cette étonnante figure de grand fœdal réformiste, soucieux de faire entrer cette communauté dans le siècle. La richesse parfois dérangeante de cette personnalité fera défaut au Liban tout entier, et dans l'inévitable dialogue avec les forces musulmanes traditionnelles, les chrétiens eux-mêmes mesureront un jour l'absence d'un homme fondamentalement bon au compromis.

Seuls les Syriens, que depuis leur entrée au Liban il s'était agité de prendre à partie, peuvent durablement tirer avantage de la mort de Kamal Joumbblatt. Refusant encore, il y a quinze jours de se rendre à Damas, il insistait inlassablement, tout en s'abstenant de toute activité politique marquante, sur le caractère « interne » que devait revêtir la solution du conflit libanais. A cet égard, il appuyait de tout son crédit les efforts du président Sarkis pour ramener progressivement le centre des décisions et du débat politique sur le territoire national. Avec une lucidité dont seul M. Raymond Eddé, chef du bloc national et chrétien modéré, donne un autre exemple, il dénonçait la violence érigée en solution et tentait de préparer les négociations futures.

Victime d'une fausse paix, Kamal Joumbblatt en illustre tragiquement aujourd'hui la précarité et les équivoques. Aucun des problèmes fondamentaux qui provoquent la guerre civile n'a reçu une ébauche de solution. Tout pour responsable du conflit par beaucoup de chrétiens, le dirigeant assassiné n'aura vu dans son pays ni le rétablissement de l'équilibre politique des communautés ni la « lésion » qu'il appelait de ses vœux et qui eussent peut-être évité le drame.

La tutelle syrienne, établie au nom de l'ordre public, mais qui n'a pas su empêcher cet assassinat, a laissé subsister, avec des ressentiments intacts, la situation qui conduisit à la guerre. Aussi longtemps que celle-ci se poursuivra dans les esprits, même si elle est éteinte dans ses manifestations par les soldats de Damas, rien ne peut être réglé.

Les dirigeants chrétiens, qui ont unanimement condamné cet assassinat, éprouvent à son propos les limites et l'ambiguïté de leur « victoire ». A première vue, ils ont perdu un adversaire. Mais ils savent fort bien que, dans le pays occupé et ruiné où il leur faut vivre, l'avenir vient d'être insulté.

L'AMBASSADEUR DU LAOS  
A PARIS  
DEMANDE LE DROIT D'ASILE

(Lire page 36.)

- Plusieurs chrétiens tués en représailles
- Grève générale à Beyrouth-Ouest
- La gauche lance un appel au calme

L'assassinat de Kamal Joumbblatt, mercredi après-midi 16 mars, dans une embuscade tendue par des inconnus à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Beyrouth, a ravivé les plaies de la guerre civile. Une certaine tension était élargie ce jeudi matin à Beyrouth-Ouest, où la population a répondu à l'appel à la grève générale lancée par le Mouvement national libanais à l'occasion des obsèques du dirigeant disparu, qui devaient se dérouler en début d'après-midi dans sa ville natale de Moukhtara.

Mercredi en fin d'après-midi, malgré divers appels au calme, dont l'un émanait de la gauche libanaise, plusieurs enlèvements ont eu lieu, et plusieurs personnes ont été tuées par des inconnus en représailles. Selon l'A.F.P., une quinzaine de personnes — toutes chrétiennes — auraient été tuées à Beyrouth-Ouest et dans des villages du Chouf.

La disparition tragique de Kamal Joumbblatt a suscité une vive émotion à travers le monde. Le Conseil national palestinien, qui siège au Caire, a dénoncé, à la sténographie, l'impérialisme et certains milieux du monde arabe. Le président Assad, de Syrie, a déploré ce « crime ignoble », et le chef de l'Etat égyptien a fait part de son émotion à la famille de Kamal Joumbblatt. A Washington, le porte-parole du département d'Etat a exprimé les regrets du gouvernement américain.

Les circonstances du meurtre demeurent obscures. C'est alors qu'il revenait de Moukhtara, sa résidence familiale du Chouf, que M. Kamal Joumbblatt a trouvé la mort. La voiture du chef de la gauche libanaise abordait les derniers lacets qui précèdent le village de Deir Dourit Farline, à quelques centaines de mètres d'un poste de contrôle syrien de la force arabe de dissuasion, lorsque des inconnus masqués par des bussons, ont mitraillé le véhicule, tuant sur le coup M. Joumbblatt, son chauffeur et la garde du corps qui l'accompagnait dans ses déplacements. Selon les résultats de l'enquête ouverte mercredi soir par les forces de sécurité libanaises, les assassins — qui seraient au nombre de quatre — seraient ensuite montés à bord d'une voiture Pontiac Fleckord qui les attendait sur le bord de la route, et qui portait une plaque d'immatriculation irakienne maquillée.

Dans leur précipitation, ils auraient été forcés d'abandonner leur véhicule, après avoir heurté un rocher. Un véritable arsenal aurait été découvert dans la voiture : plusieurs chargeurs de fusil-mitrailleur Kalachnikov, un appareil émetteur-transmetteur et une lunette grossissante. Des traces de sang auraient été trouvées sur la portière droite. Les assassins auraient poursuivi leur chemin vers une destination inconnue à bord d'une Fiat bien connue appartenant à un ressortissant libanais qui aurait été forcé d'abandonner son véhicule sous la menace des armes.

Selon d'autres précisions rapportées par l'A.F.P., le véhicule de M. Joumbblatt était suivi par deux voitures. L'une d'elles serait brusquement passée en tête, puis se serait mise en travers de la route, tandis que les passagers de la seconde ouvraient le feu sur le véhicule du chef du parti socialiste progressiste.

Dans la soirée de mercredi, le président Sarkis a dénoncé, à

l'issue d'un conseil des ministres extraordinaire, « ce crime odieux », et exprimé sa « profonde douleur » devant la disparition de Kamal Joumbblatt. Le premier ministre, M. Hosni, a demandé aux Libanais de « garder leur sang-froid », et de « ne pas tomber dans le piège tendu par les ennemis du Liban ».

(Lire la suite page 3.)

## L'EXTENSION DES COMBATS AU ZAIRE

### L'Angola met en garde les Occidentaux contre « la création d'un nouveau Vietnam »

Tandis que les combats s'étendent dans la province zaïroise du Shaba (ancien Katanga), les risques d'intervention extérieure, après l'envoi de matériel américain et belge au gouvernement de Kinshasa, suscitent des appréhensions en Afrique. A Luanda, le ministre angolais de la défense a mis en garde les puissances occidentales contre « la création d'un nouveau Vietnam » dans cette région.

A Paris, on confirme, dans les milieux proches du ministère des affaires étrangères, que la France, comme les Etats-Unis et la Belgique, est saisie, par les Zaïrois, d'une demande de fourniture de matériel militaire et de munitions. On indique que cette demande est « en cours d'examen, dans un esprit favorable ».

Le gouvernement zaïrois n'a apparemment toujours pas repris le contrôle de la situation au Shaba, où les combats font rage entre forces gouvernementales et troupes venues du territoire angolais. Celles-ci, qui conservent le contrôle des agglomérations dont elles se sont emparées au début de la semaine, ont pénétré à plus de 200 kilomètres à l'intérieur du territoire du Zaïre.

Le gouvernement de Kinshasa, qui continue de mettre en cause l'Angola, fait état d'une force d'invasion de plusieurs milliers d'hommes « commandés » selon M. Nguzi Karl I Bond, ministre des affaires étrangères, par des spécialistes de la guérilla et de la subversion venus de l'ouest côté de l'Atlantique. De leur côté, les dirigeants de Luanda assurent que les événements du Shaba sont le fait d'une « rébellion interne zaïroise ». D'autre part, il ont adressé une

(Lire nos informations page 5.)

## M. Chirac prépare les élections législatives

A trois jours du deuxième tour des élections municipales, une certaine confusion subsiste au sein de la majorité. Les quatre leaders des listes de la majorité et de l'opposition dans la capitale se retrouvent ce jeudi pour l'émission « l'Événement » de TF1, à 20 h. 30.

Le premier ministre oisiera vendredi à un meeting organisé par M. d'Ornano dans le dix-huitième arrondissement. M. Jacques Chirac, au cours d'une réunion publique, a insisté mercredi soir sur le caractère politique des élections municipales que contestent MM. Giscard d'Estaing et Barre.

Le maintien de M. Philippe Tolle dans le huitième arrondissement de Paris — à moins qu'un dernier moment celui-ci ne cède aux pressantes requêtes qui lui sont adressées — a été formellement désavoué par M. d'Ornano, mais non par M. Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux. Bien que M. Tolle soit membre du comité directeur de cette formation.

Devant le comportement du concurrent de M. Maurice Bourgeois — ce dernier a reçu un télégramme d'encouragement de M. Antoine Pinay — l'irritation des gaullistes a été d'autant plus vive qu'ils ont appliqué avec scrupule la règle du désistement automatique que M. Chirac avait posée depuis longtemps et à laquelle M. d'Ornano s'était finalement rallié. Même dans le huitième arrondissement où des militants gaullistes, par mesure de rétorsion, voulaient annuler le désistement de M. Le Tac, candidat malheureux, en faveur de la liste où figure M. d'Ornano, le député R.P.R. de ce secteur a, en définitive, rappelé que cet accord demeurait valable.

Ces péripéties, bien que peu nombreuses, sont néanmoins révélatrices de la tension qui règne dans la majorité, des rivalités qui y persistent et de la profondeur du traumatisme provoqué par plusieurs semaines de campagne électorale.

ANDRÉ PASSERON.

(Lire la suite page 8.)

## Une politique vivante pour l'emploi

Alors que les indices font apparaître une amélioration de la production et du commerce de la France en février, l'ampleur du chômage demeure préoccupante. On compte toujours plus d'un million de demandeurs d'emploi : en termes corrigés des variations saisonnières, le chiffre des demandeurs a atteint en février un nouveau record : 973 300. La C.G.T., pour sa part, se référant à la définition internationale du chômage donnée par

le B.I.T., évalue à 1 450 000 le nombre réel des sans-emploi.

M. Christian Beullac a annoncé, le 16 mars, en recevant M. Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, que l'aide publique aux chômeurs serait prochainement portée à 15 F par jour, soit une augmentation de 11,1 % en un an (lire page 33). Le ministre du travail commence sa tournée de la politique de l'emploi.

### I. — Mieux connaître le présent

par  
CHRISTIAN BEULLAC (\*)

que la création de l'Agence pour l'emploi a permis d'affiner la connaissance que nous avons de cette situation. On sait que les demandeurs d'emploi ne sont pas des chômeurs. On le sait, on ne le croit pas.

Car le doute en cette matière est ancré solidement au fond de l'inconscient collectif, où il s'attache à la grande peur de l'insécurité.

La nouvelle proximité des hommes et les nouveaux modes de vie ont rendu chacun plus sensible au sentiment d'insécurité devant le travail, devant le revenu, devant le niveau de vie. L'idée générique s'est imposée, fort heureusement, que, au stade de développement atteint par notre société, aucune partie de la population ne peut, ne doit être, même momentanément, privée involontairement de la possibilité de participer à l'activité de production et d'enrichissement.

(\*) Ministre du travail.

### AU JOUR LE JOUR

#### B. B. et les hommes

Brigitte Bardot n'aura pas réussi à sauver les bébés phoques d'un destin cruel, mais elle est au moins parvenue à attirer les regards publics de MM. Ansquer et Mitterrand, qui ont fait écho à ses appels. L'actrice française nous signale, en somme, que la qualité de la vie dans un monde de souffrance, c'est d'abord la souffrance de milliers et de milliers d'hommes. En ce sens, Brigitte Bardot est plus active et plus efficace que l'ONU, qui se refuse à dire aux Terriens que la qualité de notre « paix mondiale » est bâtie sur la souffrance des bébés phoques au Liban, en Ouganda... et dans une centaine d'autres pays du globe.

BERNARD CHAPUIS.

## UN ROMAN QUI MÈNE LOIN

### De la France à la Louisiane

Il y a deux ans, Maurice Denzère partait en reportage pour le Monde à travers la Louisiane. Il parcourait le pays à sa guise, en épicurien rêveur plus à l'affût des hommes et de leur mode de vie que des chiffres. Une certaine nostalgie du passé, son goût du romanesque, dont il a déjà donné des preuves, allaient trouver à se satisfaire d'une étonnante façon.

Voici comment il rapporte son aventure : « Je m'étais offert une croisière sur le Mississippi, un plat de roi, mais il faut savoir sacrifier aux dieux des sanges. Autour de moi, onze Américaines, toutes cousines entre elles et laisses de ne se rencontrer qu'aux enterrements, s'occupaient le même plaisir. Je me plaignais à l'une d'elles de n'avoir visité que des plantations mortes, transformées en musée. Mon auditrice m'en indiqua une, dont la vie ne s'était pas retirée. Les propriétés actives descendaient du moins par les jumeaux du marquis français, un Meusien originaire de Danville, près de Verdun, qui s'était établi sur les rives du Mississippi en 1720. Je téléphonai à la maîtresse du lieu.

qui voulait bien me recevoir. Venu pour une visite de deux heures, j'y suis resté trois jours. »

De l'enchantement sublimé de deux mois passés dans les parages de la plantation, de longues fouilles dans les archives du ministère des affaires étrangères à Paris, qui garde les lettres cancénières des consuls de La Nouvelle-Orléans au siècle passé, sort aujourd'hui ce gros roman *Louisiane*, dédié à « une femme, un domaine, un pays ». Voilà pourquoi, sur les pas de Maurice Denzère et de son éditeur Jean-Claude Lattès, une dizaine de journalistes français, avec l'aide de l'Office du tourisme américain, ont mis le cap, le 5 mars, sur La Nouvelle-Orléans pour découvrir en quatre jours non seulement la séduisante cité du Sud mais aussi Bâton-Rouge, La Fayette, Saint-Martinville, Pointe-Coupee, Fausse-Rivière et la plantation des Parlane, où plane toujours l'ombre de Virginie, l'héroïne de *Louisiane*, un roman qui mène loin.

JACQUELINE PIATIER.

(Lire page 20.)

## Deux témoignages sans illusions sur le "paradis" chinois



C. et J. Broyelle, E. Tschirhart  
**Deuxième retour de Chine**

Des millions de pro-chinois, après deux ans à Pékin, apportent le témoignage de leur désillusion. Le paradis maoïste n'existe pas. La Chine n'est pas fondamentalement différente de l'U.R.S.S. Et c'est aussi notre situation politique, en France, que cette expérience éclaire. 336 pages, 39 F.



C. Ying-hsiang, Claude Cadart  
**Les deux morts de Mao Tsé-toung**

La déamortisation de la Chine a commencé le 5 avril 1976, sur la place Tian An Men. Le récit de cette journée par un ancien garde rouge, et son commentaire informé et décapant, éclairent ce qui se passe en Chine. 168 pages, 29 F.

SEUIL

مكتبة الامم



# L'ASSASSINAT AU LIBAN

La nouvelle de l'assassinat de M. Kamal Jomblatt a jeté la consternation parmi les délégués du Conseil national libanais, réuni au Caire. M. Arafat a rendu un vibrant hommage au dirigeant disparu. Jomblatt, a-t-il dit, n'était pas pour nous un homme ordinaire, mais un frère d'armes. Il était à lui seul toute une armée qui combattait à nos côtés. Nous voyons maintenant que le temps des assassinats a commencé. Faute d'avoir pu liquider la révolution palestinienne et le mouvement

national libanais, on cherche maintenant à liquider ses symboles. Mais notre résolution ne faillira pas. Les dirigeants se sont ensoie succédé à la tribune pour exalter la mémoire de M. Jomblatt et dénoncer dans cet assassinat « la mab, de l'impérialisme américain ». M. Nayef Hawatmeh, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine (F.D.L.P.), a déclaré pour sa part : « Nous avons perdu tout ce que la nation arabe a perdu avec la mort de Nasser. » Un représentant de la gauche égyptienne, qui

assiste aux travaux du congrès à titre d'observateur, a déclaré aux applaudissements de l'assistance : « La balle qui a tué Jomblatt a démasqué la force de dissuasion arabe. Qui donc cette force dissuade-t-elle et qui protège-t-elle ? La seule voix discordante est celle de M. Zouheir Mohsen, chef de la Saika (l'obédience syrienne), qui a attribué l'assassinat de Jomblatt à des frictions au sein de la commandante druze du Liban. »

Après ces interventions, tout le comité exécutif s'est retiré pour une courte réunion, à

l'issue de laquelle le congrès a décidé de donner à la treizième session du C.N.P. le nom de Kamal Jomblatt. La salle entière, debout, a ensuite scandé : « Avec notre sang et avec notre âme, nous continuerons la bataille. » En conclusion, M. Abou Saleh, l'un des principaux dirigeants militaires du Fath, a déclaré : « L'assassinat de Jomblatt ne laisse pas d'autre choix aux dirigeants arabes que de se préparer au combat et de durcir leur attitude. »

● DANS LE MONDE ARABE, l'émotion est générale. Le président Sadate a adressé un

## M. Raymond Eddé : de graves soupçons pèsent sur l'armée syrienne

M. Raymond Eddé, chef du bloc national (chrétien modéré), nous a déclaré : « Kamal Jomblatt était un vieil ami. Il avait été élu pour la première fois député en 1943 sur la liste de mon père, Emile Eddé. Par la suite, il fonda le parti socialiste progressiste. Il devint le chef de ce qu'on appelle au Liban la gauche libanaise. Lors de la guerre civile, il s'est tenu longtemps à l'écart, malgré les victimes dans ses rangs. Après l'assassinat de sa sœur, Linda Jomblatt, l'été dernier, il prêcha le calme et empêcha tout acte de vengeance. »

Je ne peux que déplorer la lâche assassinat dont il vient d'être victime dans sa propre circonscription électorale. À quelques centaines de mètres du barrage de l'armée syrienne. Le fait que les assassins n'aient pas été arrêtés laisse peser de graves soupçons, et même des présomptions. Il ne faut pas oublier qu'en juin dernier les partisans de

Kamal Jomblatt se sont opposés à l'armée syrienne, qui avait pénétré au Liban sans l'accord des autorités libanaises. Au cours des combats qui ont eu lieu près de la localité de Solay, plusieurs chars syriens ont été incendiés par des Jomblattistes. Par la suite, les autorités syriennes ont déclaré plus d'une fois qu'elles allaient réduire Kamal Jomblatt « à sa plus simple expression ». Maintenant, c'est fait.

Si son mort risque de créer de nouveaux chaos, il ne méritait pas une telle fin. Il a saisi de nombreux chrétiens de la mort durant la guerre civile. Je peux assurer que les chrétiens de sa circonscription pleurent aujourd'hui sa mort. Je suis sûr que son fils Walid empêchera ses partisans de se livrer à des actes de représailles et que, comme son père, il protégera les minorités chrétiennes qui se trouvent dans sa circonscription. »

## TÉMOIGNAGE

### Le deuil du Liban moderne

par l'abbé YOUAKIM MOUBARAC (\*)

Nombreux étaient ceux qui souhaitaient violemment la disparition de Kamal Jomblatt de la scène politique, qu'il soit permis d'espérer que nul ne se réjouisse de son assassinat.

Parmi ses détracteurs d'aujourd'hui, il en est qui, avant la déroute du Liban, se réclamaient de son amitié. Pour l'avoir surtout approché au plus profond de cette détresse, je dirai, à leur place, la gratitude due à la bonté de son dessin politique et à la qualité de son itinéraire spirituel, au travers d'une ambiguïté qui semblait être l'étoffe de son âme pour ceux-là qui en ignoraient la paix d'enfant.

Kamal Jomblatt rappelait volontiers que nul parmi ses grands ancêtres n'était mort dans son lit, et je le voyais s'étonner, dans les inextricables démarches entre combattants pour les échanges de disparus, que les familles druzes vinssent encore à réclamer les dépouilles mortelles qui se décomposaient sur les lignes de front. Il ne faisait aucun cas de la mort, fidèle en cela à une tradition où le druzisme prédisait avec sérénité l'une des plus anciennes croyances de l'humanité. Mais cela n'empêchait rien, à son sens poétique du tragique, ni n'empêchait son courage devant le danger, qu'il savait être, dans une grande solitude, son compagnon le plus fidèle.

Cela servait plutôt d'alignement à son entreprise persévérante.

lequel était double : refaire l'arabité à partir de l'épave conjuguée de la Palestine et du Liban et renouer sur la rive orientale de la Méditerranée, le fil incessamment rompu d'une humanité pensante et adorante, de Platon à Gandhi.

Je possède un plan d'institut des études « (Hachidji) », qui est son dernier grand projet d'intellectuel, tout comme j'ai eu à communiquer les éléments d'un accord politique entre combattants des deux bords, qui perd avec lui l'un des appuis les plus fermes de la liberté en Orient.

Mais c'est encore à un autre niveau que ceux qui ont approché Kamal Jomblatt peuvent aujourd'hui éprouver la cruauté de son élimination. Pour avoir eu le triste privilège de lui remettre la dépouille de sa sœur Linda, assassinée en « zone chrétienne » un jeudi d'Ascension 1976 et l'avoir ensuite reconduite avec lui au haut pays de leur enfance, je crois éprouver ce que la vieillesse montagne de nos origines et de tous les renouveau ressent à le retrouver à son tour. Pour un libanais, ce serait peu de dire qu'il était Nasser et Fawzi, le monde arabe perd avec Kamal Jomblatt une figure d'incomparable relief ; pour un maronite, c'est un drame de famille qui l'étreint. Au moment où il prend avec la politique une distance qu'il avait plus d'une fois prédite et qu'il se dirige, je l'imagine volontiers, en esprit, vers les sources du Gange, qu'il aimait, et les hautes solitudes himalayennes où, selon une autre tradition, Jésus l'aurait deviné, le l'entrevois guère de lumière à l'Orient, sans que celui-ci ne renoue avec ce que Kamal et Linda Jomblatt, leur famille et leur peuple ont préservé, dans l'honneur et au prix de leur sang, de l'aube des Temps modernes.

● ERRATUM — Dans le communiqué ajouté à la dépêche de l'A.F.P. sur la rencontre des chefs d'Etat du Soudan, de la Somalie et les deux Yémens (le Monde du 17 mars) une coquille nous a fait écrire qu'un des objectifs de cette rencontre serait de « condamner » l'attitude des participants à l'égard de l'Éthiopie. Il s'agissait évidemment de la « coordonner ».

## Un grand féodal réformiste

Bien que se disant disciple de Gandhi, Kamal Jomblatt n'hésitait pas à affirmer : « La violence purifie tout », et à y recourir dans ses formes les plus sévères. Il est mort assassiné comme son père Fouad Jomblatt, tué lui aussi dans une embuscade, en 1921, et son unique sœur, Linda Jomblatt, tuée à son domicile, en mai 1976, durant la guerre civile, alors qu'elle vivait en secteur conservateur chrétien.

Personnage complexe, chef incontesté de la gauche, Jomblatt était également un authentique seigneur de la montagne. Progressiste convaincu, il tira sa force de son appartenance à la tradition paillike libanaise. Tour à tour le monde arabe, il pulsait largement aux sources de la philosophie hindoue et de l'humanisme occidental, se reconnaissant beaucoup d'affinités avec Teilhard de Chardin.

Cet homme d'Etat était, en même temps, un meneur rompu à toutes les manigances des serral orientaux et aux plus byzantines subtilités de la politique libanaise. Enfin, il était à la fois homme d'action et de réflexion, pour ne pas dire de contemplation.

Dernière manifestation de cette ambivalence fondamentaliste Jomblatt, endossant, après avoir participé à la guerre du Liban, le rôle de médiateur entre les belligères, symbole et centre de la lutte à outrance contre

les Syriens et la droite chrétienne, de se retirer, durant deux ans dans un ashram, en Inde, pour méditer. Il avait, dans l'intervalle, franchement admis, dans des déclarations autoritaires, le décalage et les erreurs de la gauche qu'il dirigeait.

L'ambiguïté du personnage plonge ses racines dans ses origines. Il suffit d'avoir vu Kamal Jomblatt dans son « palais » de Moukhtara, vieille et admirable demeure libanaise construite entre le seizième et le dix-neuvième siècle et qui reflète l'ascension de la famille à travers le temps, pour comprendre qu'il lui était impossible, s'il n'était pas, de rompre le lien séculaire qui le liait à la majorité des Druzes du Liban, ses « sujets ». Il avait certes compris que le nécessaire d'établir avec ceux-ci d'autres relations et avait fondé, dès 1946, un parti socialiste progressiste.

Mais ce fut son grand échec, car ce parti n'a jamais eu d'existence propre même à la faveur de la guerre civile de 1975-1976. Ses membres étaient des Druzes qui voulaient bien se dire progressistes, parce que le « Mousslem » — ce qui, en arabe, signifie à la fois le maître et le sage — en avait décidé ainsi. En réalité, leur allégeance allait à l'arabisme maison de Moukhtara, symbole et centre de leur clan.

## Député du Chout

Né en 1917, Kamal Jomblatt voit sa vie marquée, dès le début, par le drame d'un jeune homme lorsque son père, nommé gouverneur de la région par les autorités mandataires françaises, est tué en pourchassant ces hors-la-loi. Sa mère, Sitt Nazira, femme exceptionnelle, qui devait influencer profondément, par ses conseils et son soutien, le jeune homme, l'autorité seigneuriale de glisser vers une branche cadette de la famille. Elle y parvint, pendant que le jeune Kamal poursuivait ses études secondaires chez les pères Lazaristes, puis universitaires chez les pères jésuites. En 1942, il est licencié en droit. L'année suivante, il est élu député du Chout, le fief

lamial. Il devait conserver son siège durant toute sa vie, sauf pendant une législature (1957-1960).

En 1946, il est, à vingt-neuf ans, le plus jeune ministre de l'économie et de l'agriculture de l'histoire du Liban, mais il en sort rapidement dans l'opposition, et prend une part active au mouvement qui aboutit, en 1952, à la chute du président de la République, Béchara el Khoury. Ce schéma devait se répéter, à quelques variantes près, avec d'autres présidents libanais. Il soutint, en effet, le président Camille Chamoun (1958-1963), avant d'être un des meneurs de la première guerre

civile du Liban indépendant (mai-septembre 1968), qui devait entraîner la chute du chef de l'Etat. Il collabora étroitement avec le président Fouad Chéhab (1958-1964), lui-même réformiste, si devient plusieurs fois ministre. Mais il lui était hostile à sa réélection, en 1970. Après s'être détaché du courant chéhabiste en 1969, en dénonçant les interventions de l'armée qui, selon lui, avait dénaturé l'élection

menée par le président Chéhab. Cette rupture explique l'apogée accordée par Kamal Jomblatt au candidat antichéhabiste, M. Soleyman Frangieh, qu'il contribua à porter au pouvoir, en 1970, avant d'en devenir un des ennemis les plus acharnés. Lorsque celui-ci entra en conflit ouvert avec la résistance palestinienne, d'abord en mai 1972, puis, surtout, durant la guerre de 1975-1976.

## Un habile stratège

Si tous les présidents ont recherché la coopération d'un partenaire aussi peu commode, c'est qu'il constituait pour eux la meilleure couverture à gauche. « Prince rouge », « Prince rose », plutôt, car son progressisme était au plus réformiste et ne se rattachait en aucun cas au marxisme.

Son rôle primordial durant la guerre civile découle plus, au demeurant, de son appui à la résistance palestinienne que d'une quelconque idéologie révolutionnaire. S'il a été le seul ministre libanais qui a pu imposer, en 1969-1970, un minimum de discipline aux fedayin, il considérait que ceux-ci devaient jouir d'une liberté d'action à partir du Liban. Elu secrétaire général du Front arabe de soutien à la révolution palestinienne, il groupe toutes les forces politiques arabes pro-palestiniennes, il joue à ce titre un rôle très important lors des affrontements libano-palestiniens de mai 1973, en s'opposant à toutes les tentatives visant à remettre en question les accords du Caire.

Durant toute la guerre civile de 1975-1976, il est le chef incontesté de la gauche et le seul interlocuteur possible de la droite chrétienne. Mais toutes les tentatives de dialogue, notamment avec M. Bachir Gemayel, fils du chef des phalanges, en mai 1976, devaient échouer. Cet habile stratège politique a, sans doute, commis deux erreurs d'appréciation, lourdes de conséquences durant ce drame libanais. D'abord, au printemps 1975, il s'est cru en mesure d'isoler les phalanges et de les écarter de la vie politique. Ensuite, de mars

à octobre 1976, il s'est imaginé pouvoir venir à bout de la Syrie, et a accentué, par son intransigence, le renversement d'alliances qui avait amené Damas à soutenir la droite chrétienne. Une inimitié personnelle très vive avait fini par se développer entre lui et le président Assad, et il avait retiré, à l'égard de la Syrie, les vieux réflexes du seigneur de la montagne libanaise qu'il a, au fond, toujours été.

Les paradoxes du personnage, sa séduction, sa conversation toute en digressions philosophiques à l'humaine, son mode de vie — oïlique régulière du yoga, longues méditations et alimentation végétarienne — exerçaient une attraction certaine sur ses interlocuteurs. Mais ses ennemis l'accusaient de duplicité, faisant valoir qu'il n'était qu'un lâche déguisé en progressiste, et mettant en relief l'incohérence de certaines de ses attitudes.

Fils Lénine de la paix en 1972, l'ondatier du Journal Al Anbaa, Kamal Jomblatt est l'auteur de plusieurs ouvrages : *La Vérité sur la révolution libanaise de 1958* (en arabe) ; *Al ill de la politique libanaise* (en arabe également) ; *Vers une nouvelle démocratie* (en français). Il a également publié plusieurs recueils de poèmes et des ouvrages sur les vertus médicinales des plantes, et traduit plusieurs livres d'auteurs hindous, notamment l'Ami immortel de Krishnamurti. Il a participé, dans les derniers mois de sa vie, à la rédaction d'un livre autobiographique, qui devait paraître inopinément à Paris, Marié. Il laisse un fils, Walid, âgé de trente ans.

LUCIEN GEORGE.

## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

#### Quand le président va au peuple...

Washington. — Après la causerie télévisée « Au cœur du peuple », après le débat où il répondait par téléphone aux questions, le président Carter a inauguré, mercredi 16 mars, un nouvel exercice de relations publiques baptisé « Meet the People... ».

#### De notre correspondant

notamment les Porto-Ricains, ouvriers, l'usine de matières plastiques qui remplace la vieille filature du début du siècle.

C'est dans le cadre d'un « Town hall meeting », une réunion municipale, que le président Carter a rencontré « ses » concitoyens ou plus exactement les quelque huit cents habitants qui avaient eu la chance d'être tirés au sort pour être admis dans la salle communale. L'expérience habituelle des Irlandais se déchaîne lorsque le président monta sur l'estrade. Debout, devant une toile de fond représentant un paysage champêtre, il accomplit avec succès son grand numéro de charme personnel mis au point. L'œil bleu, une orchidée verte ornée d'un trefle irlandais à la boutonnière, Jimmy Carter joua admirablement de son personnage tenant à la fois de l'homme et de l'animal. L'honnête et timide James Stewart dans Mr. Smith au Sénat et du provincial Gary Cooper dans Mr. Deeds en ville.

Dans toutes ses réponses, il se sentit modeste, humble, conscient de ses limites, mais tirant sa force du peuple américain. « Je ne prétends pas tout savoir. Je veux faire des erreurs. Je ne suis pas plus intelligent que vous. Mais j'ai besoin de vous, de vos critiques

et conseils... Nous sommes des porteurs de lumière ». Il. Aussi bien, ceux qui ont des suggestions à faire n'ont qu'à lui écrire directement mais en prenant soin de souligner Clinton deux fois à gauche sur l'enveloppe.

Faisant allusion aux critiques de journaux lui reprochant de parler trop en public sur les affaires étrangères, le président a déclaré : « J'ai assez confiance dans l'intelligence du peuple américain pour pouvoir l'informer de ce que nous voulons faire et non pas comme dans le passé le tenir dans l'ignorance... Le gouvernement doit être ouvert à tous, en justifiant sa politique des droits de l'homme et ses suggestions sur le problème du Proche-Orient, auquel il a dit qu'il se consacrerait en priorité.

Dans ses réponses, le président Carter reprit plusieurs des thèmes de sa campagne électorale. Il renouvela notamment son engagement de donner au pays un gouvernement « honnête, humain, un gouvernement plein d'affection » pour le peuple américain. Faisant vibrer la corde patriotique, il assura son auditoire que l'Amérique était la plus forte, que son système de gouvernement était le meilleur du monde, tout comme son peuple.

HENRI PIERRE.

#### LE PRÉSIDENT CARTER QUALIFIE DE « FABLES » LES INFORMATIONS SUR DES PAIEMENTS DE LA C.I.A. À MGR MAKARIOS

Nicosie (A.F.P.). — Le président Jimmy Carter a qualifié de « fables » les informations faisant état de paiements secrets de la C.I.A. à Mgr Makarios, président de la République chypriote.

Dans une lettre adressée au président Makarios et rendue publique mercredi 16 mars à Nicosie, le président Carter exprime ses « regrets » pour les « allégations sans fondement publiées par certains organes de presse » concernant ces paiements, et souligne la « haute estime personnelle » dans laquelle il tient le président Makarios et le peuple chypriote.

« J'espère que ces rumeurs que vous avez si bien démenties n'auront aucune conséquence sur les relations amicales que nous vous portons », a ajouté le président Carter.

Mgr Makarios avait affirmé de son côté, en réponse aux « fables » du Washington Post concernant le paiement de sommes d'argent par la C.I.A. à certains chefs d'Etat, qu'il ne « considérait même pas l'envie de l'accepter de l'argent de la C.I.A. ou de tout organisme similaire ».

● L'ambassadeur des Etats-Unis au conseil de l'Atlantique Nord (O.T.A.N.), M. Robert Strauss-Euope, a annoncé, mercredi 16 mars, à Bruxelles, l'occasion d'une brève rencontre avec le presse, qu'il se déroulerait de ses fonctions au fin du mois de mars. — (A.F.P.)

**ROLAND EVELINE**  
tailleur-chemisier

des couleurs lumineuses pour une gabardine exceptionnelle sur mesures 1980 F

(Place du Théâtre Français)  
167 rue St-Honoré  
Paris 1<sup>er</sup> / 260.47.26

صلى الله عليه وسلم



# DE KAMAL JOUMBLATT

Un télégramme de condoléances au président Sarkis et à l'Assemblée nationale, sa grande tristesse et son inquiétude devant l'assassinat de celui qui a vécu et qui est mort en luttant pour le Liban, pour le bien-être de son peuple et pour la fierté de la nation arabe. A Damas, le président Assad, dans un message de condoléances au fils du dirigeant disparu, M. Walid Joumblatt, a dénoncé le « crime horrible » de ceux qui cherchent à saboter la marche vers la paix, la sécurité et la reconstruction au Liban.

● A WASHINGTON, le porte-parole du département d'Etat a exprimé, mercredi, les regrets du gouvernement américain, en rappelant que les Etats-Unis avaient toujours déploré des actes de violence qui ne peuvent évidemment faciliter le retour à la paix et à la stabilité au Liban.

● A MOSCOU, l'agence Tass voit dans l'assassinat une « tentative provocatrice d'aggraver la situation au Liban ».

## L'un des principaux chefs de la communauté druze

La communauté druze, dont Kamal Joumblatt était un des principaux chefs temporels, appartient à l'islam. Mais elle est, avec les chrétiens et les ismaélites, une des sectes les plus marginales. Historiquement, les druzes croient en un Dieu unique, dont le prophète est Mahomet, et leur livre sacré est le Coran. Mais ils croient aussi à l'enseignement de tous les sages et à la réincarnation. Ils sont monogames et ne se rendent pas à la mosquée pour la prière.

Leur culte est secret, et l'initiation en est strictement réservée aux membres mâles de la communauté. Jusqu'à une époque récente, les druzes étaient considérés comme des hérétiques. Leur culte est secret, et l'initiation en est strictement réservée aux membres mâles de la communauté. Jusqu'à une époque récente, les druzes étaient considérés comme des hérétiques.

Une communauté d'un demi-million de personnes

Les druzes sont répartis entre trois pays : le Liban, la Syrie et Israël, et constituent, au total, une communauté d'environ un demi-million de personnes (1). C'est au Liban, cependant, que leurs poids relatifs est le plus important, en raison du rôle qu'ils ont joué dans la formation du pays arabe, tout au long des siècles. Ils ont partagé et défendu la montagne avec les chrétiens maronites. Parmi les princes qui ont gouverné le mont Liban, l'un des plus importants a été un druze, l'émir Fakhraddin (dix-septième siècle), bien que certains contestent son appartenance communautaire. Ils ont été les grands féodaux de la montagne libanaise sous l'empire ottoman, du treizième au dix-neuvième siècles. Les sept grandes familles druzes du Liban sont : les Joumblatt, les Arslan, les Tannoussi, les Abde-Malek, les Talhouk, les Mezher et les Kadi. — L. G.

(1) Etant donné l'imprécision des recensements, les estimations du nombre des druzes du Liban varient entre 175 000 et 340 000 personnes, la réalité se situant sans doute entre les deux. Ils sont environ 120 000 à 200 000 en Syrie et 30 000 en Israël.

## LE MOUVEMENT NATIONAL LIBANAIS

Le Mouvement national libanais, dont Kamal Joumblatt est le chef, est l'héritier du Front des forces et partis progressistes fondé en 1963. Constitué sur la base de revendications sociales et d'un programme de réformes internes, ce front avait évolué à partir de 1969, lorsque s'était posé le problème palestinien au Liban, pour devenir principalement un allié de la résistance, accordant à celle-ci son soutien, en même temps qu'il en était sa force. C'est au début de la guerre civile que le mouvement a pris son véritable caractère de résistance, se transformant en un véritable mouvement national.

Le Mouvement national libanais comprend essentiellement le parti socialiste progressiste de Kamal Joumblatt, le parti communiste, l'Organisation d'action communautaire libanaise, les associations indépendantes, le Baas (fondation irakienne), l'Union des communistes libanais, le parti populaire syrien et les chrétiens patriotes. Quatre autres organisations l'ont abandonné durant la guerre : le Baas (tendance syrienne), le Mouvement des étudiants libanais, le Mouvement des forces populaires et le Mouvement du 24 octobre de M. Farouk Mokaddem.

## Tension dans le pays

(Suite de la première page.) Cet appel avait été appuyé par le conseil politique central du Mouvement national libanais, qui, tout en lançant pour jeudi matin un appel d'ordre de grève générale en signe de deuil, invitait la population à « respecter les principes du grand leader et à ne pas se laisser entraîner par les passions confessionnelles ».

La plupart des dirigeants de la droite chrétienne se sont opposés à l'hommage rendu au disparu par le chef de l'Etat. « Quelles qu'aient été nos divergences de vues avec Joumblatt », a déclaré M. Pierre Gemayel, chef des Phalangistes, « il gardait une place dans nos cœurs et méritait notre admiration en tant que dirigeant d'exception nationale ». M. Camille Chamoun, un autre adversaire de

Kamal Joumblatt, a affirmé que de « tels actes de violence n'ont rien à voir avec les valeurs libanaises ».

L'organe des Phalangistes, *Al Aqaba*, écrit ce jeudi matin : « Nous aussi nous déplorons la disparition de Joumblatt, et nous le pleurons. Ceux qui croient pouvoir se réjouir de sa mort ne se rendent pas encore compte du sort que sa disparition fait au Liban. Car ceux qui l'ont assassiné cherchent à nuire à ce pays et à ses fils. Si c'est vrai que Kamal Joumblatt était notre rival politique, il n'en est pas moins vrai qu'il était un homme extraordinaire, homme de science et de raison. » La presse de gauche, qui, apparemment, a été autorisée, pour la première fois, à enfreindre les règles de la censure, annonce la nouvelle sur huit colonnes en gros caractères noirs. « Notre dirigeant est tombé au champ d'honneur. Nous poursuivons notre marche », écrit *Al Nida*, organe du parti communiste libanais. *Al Safir*, quant à lui, n'hésite pas à placer Kamal Joumblatt sur un pied d'égalité avec Gamal Abdel Nasser.

## AMÉRIQUES

### Chili

#### Les prisonniers sans nom

Amnesty International a présenté, mercredi 16 mars, un rapport consacré aux prisonniers politiques dans les centres clandestins du Chili. L'organisation humanitaire souhaite, par une campagne de deux mois, attirer l'attention sur le phénomène des disparus. Pour tenter de donner quelques apaisements, le régime du général Pinochet avait annoncé le 16 novembre dernier la libération de trois cents prisonniers politiques. A l'en croire, « un seul » des détenus sans procès en vertu de la loi sur l'état de siège reste aujourd'hui sous les verrous.

Cette situation autorisait l'ambassade de Chili à Buenos-Aires à publier, le jour même, un communiqué international organisé par une conférence de presse, une déclaration selon laquelle « le gouvernement chilien a pris de lui-même diverses mesures démontrant qu'il a respecté, respecté et respectera toujours les droits de l'homme ».

L'ampleur de l'impopularité apparaît à la lecture du rapport d'Amnesty International. Pour mille cinq cents prisonniers au moins, les autorités répondent à toutes les demandes de renseignements qu'elles n'ont pas connaissance de leur détention. Comme le fait observer, mercredi, M. José Zalaquett, avocat chilien et pour donner l'impression qu'il n'y a plus d'ar-

restations, il suffit de lire les déclarations. Des témoignages accablants démentent ces affirmations. Andaméa, journaliste au *Chili*, dit avoir été détenu et torturé. Mme Gladys Diaz a pu, avant son expulsion en avril 1976, rencontrer bon nombre de ces prisonniers sans procès. D'une voix égale comme recrus d'horreur, elle a raconté, mercredi, le sort que quel-ques-uns de ses compagnons de détention de la villa Grimaldi et des autres locaux de la DINA. Cédant Claudio Diaz à coups de chaîne, et cellule voisine, Isidro Arias, est arrêté devant l'interrogatoire, un père accompagné de son fils de cinq ans. Autant de disparitions, les parents recevant la réponse qu'obtiennent deux fois les proches de Mme Diaz : « Cette personne n'a jamais été arrêtée ».

Dans quatre cents cas, Amnesty International a reçu des informations précises sur le destin et le lieu de détention de ces « prisonniers sans procès ». Les autorités chiliennes s'efforcent de tuer, par tous les moyens, les sources d'informations sur les « disparus ». Leurs photographies, bien souvent, ce qui fut leur dernier sourire, illustrent ce rapport dont les témoignages, hélas, ne laissent aucun espoir. — F.-J. F.

(1) 15, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Le rapport est en vente au prix de 10 F.

### Grande-Bretagne

LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE a décidé, mercredi 16 mars, d'accorder une aide de 835 millions de livres à l'industrie nucléaire du pays de Gales. Vingt mille emplois seront ainsi garantis dans une région où le pourcentage de chômage est l'un des plus élevés de Grande-Bretagne. — (A.F.P.)

### A travers le monde

#### Pérou

LE PEROU RECEVRA une aide des Nations unies pour l'exécution d'un projet nucléaire à des fins pacifiques, aux termes d'un accord signé

## la crise de l'état

sous la direction de NICOS POULANTZAS

un livre qui témoigne de "l'aggiornamento" de la pensée marxiste et de son effort pour coller à la description des faits

J. Julliard - observateur

puf

362 pages - 43 F

Collection POLITIQUES

### El Salvador

APRES L'URUGUAY ET L'ARABIE SAUDITE, le gouvernement du Salvador a décidé, mercredi 16 mars, de rejeter l'aide militaire américaine pour 1977. Un communiqué du gouvernement, invoquant la « dignité nationale », précise que le président Arturo Armando Molina a pris cette décision en raison de l'intervention des Etats-Unis au sujet du respect des droits de l'homme dans le pays. L'aide américaine, qui était de 2,5 millions de dollars, déclare le communiqué, était remise en question par les conclusions d'une enquête que même la sous-commission pour les affaires américaines du Congrès de Washington. — (A.F.P.)

### Suisse

LE DETOURNEMENT DU BOEING D'IBERIA. — Un policier suisse a été blessé à la cuisse au moment de l'arrestation, mercredi 16 mars, de M. Luciano Parrini, le pilote de l'air qui avait détourné le Boeing-727 de la compagnie Iberia. Avant son arrestation, le pilote avait distribué aux passagers les 35 millions de francs C.F.A. (700 000 francs) qui lui avaient été remis par les autorités ivoiriennes. Le conseil général d'Italie à Zurich, M. Scaramano del Munro, a déclaré qu'« aucun gouvernement ne doit forcer les passagers à rendre l'argent ». — (A.F.P. - Reuters)

## EUROPE

### Union soviétique

#### SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL

#### M. Katouchev est nommé vice-président du conseil

De notre correspondant

Moscou. — M. Constantin Katouchev, secrétaire du comité central, chargé des relations avec les partis communistes au pouvoir, est-il menacé de disgrâce ? C'est la question qui se pose après l'annonce, mercredi soir 16 mars, par l'agence Tass, de sa nomination au poste de vice-président du conseil des ministres et de représentant de l'U.R.S.S. au Comecon.

Conformément à une tradition bien établie, Tass ne précise pas si M. Katouchev va conserver ou non ses importantes fonctions au secrétariat du comité central. Il est peu probable cependant qu'il puisse cumuler pendant longtemps ses responsabilités dans le parti et son nouveau poste au sein du gouvernement. Les précédents des dernières années ne plaident pas en tout cas en faveur de M. Katouchev : c'est ainsi que M. Demitchev a perdu, peu après sa nomination à la tête du ministère de la culture, son poste de secrétaire du comité central ; il en fut de même pour M. Oustinov, lorsqu'il devint ministre de la défense.

Une exception à cette règle non écrite ne peut certes pas être totalement exclue. On voit mal cependant pourquoi les dirigeants soviétiques auraient éprouvé le besoin d'ajouter aux fonctions politiques de M. Katouchev un travail aussi prenant, mais de moindre importance, que celui de représentant de l'U.R.S.S. au Comecon. On devrait en tout cas être assez vite fixé sur le destin de M. Katouchev : les délégations des partis au pouvoir sont nombreuses à Moscou, et il faut bien qu'elles soient repesées par un secrétaire du comité central.

La nomination de M. Katouchev au Comecon intervient quelques jours après la conférence de Sofia, qui groupait des secrétaires de tous les partis des pays de l'Est, à l'exception de la Yougoslavie, et avait coincidé (mais s'agissait-il d'un hasard ?) avec la rencontre de MM. Berlinguer, Carrillo et Marchais à Madrid. M. Katouchev avait assisté à cette conférence en compagnie de M. Ponomarev, responsable au comité central des rapports avec les partis communistes non au pouvoir et de M. Zolotarev, secrétaire à la culture et à la propagande.

#### Un protégé de M. Brejnev

Curieusement, le comité central soviétique a approuvé les activités de sa délégation à Sofia quelques heures avant la nomination de M. Katouchev au Comecon. Cette brève résolution du comité central affirme notamment que « les organisations (soviétiques) compétentes sont chargées de prendre des mesures pour la mise en pratique des conclusions et des recommandations adoptées à la conférence ». La nomination de M. Katouchev fait-elle partie de ces mesures ? Les partis frères ont-ils été informés à Sofia de

changement annoncé mercredi à Moscou ? Ce sont des questions auxquelles il n'est pas encore possible de répondre.

Le sort de M. Katouchev est d'autant plus intéressant à suivre que cet homme, jeune selon les critères soviétiques (il n'est âgé que de quarante-neuf ans), passait pour un protégé de M. Brejnev. Brillant ingénieur aux usines automobiles de Gorki, il fut vite nommé secrétaire de l'organisation du parti de cette entreprise, avant d'être promu, en 1964, premier secrétaire de l'organisation du parti pour la région de Gorki. En 1968 enfin, M. Katouchev était appelé à Moscou par M. Brejnev, qui lui confiait les fonctions de secrétaire du comité central, chargé des relations avec les P.C. au pouvoir. Jamais auparavant, M. Katouchev n'avait occupé un bureau politique, ce qui laisse penser que sa rapide ascension lui avait valu quelques solides inimitiés.

Une seule « anomalie » avait été relevée dans les dernières activités de cet homme qui a une réputation d'efficacité, mais aussi de rudesse. Il n'était pas membre de la délégation soviétique qui s'était rendue au début du mois de février dernier à Prague pour assister à la signature de la Charte des 77. Cette délégation était dirigée par M. Kapitonov, secrétaire à l'organisation du parti soviétique, alors qu'un membre normal devait être conduit par M. Katouchev.

JACQUES AMALRIC.

### Tchécoslovaquie

#### Près d'un millier de personnes ont assisté à Prague aux obsèques de M. Jan Patočka

De notre correspondant en Europe centrale

Vienne. — Plusieurs centaines de personnes, un millier peut-être, ont participé, le 16 mars, à Prague, aux obsèques du professeur Jan Patočka, porte-parole de la Charte 77. La cérémonie a été déroulée sous une forte surveillance policière ; tandis qu'un hélicoptère survolait la scène, des dizaines d'agents de la sécurité, beaucoup munis de caméras et d'appareils photographiques, étaient postés aux divers points du cimetière de Brezno, où était enterré le philosophe. Les rues menant au cimetière avaient été barrées au trafic automobile, et des policiers filaient les arrivants.

Plusieurs personnes, parmi lesquelles M. Milan Hrubý, ancien recteur de l'Ecole supérieure du parti, ont été limassées avant d'avoir pu rejoindre le lieu de rassemblement. M. Hrubý devait être relâché dans l'après-midi. Des jeunes gens qui prenaient des photos-souvenirs ont été, eux aussi, appréhendés.

Dès la veille et dans la matinée de mercredi, les organes de sécurité avaient procédé à des séries d'interpellations au domicile de certains constables. Un professeur de philosophie d'Abba-Chapelle, M. Walter Blomel, était expulsé de Prague tôt dans la matinée de mercredi. Ces mesures d'intimidation n'ont pas empêché de nombreux signataires de la Charte 77, dont l'écrivain Pavel Kohout, l'acteur Pavel Lantovsky, d'être présents dans le cimetière de Brezno. De nombreux jeunes gens, anciens élèves du professeur, ainsi que des membres d'ambassades occidentales, étaient venus accompagner Jan Patočka à sa dernière demeure. Une messe, célébrée peu après dans l'église Sainte-Marguerite, à Brezno — un lieu vendredi comme prévu, — fut également suivie par une large assistance.

Selon des témoins, la cérémonie funèbre s'est déroulée avec simplicité et émotion. « J'ai rarement assisté à un tel témoignage d'amour », nous a dit un participant. Après que deux prêtres catholiques eurent donné la bénédiction, plusieurs personnes jetèrent une poignée de terre dans la tombe. Rapidement, un inconnu prononça quelques paroles exprimant la fidélité aux idées du défunt.

Un représentant de l'ambassade des Pays-Bas a transmis à la famille de M. Patočka les condoléances de M. Van der Stoep, le ministre néerlandais des affaires étrangères, qui avait reçu le professeur, le 1<sup>er</sup> mars, lors de sa visite officielle à Prague. A la suite de cette entrevue, la police avait soumis le philosophe à plusieurs interrogatoires, pendant onze heures au total. Peu après son retour à son domicile, M. Patočka avait été victime d'une crise cardiaque et hospitalisé.

Dans la soirée de la Journée du 16 mars, qui restera sans doute dans les mémoires des défenseurs des droits civiques tchécoslovaques, on a appris que M. Frantisek Pavlat, qui était détenu depuis la mi-janvier, avec l'écrivain Václav Havel, le journaliste Jiri Lederer et le directeur de théâtre, Ota Ornest, avait été remis en liberté.

MANUEL LUCBERT.

● A l'occasion du quarantième anniversaire du Congrès fuit mondial, le président du C.I.M. et Mme Nahum Goldmann, et le comité exécutif de la section française du C.I.M., ont offert, mercredi 16 mars, une réception chez M. et Mme Frank-Porter. M. Nahum Goldmann a rappelé, au cours d'une brève allocution, les deux buts principaux que s'était assignés le Congrès fuit mondial : dénoncer les crimes nazis et assurer l'unité du peuple juif.







## AFRIQUE

# TUNISIE : les sirènes de la démocratie

## II. — Le P.S.D. et les autres...

De notre envoyé spécial DANIEL JUNQUA

Après un long séjour de repos en Suisse, le président Bourguiba a annoncé, à son retour en Tunisie, qu'il réduisait ses activités. Dans la perspective de sa succession, certains dirigeants s'employaient à améliorer leur image, tout en s'abstenant de prendre des positions trop tranchées. M. Nour, le premier ministre, consacrait l'essentiel de son action aux problèmes économiques. (Le Monde - du 17 mars) Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent cependant pour demander une démocratisation de la vie politique.

avons bien sûr refusé. Les choses en sont là.

M. Hassen Ben Ammar, ancien ministre de la défense, et l'un des animateurs les plus dynamiques du groupe des « libéraux », doit faire face à une situation de même nature. Afin de disposer de moyens d'expression, il a créé une société, l'entreprise maghrébienne de presse, avec pour but de publier deux hebdomadaires. Démocratie en français, et Souda en arabe. Fait sans précédent, sa demande d'inscription au registre du commerce s'est heurtée à un refus. Le dossier, étant incomplet, n'a pu être agréé par le ministère de l'Intérieur, qui s'est abstenu de délivrer le récépissé légal. Le 26 octobre 1976, M. Hassen Ben Ammar écrivait à M. Nour pour attirer son attention sur l'entrave ainsi apportée à la liberté de la presse. Cette missive étant restée sans réponse, il décida, un mois plus tard, de la rendre publique et en expédiait quelques deux mille exemplaires aux membres du gouvernement, aux députés, aux conseillers économiques et sociaux et aux principaux cadres de l'Etat.

### Offrir au pays une alternative

« Vous voyez, à la lumière de ces deux affaires, combien nos possibilités d'action sont limitées », nous a dit M. Ahmed Mestiri. L'horizon, nous avons le droit de créer un parti, d'éditer des journaux, de nous exprimer publiquement. La réalité est autre. Et pourtant il est un pays qui peut, qui doit tenter en Afrique une expérience de démocratie pluraliste, c'est bien la Tunisie. Nous sommes aujourd'hui précédés dans cette voie par le Sénégal. Notre tâche, nos traditions, le nombre important de nos cadres, tout nous pousse à nous engager dans ce domaine un rôle de pionnier. C'est dans ce sens que nous voulons aller.

Croyez-vous un dialogue possible avec le ministre de l'Intérieur, M. Tahar Belkhouja ? — C'est un homme qui a compris que la Tunisie avait changé. Il est certainement de bonne foi. Mais ses actes sont en contradiction avec les idées qu'il avance. Je n'exclus pas que, dans un avenir plus ou moins proche, des hommes rejoignent dans le régime et créent ce que j'appelle le régime à deux visages, puisent travailler ensemble.

L'objectif avoué des « libéraux » est de constituer l'une des larges coalitions allant de personnalités actuellement au pouvoir jusqu'à la gauche, en passant par les partisans de M. Ben Salah, l'ancien ministre de l'Economie, regroupés dans le Mouvement d'unité populaire (MUP). C'est la seule façon, affirme M. Mestiri, d'offrir au pays une alternative et d'éviter le désordre qui conduirait à un régime fasciste, ou déboucherait sur un putsch.

Ces inquiétudes font sourire M. Sayah, qui, à quarante-deux ans, dirige le parti socialiste des travailleurs. Il passe pour animé, avec M. Abdallah Farhat, le ministre de la Défense nationale, le clan des « durs », dont la devise pourrait être : « Maintenir ». « Il ne s'agit que pour le pouvoir », disent ses ennemis, et il n'en marque pas. Intelligent, chahuté,

il exerce sur ses interlocuteurs une séduction qui cache une volonté impitoyable. Pour lui, tout est simple. M. Mestiri et ses amis ne critiquent le régime que parce qu'ils en ont été exclus. En fait, ils ne visent qu'un objectif : retrouver les portefeuilles ministériels qu'ils ont perdus.

M. Sayah ne voit pas en quoi la succession de M. Bourguiba serait problématique. Le chef de l'Etat nous a-t-il déclaré, a évoqué lui-même cette question dès 1964. Au terme d'une longue réflexion, le parti a choisi, au congrès de Monastir en 1974, la solution consistant à élire le premier ministre jusqu'à la fin du mandat en cours de l'Assemblée nationale.

« M. Mestiri, nous a encore dit le directeur du P.S.D., parle de démocratisation. Nous, nous la vivons. Je n'en veux pour preuve que l'amendement à la Constitution voté le 2 avril 1976 par l'Assemblée nationale. Depuis l'adoption de ce texte, les députés contrôlent effectivement l'appui du gouvernement par le chef de l'Etat. En cas de déviation, ils peuvent le censurer trois mois après sa prise de fonction. Le président de la République peut alors recourir à la dissolution, mais il doit démissionner et les députés notoirement élus censurer à leur tour le gouvernement. »

520 000 adhérents

La symbiose existant entre le parti et l'Etat — les parlementaires sont eux-mêmes choisis par le P.S.D. — vide cependant d'une grande partie de son sens de telles dispositions. Dans ces conditions, le problème essentiel reste celui du fonctionnement démocratique du parti. Sur ce point aussi, M. Sayah ne marque pas d'arguments.

« Nous multiplions les débats, nous a-t-il affirmé, et nous faisons de grands efforts pour nous rapprocher de la population, et surtout des jeunes. 1976 a été marqué par les congrès de circonscriptions et de fédérations. Cette année, nous nous consacrons aux comités de cellules. Ce n'est pas une mince affaire, puisqu'il y a un nombre de mille huit cents, et regroupent cinq cent vingt mille adhérents. »

Même si les chiffres officiels sont gonflés, le P.S.D., avec ses quatre cents permanents, d'importantes ressources financières et plusieurs organes de presse, constitue toujours une force impressionnante. Est-il possible, cependant, d'utiliser encore à son profit le terme de « rassemblement » ? M. Omar S'habou, directeur pendant plus de deux ans de Dialogue, l'hebdomadaire du Destour, ne le croit plus. Il a récemment démissionné de ses fonctions et s'en est expliqué ainsi :

« Mon expérience à la tête de Dialogue m'a convaincu d'une vérité : le pluralisme d'opinions ne peut pas exister au sein du P.S.D. actuellement. La stature historique de Bourguiba, a pu,

seule, jusqu'à ce jour, dominer les contradictions et canaliser les courants. Après lui, le salut politique de notre pays se trouve dans une alternative démocratique dont il faut poser les bases dès maintenant. »

M. Bahi Ladgham est parvenu aux mêmes conclusions. L'ancien premier ministre, qui fut l'un des plus fidèles compagnons de route du président Bourguiba, s'est retiré de l'arène politique après avoir été évincé du gouvernement, à la fin de 1970.

« J'espère encore, nous a-t-il déclaré, que Bourguiba poursuivra son œuvre par un remodelage des institutions afin que son œuvre lui survive. Le Destour peut rester le guide de la nation, mais il faut que les autres tendances s'expriment. C'est la seule voie possible pour la Tunisie entre un fascisme larvé qui commence à se manifester et la menace de l'anarchie. »

« L'évolution peut se faire avec M. Nour et avec le Destour. Mais ce dernier ne peut plus détenir le monopole du pouvoir. Il doit le partager, même s'il reste largement majoritaire. »

On note certes quelques signes encourageants à cet égard. Le gouvernement, a-t-il remporté à l'unanimité les élections législatives de l'Union générale des étudiants (tunisienne) aussi destinée à être représentative. Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, M. Isali, nous a assuré que les étudiants choisissent librement leurs députés et qu'il leur sera possible ensuite de se réunir en congrès.

Les débats parlementaires sont plus animés. Une certaine fronde s'est même manifestée lors de la discussion d'un projet de loi facilitant l'implantation des banques étrangères. Depuis quelque temps, l'habitude s'est prise, pour les sujets délicats, de réunir ensemble toutes les commissions de l'Assemblée nationale, qui regroupent la grande majorité des députés. Les discussions orales et écrites sont ainsi à huis clos, et l'harmonie règne à nouveau dans les séances publiques.

### Des crédits pour l'armée

A l'inverse, d'autres indices laissent à penser que les partisans de la manière forte n'ont pas désarmé. C'est ainsi que M. Caid Iechal, ancien ministre de l'Intérieur, intervient à l'Assemblée du budget alloué au ministère de l'Intérieur ainsi que la décision récente de moderniser et de renforcer l'équipement des forces armées. Celles-ci bénéficieraient de 400 millions de dinars (4,15 milliards de francs) de crédits étalés sur cinq ans.

« Si s'agit, comme on le laisse entendre, de faire face à une agression, de l'ordre ou de l'agression, c'est insuffisant, nous a dit M. Esselbi. Si le but de nos dirigeants est de fournir à notre armée des moyens décents — ce qui l'appuiera, c'est trop et cela constitue pour nos efforts de développement une charge beaucoup trop lourde. »

« Nous assistons parallèlement

à un renforcement de notre police. Les effectifs en tenue atteignent officiellement douze mille hommes, soit un policier pour cinq cents habitants. Il faut ajouter plusieurs milliers de policiers en civil. Le budget du ministère de l'Intérieur a doublé depuis 1969, il dépasse les 30 millions de dinars (315 millions de francs) (1). »

Pour l'ancien ministre, ces choix reflètent la dégradation de l'autorité de l'Etat. « Nour, dit-il, Bourguiba savait se faire respecter. Il n'avait pas besoin pour cela de policiers et de soldats. On savait à l'étranger qu'il pouvait mobiliser tout son peuple derrière lui. C'est l'un des rares hommes d'Etat arabes qui a pu tenir tête à Nasser. Notre stabilité était fondée sur de grandes options, sur un parti profondément implanté dans le peuple, et que bien des pays arabes nous enviaient. »

M. Tahar Belkhouja, le ministre de l'Intérieur, ne partage pas, est-il nécessaire de le dire, ce point de vue. L'augmentation des budgets de la défense et de l'Intérieur ne traduit, selon lui, que le souci de faire de la Tunisie une nation moderne. Il est injuste, assure-t-il, de réduire les missions du ministère de l'Intérieur au simple aspect policier.

En ce qui concerne l'armée, dit-il, la Tunisie avait un important retard à rattrapper. Les jeunes générations d'officiers formés après l'indépendance arrivaient maintenant aux plus hautes fonctions de commandement. Elles doivent disposer d'un outil moderne. C'est une question de dignité nationale. »

### « Le sang n'a pas coulé »

M. Tahar Belkhouja ne perd pas son calme lorsqu'il évoque devant lui le nombre et la situation des détenus politiques. Ils sont au nombre de quatre-vingts environ — et les rapports d'Amnesty International à ce sujet. Dernièrement encore, vingt lycéens de Jendouba, localité située dans le nord-est du pays, ont été condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir manifesté contre l'augmentation des taxes de pension et, dit-on, tenté de mettre le feu à leur G.E.S.

« La Tunisie a son lot de petits problèmes », reconnaît le ministre de l'Intérieur. On critique durement notre pays, mais on n'a jamais parlé à son propos de disparitions, de liquidations. Le sang n'a pas coulé, ni celui des ouvriers, ni celui des étudiants. Nous nous en sommes sortis sans grands dégâts. »

Lorsque des actes dépassent certaines limites, il faut que les sanctions soient prises. C'est ce qui s'est passé pour les lycéens de Jendouba. Cela dit, les condamnations sont rarement purgées jusqu'au bout. Nous avons le souci de réintégrer les jeunes dans la société. »

Il est vrai que des mesures de grâce sont intervenues, le 15 octobre, en faveur de vingt détenus et, le 16 janvier, de neuf autres. La plupart d'entre eux arrivaient cependant au bout de leur peine et trois sont dans un état de détresse physique et psychologique inquiétant.

La plupart des groupes d'opposition font de la libération des détenus politiques un test de bonnes intentions du régime. C'est le cas des « libéraux » et des communistes, mais aussi du Mouvement d'unité populaire, qui se réclame de M. Ben Salah. Le MUP ne groupe qu'un nombre relativement faible d'adhérents en Tunisie ou à l'étranger. Mais ils sont bien organisés et ont gardé des sympathies dans l'administration et le parti. Préoccupés eux-mêmes par le problème de la succession, ils ont publié récemment un programme en cinq points permettant « de réaliser une transition vers une plus grande démocratie et pour plus de justice ».

### Les « cinq points » du MUP

Ils réclament, outre la libération de tous les détenus politiques, l'arrêt de toutes les poursuites et l'abolition de toutes les peines. Cette mesure permettrait à M. Ben Salah, qui vit en exil depuis son éviction, au début de 1973, de la prison de Tunis, de rentrer au pays. Ils demandent aussi que les libertés fondamentales soient garanties. Ils suggèrent, enfin, la formation d'un « gouvernement provisoire de solidarité nationale et populaire », qui rédigerait une charte des droits démocratiques et un projet de Constitution, lesquels seraient soumis à référendum et à l'organisation d'élections d'une assemblée constituante. Celle-ci déléguerait des choix essentiels en matière politique, économique, sociale et culturelle, qui seraient soumis à un référendum. La mise en place des institutions serait complétée par l'organisation d'une élection présidentielle, ouverte à plusieurs candidats.

Il est peu probable que ce schéma quelque peu réaliste ait dans un proche avenir une chance d'être appliqué. Les membres du MUP valent surtout prendre date. « Ce qui fait la force du MUP », nous dit M. Ben Salah, qui vit en exil en Suisse, que nous avons pu joindre de Paris au téléphone, c'est qu'il ne s'est pas réfugié dans un extrémisme verbal, dans un ghetto idéologique. Nous incarnons une tendance qui s'inscrit depuis toujours dans le mouvement national tunisien. Nos options sont sans doute plus radicales que celles de M. Mestiri et de ses amis. Mais sur le plan des libertés démocratiques, nous n'avons pas de divergences graves. »

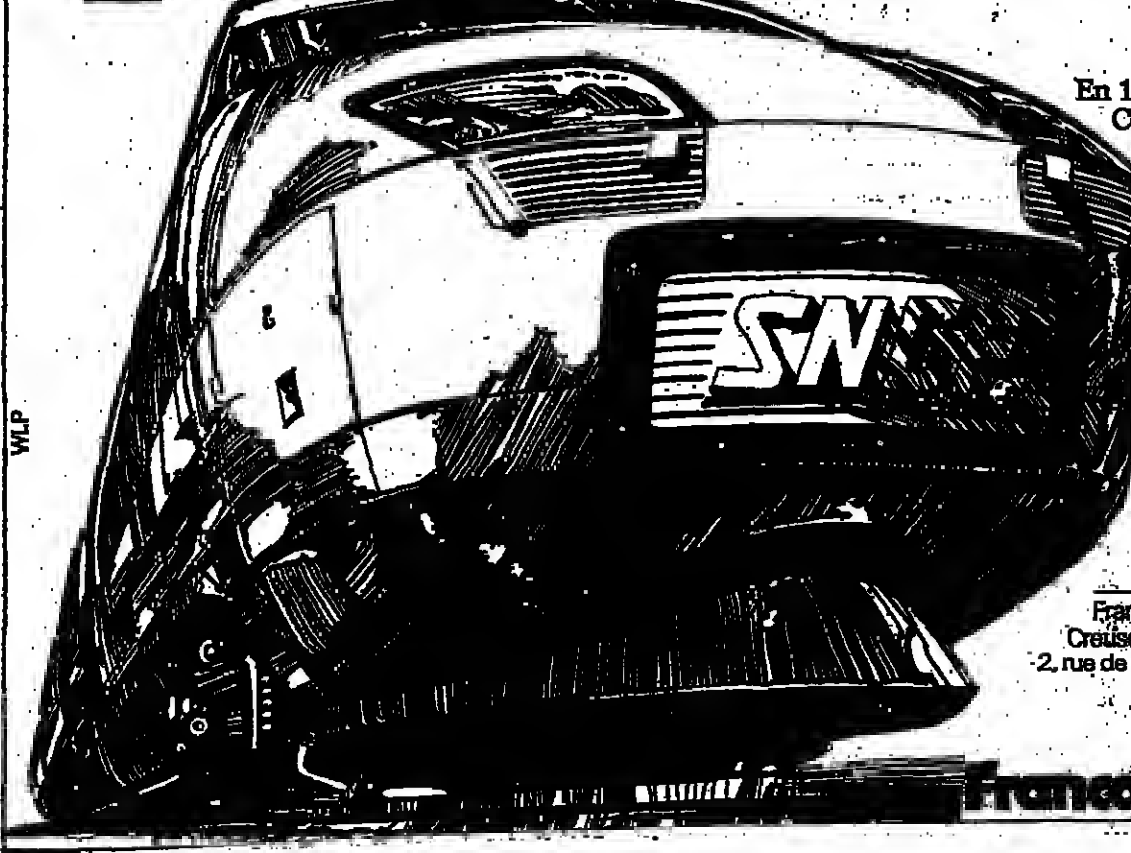
La revendication d'une vie démocratique réelle est donc l'une des données fondamentales de la Tunisie d'aujourd'hui. Elle est perçue au sein du P.S.D., comme par les « libéraux », les communistes, les gauchistes, les radicaux représentés par M. Khe-maïs Chamari, ancien dirigeant du groupe perspective qui vit en exil à Paris.

### Prochain article :

### LE DÉVELOPPEMENT POUR QUI ?

(1) Il faut y ajouter les crédits d'équipement qui s'élèvent à 11,5 millions de dinars (125 millions de francs), dont 1 million de dinars pour l'achat d'équipements spéciaux.

# Affaire réglée.



En 1982, de Paris à Lyon, le TGV emmènera ses premiers passagers à 260 km/h. Ce sera une date dans l'histoire du transport.

Pour la réalisation de ce train, Francorail-MTE a collaboré pendant plus de douze ans avec la SNCF.

Aujourd'hui, pour les équipes de recherche de Francorail-MTE, c'est une affaire réglée classée : elles n'ont pas attendu pour aborder de nouvelles techniques, qui seront telles de l'avenir.

La traction par moteur asynchrone, par exemple, alimenté selon la nouvelle technique de fréquence variable. Elle permettra la réalisation de bogies plus légers, moins agressifs vis-à-vis des voies. Les trains, ainsi, acquerront des qualités accrues de confort et de rapidité.

Ces techniques post-TGV, Francorail-MTE, avec le concours de la SNCF, les teste sur des prototypes qui circulent tous les jours.

Francorail-MTE, il est temps que les Français apprennent ce nom : c'est celui de l'un des leaders mondiaux de la construction ferroviaire, et ce leader est français.

Francorail-MTE, GIE régi par l'ordonnance du 23.9.1967, regroupe Carel-Fouché-Languépin, Creusot-Loire, De Dietrich, Jeumont-Schneider et MTE, 2, rue de Léningrad - 75008 PARIS.

francorail mte

Francorail MTE conçoit les trains de demain.



## AFRIQUE

## Zaire

## La longue marche des gendarmes katangais

Les hommes constituant le fer de lance du petit corps expéditionnaire qui occupe quelques localités mineures du nord de la semaine, opèrent en pays connu. Il s'agit en effet d'anciens « gendarmes », eux-mêmes originaires de cette province, qu'on appelle le Katanga, jusqu'à ce que le président Mobutu Sese Seko, au nom de « l'authenticité zairoise », ait rebaptisé Shaba. Le 11 juillet 1960, lorsque éclata le mouvement séparatiste qui bénéficiait de la complicité tacite de la toute-puissante Union minière du Haut-Katanga (U.M.K.), et qu'animait Moïse Tshombe, ce dernier disposait de plusieurs milliers de soldats regroupés au sein de la « gendarmerie katangaise ». Elle était encadrée par d'anciens officiers belges de la force publique, considérée comme un corps d'élite jusqu'à la mutinerie qui éclata dans ses rangs en juillet 1960, au moment de la proclamation de l'indépendance. Elle comprenait également plusieurs dizaines de mercenaires blancs, originaires d'Europe ou d'Afrique australe.

La garde prétorienne de Moïse Tshombe dépendait directement de l'un des plus proches collaborateurs du président, le général Katanga. M. Jean - Baptiste Kibwe, premier président africain de l'ancienne Union minière, devenue entre-temps la Gécamines. Le général Bumba, originaire du Shaba, réputé pour ses qualités d'entraîneur d'hommes, serait déjà une autre légende sur les gendarmes katangais : il serait le chef de l'opération actuellement en cours contre le gouvernement de Kinshasa.

Après l'effondrement du mouvement séparatiste, le 15 juillet 1963, les gendarmes ont le chemin de l'exil, pour la plupart en Zambie. L'opération africaine était d'autant plus hostile à ces « harkis » qu'ils avaient directement trempé le 17 janvier 1961, dans l'assassinat de Patrice Lumumba, très populaire dans l'ancienne colonie belge.

L'accession de Moïse Tshombe au pouvoir, comme chef du gouvernement central, le 12 octobre 1965, entraîna le retour des gendarmes katangais. Ils comba-

tèrent contre les « simbas » qui, dans l'est du pays, et notamment dans la région de Stanleyville (actuel Kisangani) « étaient » révoltés contre le gouvernement de Kinshasa. Après l'accession du général Mobutu au pouvoir, en novembre 1965, les prétoriens de Moïse Tshombe se dispersèrent à nouveau hors des frontières du pays, les uns en Angola (alors sous domination portugaise), les autres en Zambie. Certains d'entre eux furent mêlés à l'éphémère coup de main tenté en 1967 par les mercenaires blancs qui, conduits par le colonel belge Jean Schramme s'emparèrent de Kisangani et de Bukavu. Lorsque les troupes gouvernementales reprurent le contrôle de la situation, les gendarmes katangais se dispersèrent, une troisième fois, quelques-uns au Rwanda, d'autres vers l'Europe ou vers la Zambie ; d'autres s'installèrent de nouveau en Angola ; enfin, quelques centaines acceptèrent une offre de rattachement au gouvernement du général Mobutu et furent, pour la plupart, massacrés dans leur retour, seuls quelques officiers supérieurs ayant été intégrés à l'armée nationale.

Retombés dans l'oubli, les gendarmes katangais, sortirent de l'ombre pendant la guerre civile angolaise. Par l'intermédiaire, semble-t-il, de l'exilé portugais Rosa Coutinho, ils furent recrutés par les leaders du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.). M. Agostinho Neto, président de ce mouvement, les arma, leur donna une formation idéologique, renforça leurs rangs avec de nouveaux éléments recrutés par les réfugiés zairiens d'Angola, puis les utilisa contre les combattants de l'UNITA et du F.N.L.A. Après avoir combattu de façon harmonieuse avec les troupes cubaines, aux côtés desquelles ils combattirent, les gendarmes katangais reprirent le chemin du pays natal. Non plus pour une aventure séparatiste, mais apparemment, pour renverser le régime qui dirige depuis plus de dix ans le général Mobutu, lui aussi, ancien allié de Moïse Tshombe.

PHILIPPE DECRAENE.

## République Sud-Africaine

## Une vague de hausses des prix fait craindre de nouveaux troubles

De notre correspondante

Johannesburg. — Il ne se passe pas de mois en Afrique du Sud sans que l'on annonce une augmentation de prix. Récemment, le ministre des finances et celui des transports ont rendu publique une hausse moyenne de 40 % du prix des transports maritimes et de 25 % des taxes sur des produits tels que tabacs, alcools, appareils ménagers, télévisions, etc. Les économistes sud-africains s'interrogent sur l'effet inflationniste de ces mesures. Prises après les hausses importantes des prix de l'acier, du charbon, du pétrole et de l'électricité, ne vont-elles pas contribuer à une nouvelle vague de hausses de prix ? On prévoit déjà une augmentation de 3 rands (16 FF) la tonne de charbon de 7 rands (40 FF) la tonne de minerai de fer ou de mannequin exportée au Japon ou en Europe occidentale. Ces augmentations interviennent à un moment où le gouvernement essaie de grand-peine de rééquilibrer sa balance des paiements, déséquilibrée par l'absence d'une campagne à travers

le pays pour « acheter sud-africain ». Elles sont prises alors que la crise, soufflée d'un événement dangereusement croissant parmi les Africains, et sans précédent chez les Blancs.

L'automobile est une des principales industries affectées par la crise. Les constructeurs illettrés de débouchés. L'automobile a été très fortement touchée en janvier dernier par la hausse de 4 cents 23 centimes du prix du litre d'essence. À peine un quart de cette hausse était destiné à compenser les nouveaux prix fixés par les pays producteurs de pétrole (essentiellement l'Iran) pour l'Afrique du Sud. La moitié (2 cents) doit servir à financer Sasol Deux, nouveau complexe de fabrication de pétrole synthétique à partir de charbon, dont la construction est principalement confiée à un consortium français regroupant entre autres les sociétés Air Liquide et Spie Batignolles. Le solde devrait permettre aux stations-services d'accroître leur profit.

Au Transvaal, la dernière augmentation du prix des transports des marchandises entraîne une nouvelle hausse de 2 cents du prix de l'essence.

Mais plus importante est la répercussion des hausses des prix des transports sur les bas événements. Le 1<sup>er</sup> avril, ceux-ci vont payer environ 15 % de plus leur ticket de train. Augmentation catastrophique lorsqu'on sait que les cités ou les Noirs sont contraints de vivre se trouvent à l'écart des villes blanches ou se trouvent l'essentiel des emplois.

Que vont faire ces milliers d'Africains qui meurent déjà de faim ? s'interroge le Sunday Times, tandis que le Rand Daily Mail redoute des troubles.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

DEPUIS 100 ANS  
PIANOS  
toutes marques  
neufs et d'occasion  
Larges facilités de paiement  
LABROUSSE  
41 bis, bd des Batignolles, 387 60 34  
221, Fbg-Saint-Hippolyte, 662 73 55  
33, rue de Rivoli, 272 91 24  
101, av. Gambetta-Lesclap, 543 85 00

LA VOIE INCERTAINE  
DU SOCIALISME CONGOLAIS  
dans le mensuel AFRICA, entièrement réalisé en Afrique. C'est mieux pour en bénéficier. Vente France : Disquaire, magasins, Rens. BP. 1826 Dakar

● M. J. S. Otto, nouveau ministre adjoint de Johannesburg, s'est prononcé, mercredi 16 mars, pour le rétablissement de l'apartheid dans les parcs et dans les bibliothèques de la ville, où il avait été aboli. C'est le cours des deux dernières années.

En revanche, deux des intellectuels africains les plus influents, le Dr Andreas Wagenaar, homme d'affaires, et M. W. van der Merwe, directeur en chef du quotidien nationaliste Die Transvaler, ont pris position mardi pour l'abolition de plusieurs mesures de ségrégation raciale ainsi que pour l'accroissement de la superficie des Bantoustans, foyers autonomes bantous. — (A.F.P.)

## Algérie

## AU COURS D'UNE VISITE DE TROIS JOURS

## M. Ségué dénonce la recrudescence du racisme anti-algérien en France

De notre correspondant

Alger. — M. Georges Ségué devait regagner Paris ce jeudi 17 mars à l'issue d'une visite de trois jours à Alger à la tête d'une délégation comprenant MM. René Lomet, secrétaire chargé du département international, et Marius Apostolin, responsable du département de l'émigration. Le secrétaire général de la C.G.T., qui a été reçu pendant une heure et demie par le président Bonmadine, a précisé au cours d'une conférence de presse que sa visite faisait partie des rencontres périodiques avec l'U.G.T.A. (Union générale des travailleurs algériens), que dirige M. Abdelkader Bennikou.

« De toutes les relations bilatérales que la C.G.T. entretient avec d'autres centrales, c'est avec l'U.G.T.A. qu'elles sont les plus suivies et les plus diversifiées », a-t-il précisé. « Nous cédons quelques problèmes, tous les pays arabes ne partageant pas notre point de vue ».

Après avoir rappelé l'action passée de la C.G.T. dans ce domaine, il a précisé son programme d'action à venir, qui sera couronné le 14 octobre, par une conférence nationale sur le problème de la main-d'œuvre algérienne en France, avec la participation de l'U.G.T.A.

Interrogé sur les relations franco-algériennes et sur les raisons pour lesquelles la France n'aurait pas obtenu les gros contrats qu'elle espérait (le Monde du 16 mars), M. Ségué a indiqué qu'il voulait éviter de critiquer le gouvernement français alors qu'il se trouvait à l'étranger, mais qu'il irait au fond des choses au cours d'une conférence de presse qu'il tiendra à Paris le 23 mars. Il donnera alors une réponse à l'échec du protocole d'accord conclu avec l'U.G.T.A.

À une question concernant la décision du Conseil d'Etat, cassant la mesure d'expulsion prise à l'encontre de sept travailleurs algériens qui habitaient les foyers de la Sonacotra, M. Ségué a déclaré que cet arrêt « était une déception pour M. Pontalowski », et souligné que « le ministre de l'intérieur devra se résoudre à l'appliquer si à l'issue des négociations il n'a pas obtenu de meilleurs résultats ».

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

M. Ségué n'a pas caché qu'il avait parlé à ses interlocuteurs des deux ingénieurs algériens détenus, MM. Fello et Chaud, par le régime algérien, et qu'il leur avait promis de leur faire passer la frontière pour leur permettre de rentrer en France.

Enfin, M. Ségué a réaffirmé le soutien de la C.G.T. « au peuple sahraoui, qui lutte pour son indépendance », soutien qui, a-t-il précisé, « nous cédons quelques problèmes, tous les pays arabes ne partageant pas notre point de vue ».

À la question de savoir si la C.G.T. participera à la semaine de solidarité organisée en France du 18 au 22 avril par les amis du peuple sahraoui, M. Ségué a répondu que des discussions étaient en cours, et qu'il serait souhaitable qu'il y ait « un maximum d'union pour assurer le succès de cette action ».

PAUL BALTA.

## Mauritanie

## LE COLONEL M'BAREK DEVIENT MINISTRE DE LA DÉFENSE

(De notre correspondant.)  
Dahak. — M'Barek Ould Mohammed Bonna Moktar, ancien ambassadeur de Mauritanie au Zaire, a été nommé ministre de la défense, ce remplacement de M. Abdallah Ould Daddah, qui devient ministre du développement rural.

Le colonel M'Barek est le second chef militaire mauritanien à faire son entrée au gouvernement en moins de deux mois. En juin dernier, le colonel Viab avait été nommé ministre de la construction, quelques jours après l'échec du référendum sur Nouakchott, dont il avait été l'effacement défenseur.

La promotion du colonel M'Barek au ministère de la défense a été accueillie avec un certain optimisme par les militaires mauritanien, mais elle a été accueillie avec un certain pessimisme par les civils. Les militaires, passés de moins de trois mille hommes à plus de douze mille en moins d'un an, sont encore de très mauvaise valeur. Leur formation, en dépit de l'ouverture, à la fin de l'an dernier, de l'école interarmes d'Atar, demeure insuffisante. La discipline et le sens de la hiérarchie laissent beaucoup à désirer. Ces temps-ci, quelques incidents, tels la fuite, aux premiers coups de feu, de l'escorte du tronc minéralier, lors de la dernière attaque du Polisario, avaient ébranlé les yeux des responsables mauritanien sur ces problèmes. — P. B.

## OUTRE-MER

## Territoire français des Afars et des Issas

## Les négociations de Paris sont toujours dans l'impasse

Suspendue depuis lundi 14 mars, la conférence de Paris sur l'indépendance de Djibouti est toujours dans l'impasse. La séance plénière qui devait être consacrée à la question des élections générales et à la réunion de la commission militaire n'avait pas encore eu lieu jeudi 17 mars.

Les conversations achoppent toujours sur les modalités des élections générales prévues le jour du référendum, qui a été fixé au 24 avril.

Une certaine inquiétude se manifeste au sein des différentes délégations. Certains membres se sont rendus à l'Élysée pour informer les collaborateurs de M. Giscard d'Estaing de l'évolution de la situation.

M. Mohamed Saïd Samantar, ambassadeur de Somalie en France, a également rencontré un proche collaborateur du chef de l'Etat en début de semaine, après que la délégation du Front de libération de la Côte des Somalis (F.L.C.S.) ait décidé de quitter la conférence. Le porte-parole du Front avait en rendant publique sa décision, affirmé que son organisation entendait ainsi protester contre la politique suivie par la France qui, selon lui, favorisait des manœuvres tribales.

De leur côté, les représentants du Territoire à la négociation ont décidé de mettre sur pied un comité chargé de contacter

M. Abdallah Kamil, président du conseil de gouvernement, et Barkat Courat, sénateur, qui ont émis des réserves sur les modalités du scrutin, pour essayer de parvenir avec eux à une position commune, afin de maintenir un front uni.

M. Abdallah Kamil avait soulevé des objections concernant le principe de l'organisation d'élections générales le jour du référendum. Il s'était cependant rallié à la majorité des représentants de Djibouti. Quant au sénateur Courat, il souhaite que les Afars, son ethnie d'origine, soient équitablement représentés dans la nouvelle chambre des députés issue des élections générales.

La France, en l'absence d'un accord général sur le mode de scrutin, a proposé l'organisation de ces élections dans les cinq circonscriptions qui existent actuellement dans le Territoire (la ville de Djibouti et les quatre cercles de l'intérieur : Adjourah, Obok, Al-Sabieh et Dikhil). Le nombre des sièges de députés serait porté de 40 à 62, avec un léger avantage à la brousse par rapport à la ville (38 sièges pour l'intérieur et 24 pour Djibouti).

De son côté, la L.P.A.I. souhaite que le nombre des sièges de Djibouti, qui regroupent près de la moitié de l'électorat, soit porté à une trentaine, ce qui favoriserait l'ethnie somale, majoritaire dans la ville.

## POLITIQUE

## Tribune du 20 mars

## Et pourquoi pas les droits de l'homme ?

par HENRI NOGUERES (\*)

A l'indépendance d'un premier tour de scrutin, où l'on a vu les listes obtenir 10 % des suffrages, et la jusqu'à 14 %, les écologistes n'ont que des amis. Et chacun de s'écarter de leur score, devant les candidats qui l'ont réalisé — et devant leur programme. Du 13 au 20 mars, le slogan prêté de l'ensemble de la classe politique, toutes tendances confondues, sera, est déjà : « Allez les verts ! ».

Je voudrais faire entendre dans ce concert une fausse note. Non en contestant l'intérêt des thèmes « écologistes », développés devant les électeurs, mais en émettant de sérieux doutes sur l'intérêt que peuvent présenter, par contre, les écologistes eux-mêmes en tant que candidats aux élections municipales ou autres.

Une question illustre mon propos : peut-on considérer que la défense des droits de la nature est plus importante, en France et dans le monde, au mars 1977, que celle des droits de l'homme ? Il me semble que l'on peut, sans crainte d'être répondu par la négative. D'une part, en constatant que les droits que les écologistes entendent protéger sont partie intégrante des droits de l'homme. Et d'autre part, en rappelant que la cadre de vie la mieux préservée ne saurait suffire à assurer le bonheur des citoyens et ceux-ci ne disposent dans leur cité, des libertés essentielles et n'y ont pas l'usage des droits fondamentaux.

Il est donc permis de penser que et l'intérêt des thèmes qu'ils défendent, suffisant à justifier la participation des écologistes, en tant que tels, aux luttes électorales, il ne saurait pas moins légitime de voir se constituer des listes ne se réclamant que de la défense des droits de l'homme.

On imagine sans peine quels pourraient être, dans la France de MM. Giscard d'Estaing, Chirac, Orléans et Lecomte, les thèmes développés par les candidats se réclamant des droits de l'homme : contre les intolérances arbitraires et les expulsions illégales, contre l'utilisation des fins politiques de la Cour de sûreté de l'Etat, contre les atteintes portées à la séparation des pouvoirs et à l'indépendance de la magistrature, contre les abus de la justice militaire et ceux de la sécurité militaire, contre l'application déloyale du statut des objectifs de conscience, contre la presse de M. Hersant, les ministres et les hauts magistrats qui se compromettent avec l'ennemi, contre la présence, au Parlement, du plus gros fournisseur de l'Etat dans le domaine des armements, contre les ventes d'armes aux pays où sévit la dictature et l'apartheid, contre les poseurs de micros du Canard enchaîné et ceux qui les protègent, contre la saisie des livres et contre toutes les formes de censure, contre la saisie des livres et contre toutes les formes de censure, contre... La liste est sans doute déjà bien longue. Elle est encore, hélas ! bien incomplète.

Il y aurait là, on l'admettra, sur ces thèmes — et aussi, pourquoi pas, sur la plupart de ceux développés par les écologistes — largement de quoi alimenter une campagne, présenter des candidats, et prêter sur les voix revenant à la gauche un pourcentage grâce auquel, aujourd'hui, on s'apercevrait qu'il est bon de « compter avec cette nouvelle force politique ».

La Ligue des droits de l'homme ne l'a pas fait, et elle ne le regrette pas. Se comportant en organisation responsable et majeure, elle a prêté le clair savoir, sans attendre les résultats favorables du premier tour de scrutin, qu'elle apportait son soutien total et sans réserve à l'union de la gauche, seule capable de répondre aux aspirations des électeurs soucieux d'assurer la défense des droits de l'homme.

Ce faisant, elle n'a pas voulu maintenir et prolonger une tradition qui remonte au temps du Front populaire. Un temps où il était nul besoin de candidats écologistes pour que les amis de la nature sachent comment utiliser leurs bulletins de vote.

(\*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

## L'arbre et la jungle

par RENÉ-VICTOR PILHES (\*)

LES sondages laissent prévoir que les écologistes pourraient bien arrêter les élections à Paris et ailleurs. Qu'il s'agit de la présidence de la République ou de la mairie de Paris, il s'agit de la même chose : l'écologie, c'est mon affaire. Sans moi, Paris serait aujourd'hui une ville éternelle, les tours seraient proliférées, le Cité Fleurie serait morte. Grâce à moi, les arbres repousseront. D'ailleurs, j'ai survolé la capitale en hélicoptère et, n'ayant pas vu d'arbres, j'ai décidé d'en planter. Mieux : nous organiserons une « Journée de l'arbre ».

En écoutant, je songeais qu'à bref délai le ministre de la qualité de la vie se verrait adjoindre plusieurs sous-secrétaires d'Etat : aux fleurs, aux ruelles, aux forêts de hêtres. Ou encore que la nomination d'un « monsieur étang » ou d'une « madame rivière » ne tarderait guère, attendant maintenant les affiches qui nous présenteront le comte d'Ornano gardant des moutons au Champ-de-Mars à Chirac, le rustre, dormant un picotin d'avance à un baïolet, au jardin du Luxembourg, F. Mitterrand, qui, par ailleurs, possède vraiment une ânesse, sera bientôt obligé de la montrer au peuple. Ainsi, les interventions démocratiques, électorales et... Incessantes d'un président qui se veut moralisateur, moderne, au-dessus des bassesses, seraient un côté burlesque du ridicule.

M. Giscard d'Estaing ne serait-il pas devenu vénétrier que calculateur ? Lui-même n'hésite pas, non sans coquetterie, à s'avouer parfois naïf. A l'en croire, la concentration de la presse, les pressions terribles du pouvoir sur les principaux moyens d'information, les centaines de millions dépensés par la droite à Paris, constituent autant de phénomènes qui se développent à son insu. Mais pourquoi ne pas envisager l'hypothèse, probablement incongrue, selon laquelle le président serait, au contraire, le maître de jeu d'une politique d'intoxication perpétuelle fondée sur l'idée sommaire qu'il se ferait du peuple ? Il gènerait, par exemple, que les citoyens sont en réalité de grands enfants, prompts à se révolter mais faciles à tromper. Quelques réformes « spectaculaires », trois ou quatre « bonnes idées » propres à réveiller l'imaginaire populaire suffiraient à apaiser le courroux de la population.

Une question se poserait alors : quel donc est arrivé au pouvoir en 1974 ? Après plusieurs révolutions, sommes-nous à nouveau gouvernés par les châteaux de la comtesse de Ségur ? Charmante droite à l'aise dans les cols roulés, mais abritée sous ses travers, ses manigances, ses « détalances » derrière la gendarmerie et le curé. — Et surtout brigadier, veillez sur nos bijoux, si sur nos potagers. — Bien, m'sieu le comte. Lorsqu'on a identifié cette psychologie, tout redevient clair : « l'arbre du président », l'arbre de Broglie, l'art distingué de travailler, la paternité mégalomane des domaines chargés de tisser le paysan. Et le peuple, lui, n'est qu'une masse inculte et quelque peu mélo-dramatique qui reçoit la charité arrosée les vases. Cette caste ouvre les processions, occupe le premier rang dans les cathédrales et elle accorde dans ses chambres des crucifix en or. Elle octroie les « réformes » comme autrefois elle distribuait des chocolats aux enfants de ses parrainés. En 1974, le suffrage universel l'a replacée aux commandes de l'Etat. Elle est à peine revenue de sa surprise. Pendant deux ans, elle a ébahi les braves citoyens par un populisme de salon. Mais elle n'a jamais perçu que le destin se termine et que la coupe gronde. Alors, elle vérifie ses coffres, tire ses lingots et ses titres, compte ses généraux, ses Ains, ce n'est peut-être pas une forêt ordinaire que cache « l'arbre du président », mais une jungle où s'ébrouent des animaux dangereux et enténébrés.

(\*) Ecrivain.



## D'aucuns collectionnent des timbres. Nous, nous collectionnons des lieux d'émission.



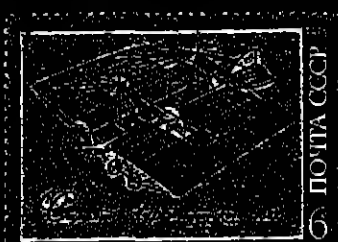
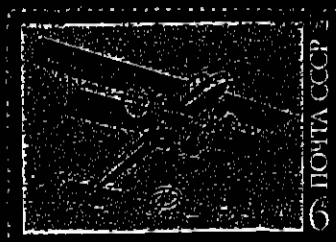
Bucarest: 3 vols par semaine.



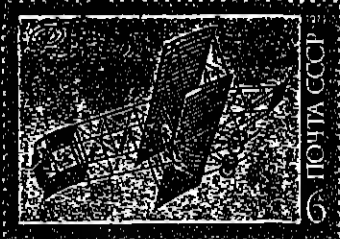
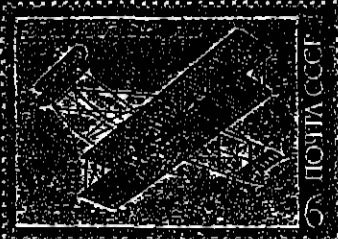
Budapest: 1 vol par jour.



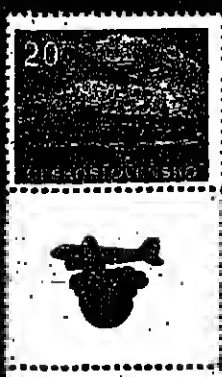
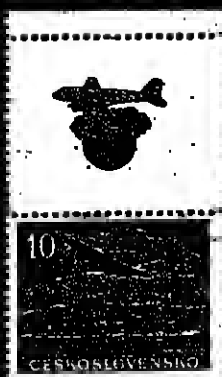
Sofia: 2 vols par semaine à partir du 1<sup>er</sup> avril 1977.



Zagreb et Belgrade: 1 vol par jour.



Moscou: 3 vols par semaine.



Prague: 5 vols par semaine.



Varsovie: 3 vols par semaine.

A quoi reconnaît-on le collectionneur? À son ord et surtout, à sa petite collection. Swissair, par exemple, a attendu 46 ans avant de pouvoir contempler réunis dans un horaire, les 87 destinations de son réseau mondial actuel, parmi elles les 8 spécialités de l'Europe de l'Est. Mais le résultat obtenu est remarquable: il s'agit là d'une collection dont la compagnie aérienne d'un petit pays a toutes les raisons d'être fière.

Le bon collectionneur se distingue également par les soins dont il entoure ses pièces. À ce point, Swissair jouit d'une renommée presque légendaire. C'est qu'elle voue une sollicitude sans défaut à toutes les liaisons qu'elle assure. Un seul modeste exemple: ses avions comportent tous un compartiment de première classe, même sur les courtes distances.

Enfin, le collectionneur tient à donner à sa collection un cadre digne d'elle. Il ne néglige aucun moyen de la mettre en valeur. Là encore, Swissair est bien dans la ligne avec ses DC-9, qui sillonnent inlassablement l'Europe et qui desservent régulièrement Belgrade, Bucarest, Budapest, Moscou, Prague, Varsovie et Zagreb.

Et nous sommes heureux de pouvoir enrichir en 1977 notre collection «Europe de l'Est» d'une nouvelle pièce de valeur: Sofia.

Votre agence de voyages IATA ou Swissair se fera un plaisir de vous fournir de plus amples renseignements. Par exemple sur les vols de correspondance les plus avantageux à destination de la Suisse.





**vient de paraître**

**L'ENTREPRISE**

**Structures & Pouvoirs**

Les Cahiers Français n° 180 - 12 F

Déjà parus dans la collection :

La nouvelle donne ministérielle internationale 12 F

La banque 12 F

CF 177

CF 169

maisons de presses, librairies et

**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

**IMMENSE GARDE-MEUBLES**

**BAILLY**

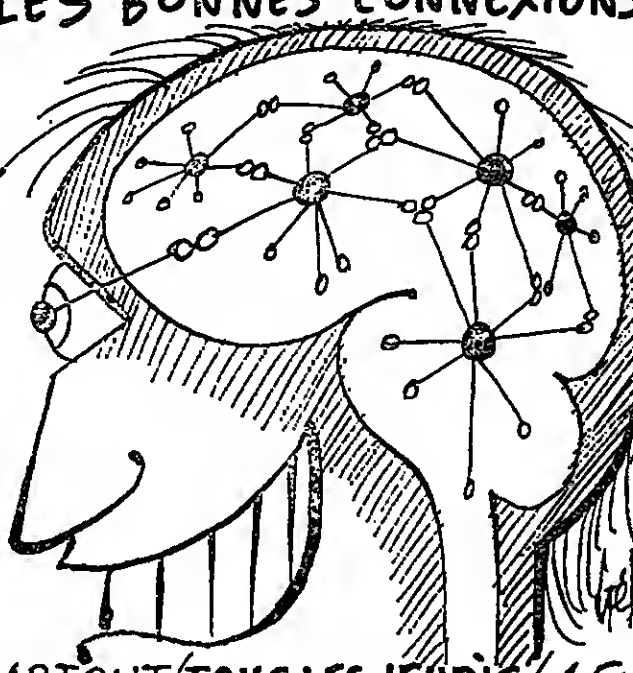
148, AV. DU MAINE

75014 PARIS

567.43.00

**CHARLIE HEBDO**

**LES BONNES CONNEXIONS**



**PARTOUT/TOUS LES JEUDIS/4,50 F.**

(PUBLICITE)

Dans le cadre des activités de la COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET SOCIALES DU GRAND ORIENT DE FRANCE, la 10e « Promotion de l'Homme » organisée le lundi 21 mars 1977 à 20 h. 30, en l'hôtel du GRAND ORIENT DE FRANCE, 16, rue Cadet, 75009 PARIS, un débat public :

**Le citoyen, l'information et la presse écrite**

M. Denis PERIER-OLIVIER, ancien Président de la Société des Rédacteurs du « FIGARO », fera l'exposé introductif.

M. André AUQUINOT, Député, Directeur général du Groupe Bessant,

Raoul BULCOURT, ex-collaborateur du « Parisien Libéré »,

Roger LANCRI, Secrétaire du Syndicat Général du Livre,

Francis LEOU, ex-collaborateur du « Parisien Libéré »,

Paul PARISOT, ancien Président de l'Union nationale des Journalistes, Directeur administratif du « Monde », répondront aux questions des participants.

**ALFETTA**



- 1600 cc et 1700 cc
- 2 carburateurs double corps, boîte 5 vitesses
- répartition équivalente des masses 50 % à l'avant, 50 % à l'arrière
- suspension arrière équipée d'un pont de De Dion associé à un parallélogramme de Watt
- freins à disques sur les 4 roues, double circuit et répartiteur
- volant et sièges réglables

**VOTRE CONCESSIONNAIRE ALFA ROMEO EST DANS LE SECRET.**

**alfa dupleix**

**6 rue Duplex 75015 Paris**

**Tel. 566 09.09**

ESSAIS et VENTES du lundi au samedi soir sans interruption.

## POLITIQUE

### M. Barre lance un appel « à tous les Français »

M. Raymond Barre a déclaré, jeudi matin 17 mars à France-Inter au cours de l'émission « Questions de confiance » : « A l'occasion des élections municipales, j'ai pris position. Je n'ai jamais cessé d'appeler les formations de la majorité à l'union. Mais ce n'est pas de mon fait si, dans certains cas, cette union ne s'est pas réalisée. Je me réjouis qu'elle se soit réalisée, notamment à Paris, à la veille du second tour. Je ne suis pas intervenu directement dans les élections municipales pour deux raisons : la première est que ces élections sont le plus souvent dominées par des considérations locales, et que, au contraire des législatives, elles ne représentent pas un enjeu national, mais je ne minimise pas leur importance, car c'est une chose importante de désigner les gestionnaires de nos villes et de nos communes.

La seconde raison pour laquelle je ne suis pas intervenu directement est que, en raison de certaines divisions de la majorité, j'ai souhaité me tenir au-dessus de la mêlée, mais de la mêlée dans la majorité. Il n'en reste pas moins, ai-je besoin de le rappeler, que je souhaite la victoire des formations de la majorité, et espère que, par-delà les dissensions et les divergences, la majorité affrontera dans l'unité le second tour des municipales.

Sur tout, je sais l'occasion pour dire ma confiance et pour apporter mon soutien à tous ceux qui, à travers le pays, mènent le

combat en vue d'assurer le succès des listes d'union de la majorité au deuxième tour. Et je demande à tous les Français et à toutes les Françaises de voter pour les listes issues de la majorité afin que nos villes et nos communes puissent bénéficier d'une gestion qui soit à la fois sérieuse et surtout tolérante. »

### M. BARROT : le recul de la majorité n'est pas une fatalité

M. Jacques Barrot, secrétaire général du Centre des démocrates sociaux, secrétaire d'Etat, écrit dans le numéro du 18 mars de « Démocratie moderne », organe de son parti : « Non, nous ne pouvons pas au lendemain de ce premier tour, accepter d'enregistrer comme une fatalité le recul de la majorité. Nous ne pouvons pas nous contenter de souligner qu'après tout il ne dépasse pas celui des cantonales, comme si nous étions dans un camp retranché, cherchant de surcroît en sens, à éviter la victoire de l'adversaire. (...) M. Barrot ajoute : « C'est par nous que passe l'espérance. Il est vrai que la majorité à laquelle nous n'adhérons pas directement associés, dans son souci d'assurer la croissance de notre pays, en a négligé l'accompagnement social et culturel. Elle a ainsi permis le développement d'ensembles résidentiels qui ne respectent pas les échelles humaines et favorisent de ce fait les tentatives d'encadrement. Sans doute, est-ce en partie la raison de nos difficultés présentes. Mais la conscience est vive et déjà sur le terrain nombre d'entre nous au C.D.S. reconnaissent le profil d'une société de liberté tout à la fois plus responsable et plus heureuse. »

### M. RENOUVIN (Nouvelle Action française) : plutôt la gauche que les giscardiens

M. Bertrand Renouvin, membre du comité directeur de la Nouvelle Action française (royaliste), a précisé, mercredi 16 mars au cours d'une conférence de presse, les positions de son mouvement pour le second tour dans la capitale. L'ancien candidat à la présidence de la République a déclaré : « Dans le cas d'un duel entre une liste présentée par M. d'Ornano et une liste d'union de la gauche, la NAF souhaite que le candidat giscardien soit battu. Depuis près de trois ans, en effet, le giscardisme a réitéré son caractère néfaste pour l'Etat, pour la nation, comme pour la société française dans son ensemble. La destruction du président de la République dans la conduite des affaires de l'Etat, les intrigues, les bassesses et les fautes politiques de son entourage, l'abandon nous-mêmes de toute politique d'indépendance nationale, l'inflation et le chômage, disqualifient le clan giscardien. La NAF appelle donc à voter pour les candidats de gauche contre les hommes du clan giscardien. (...) Dans le cas d'un duel entre les candidats soutenus par M. Chirac et les représentants de l'union de la gauche, la NAF préconise l'abstention. Malgré l'incertitude de vue entre les héritiers du gaullisme et les royalistes sur la question de l'indépendance nationale, la NAF refuse d'être mêlée à l'adversité du R.P.R. et de son chef. (...) Mais les royalistes ne peuvent pas non plus soutenir la gauche, bien qu'elle exprime, aujourd'hui, les aspirations d'un grand nombre de Français. La campagne électorale pour Paris montre, en effet, que la gauche préfère la démagogie au courage politique, la gestion routinière à l'imagination créatrice. M. Renouvin s'est cependant félicité de l'élection de l'attachée de presse de la NAF, Mlle Régine Judais, sur la liste Union de la gauche à Epinal (Vosges).

### Le président du R.P.R. prépare les élections législatives

(Suite de la première page.)

M. Giscard d'Estaing juge donc toujours que les élections municipales de 1977 sont qu'une consultation locale et administrative, dénuée de caractère politique fondamental (1), ainsi qu'il l'avait fait il y a un an pour les élections cantonales.

M. Raymond Barre adopte une attitude comparable en se refusant à accorder un caractère politique au scrutin en cours. Il a seulement lancé, jeudi matin, à la fin d'une interview radiodiffusée, un appel aux Français « à voter pour les listes issues par la majorité », en précisant qu'il s'agissait de désigner des municipalités capables d'assurer « une gestion qui soit à la fois sérieuse et surtout tolérante ». Il est vrai que M. Barre, au lendemain du premier tour, tout en regrettant les dissensions de la majorité, avait affirmé : « Je ne vois pas pourquoi l'intervention d'une force apaisante ou tout à fait spectaculaire dans ces élections », (le Monde du 18 mars).

Le premier ministre se rendra, toutefois, à l'invitation de M. d'Ornano, à un meeting, vendredi 18 mars, à Paris, sous le thème « L'union de la majorité pour la France », mais il ne veut pas donner à ce geste un caractère spectaculaire.

Ce comportement et cette interprétation du scrutin du 13 mars sont en opposition complète avec ceux de Chirac et aussi, dans une certaine mesure, de M. d'Ornano.

L'ancien premier ministre peut se prévaloir d'une certaine constance puisqu'il avait en mars 1976 insisté déjà sur le caractère politique des élections cantonales. Mais cette divergence d'appréciation avait été — entre autres — une des causes du désaccord entre lui et M. Giscard d'Estaing, qui, concluant M. Chirac, dix mois plus tard, à se démettre de ses responsabilités de premier ministre.

M. Chirac a été renforcé dans ses convictions à la fois par les progrès de la gauche dans les grandes villes de province et par le score que ses propres listes ont réalisé à Paris et qui lui donnent de bonnes chances de devenir, mercredi 17 mars, le premier maire de la capitale.

### « Faiblesse de la majorité par insuffisance, apathie »

Le président du R.P.R., à plusieurs reprises mercredi, a affirmé que son action était la seule capable de s'opposer à la « coalition socialo-communiste ». Voulant ainsi « désigner clairement l'adversaire », M. Chirac n'a pas caché que son action était « politique » et que l'enjeu des municipales n'était pas seulement la conquête de Paris mais surtout les élections législatives de 1978 dont la présidence devait revenir à son parti.

Pour l'ancien premier ministre en effet — ainsi qu'il l'a dit à Europe 1 — la poussée de l'opposition doit s'analyser comme le résultat d'une « faiblesse de la majorité par insuffisance, apathie et inaptitude à résister ». M. Chirac se propose donc pour remédier à ces handicaps. Il se dit convaincu que l'action de ses amis à Paris et à la majorité de mieux résister que celle de leurs alliés, puisque sur trente-deux villes de plus de trente mille habitants perdues par la majorité, six seulement étaient dirigées par le R.P.R. et que sur les trois conquises par la majorité, deux, Quimper et Cambrai, reviennent à des députés gaullistes, MM. Marc Bécarré et Jacques Legendre.

Au-delà de la bataille de Paris et de la municipalité municipale, M. Chirac, au cours d'un meeting public, mercredi soir, a utilisé des termes qui provoquent toujours les réactions les plus vives des publics gaullistes : la « respon-

sabilité », l'« autorité », l'« effort », et la « volonté ». Pour mieux décrire « l'échec de l'économie française » que réaliserait, selon lui, la victoire des partisans du programme commun, le président du R.P.R. a esquissé deux grands axes d'action pour réaliser la justice sociale : la refonte du système fiscal et la mise en œuvre de la participation. Si à aucun moment l'ancien premier ministre n'a cité ni le président de la République, ni M. Barre, ni ses alliés républicains indépendants et centristes, ses allusions autant que ses affirmations ont

souvent été comprises comme des critiques implicites de l'action actuelle du pouvoir.

Ces critiques seront sans doute précisées lors de la réunion du comité central du R.P.R. le 27 mars, et par le groupe parlementaire qui se réunira en journée d'études à partir du 29 mars, aux Baux-de-Provence. A la veille d'une session parlementaire à laquelle les élus gaullistes, au moins, donneront un caractère hautement politique.

ANDRÉ PASSERON.

### M. Chirac : faudra-t-il signer le programme commun pour avoir une crèche ?

Pour son unique meeting public entre les deux tours, mercredi 16 mars, M. Chirac n'a eu guère de difficulté à remplir la grande salle du palais de la Mutualité. Avant de prononcer un discours dirigé contre l'empire du PC, sur les municipales, M. Chirac a rendu hommage aux listes de liste Union pour Paris qui ont été éliminées dès le premier tour. Les acclamations de l'assistance ont été plus nourries pour saluer le sacrifice volontaire de M. Frézal dans le 16<sup>e</sup> et aussi le combat mené par M. Le Tac dans le 18<sup>e</sup> arrondissement où se présentait M. d'Ornano. M. Frédéric-Dupont, seul élu du premier tour, qui siégeait à la tribune, a eu droit à une ovation particulière, et ses remerciements soulignaient bien son rapprochement avec l'ancien premier ministre.

Cette soirée placée sous le signe de la diversité majoritaire a permis à Mme Nébout, secrétaire générale du parti radical et candidate dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, d'affirmer que « tous les partis de la majorité devaient envoyer des combattants auprès du fondateur du R.P.R. », et à M. Bourguin, président du Centre national des indépendants de Paris et candidat dans le 8<sup>e</sup>, d'apporter le salut du parti « fondé par le teneur de Saint-Chamond » et d'évoquer Georges Pompidou, « homme des réalités », M.M. de La Malène et Tiberi ont aussi pris la parole.

Apprenant pendant son discours que l'équipe de Saint-Etienne venait d'égaliser à Liverpool, M. Chirac a signalé ce score, provoquant les slogans alternés d'« Allez les verts ! », « Allez Chirac ! ». Mais l'ancien premier ministre, symboliquement, a calmé ses amis en précisant que la victoire n'était pas encore acquise. Elle ne l'était pas effectivement pour Saint-Etienne. — A.P.

Au cours du meeting qu'il a présidé, mercredi 16 mars au palais de la Mutualité, M. Chirac a notamment dit : « Nous devons déclarer publiquement et sans jamais varier, que notre seul adversaire était la coalition socialo-communiste. »

« Faut-il aujourd'hui encore expliquer ou justifier ce choix fondamental ? »

« Il est à craindre, hélas ! que bien des Français et des Françaises subissent pendant six ans la gestion d'équipes municipales où les communistes vont faire entrer, comme partout où ils agissent, l'intolérance et l'arbitraire. Dès la phase de constitution des listes, on a vu à quel point leur esprit



(Dessin de KONE.)

« Oui, la nationalisation du crédit, c'est l'arme absolue, c'est l'établissement complet de l'économie. »

L'ancien premier ministre a annoncé que son action porterait sur deux domaines : « D'abord, lutter contre les privilèges de tout ordre qui subsistent en France et nous affirmons qu'une profonde réforme du système fiscal nous y aidera de manière déterminante. »

Ensuite, promouvoir ce que j'ai appelé la démocratie du quotidien, c'est-à-dire la participation des citoyens aux décisions qui les touchent personnellement : participation à l'organisation du travail, participation à la vie publique locale, participation aux activités de caractère privé, qu'elles soient sportives, culturelles, écologiques.

« Nous avons, en la matière, une idée-force et un mot-choc qui est à la fois un essai de récapitulation : demain la démocratie sera une démocratie de la participation. »

Enfin, M. Chirac a lancé un appel aux écologistes et aux électeurs de gauche que « les injustices révoltent ».

M. Chirac évoque le programme

### Le 31 mars à la télévision

#### LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PARLERA DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE LA FRANCE

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a annoncé, mercredi 16 mars, que le président de la République répondra le jeudi 31 mars, à 20 heures, sur les deux premières chaînes de télévision aux questions de quatre ou cinq journalistes sur la politique étrangère de la France. L'entretien durera environ quarante-cinq minutes.







# POLITIQUE

## Les élections

### NICE : « Une affaire de dignité »

Nice. — Les Nîçois ne reviennent pas de leur succès. Par leur vote de dimanche dernier, ils ont porté un coup sévère au mythe d'invincibilité de leur maire, M. Jacques Médecin, héritier d'un demi-siècle de tradition, et avec lequel la municipalité municipale est devenue une véritable affaire de famille. Les listes qu'il a présentées dans les trois secteurs de la ville sont en fait, et surtout, en partie, une véritable affaire de famille. Les listes qu'il a présentées dans les trois secteurs de la ville sont en fait, et surtout, en partie, une véritable affaire de famille. Les listes qu'il a présentées dans les trois secteurs de la ville sont en fait, et surtout, en partie, une véritable affaire de famille.

De notre envoyé spécial

M. Médecin. Pour la première fois, la ville était partagée en trois secteurs : Un « véritable charcutage », que dénonçait l'opposition, en insistant sur l'habileté d'un découpage qui, pour des raisons inexpliquées mais parfaitement explicables, ne correspondait pas à la répartition législative déjà en vigueur : des quar-

traine, dévastant l'environnement et menaçant l'activité de l'observatoire astronomique. « A quelques semaines des élections, le maire s'est lancé soudainement dans la réalisation d'une zone piétonne aux abords de la rue Masséna, explique M. Pansol, un collègue de M. Médecin, il en coûte 1 milliard d'anciens francs pour passer — avec des dalles venues de Hollande — quelques décimètres de chaussée.



La répartition des votes écologistes.

(Dessin de CHENEZ.)

#### Un « charcutage »

Rien n'avait pourtant été négligé pour assurer la réélection du secrétaire d'Etat au tourisme, conformément à l'habitude, c'est-à-dire dès le premier tour. Un intense battage publicitaire avait préparé soigneusement l'opinion avant même l'ouverture de la campagne officielle. Les murs de la ville s'étaient tapissés d'affiches rappelant les bienfaits apportés par le maire sortant, et vantant ses qualités : « Une bonne tête, un visage ouvert et le regard franc, il a tout cela. Regardez les autres. Stalines », proclamait l'une de ces affiches, tandis que sur une autre, un homme confiant : « Quand je serai grand, je voterai Médecin. » M. Médecin, à contribution, Mireille Mathieu évoquait sur une troisième : « Si j'étais Nîçois, je voterai Médecin », profession de foi à laquelle répondit un beau matin un autocollant, épinglé sur les pare-brise de milliers de voitures : « Dimanche, je vais voter Médecin. Signé : Spaggiari. »

Le changement de mode électoral devait également faciliter, pensait-on, la réélection de M. Médecin. Pour la première fois, la ville était partagée en trois secteurs : Un « véritable charcutage », que dénonçait l'opposition, en insistant sur l'habileté d'un découpage qui, pour des raisons inexpliquées mais parfaitement explicables, ne correspondait pas à la répartition législative déjà en vigueur : des quar-



tiers entiers passaient d'un secteur à l'autre sans autre raison qu'un étalonnage des voix de l'opposition face à celles de la majorité.

Certains de ses amis voulaient donc causer un geste de défiance des électeurs nîçois : d'une part, un fond de jalousie, ses fonctions ministérielles ayant estimé-t-on, amené le maire à négliger quelques-uns des affaires de la ville ; d'autre part, un peu de « malignité » : on considère parfois qu'il a « vendu » Nice à la majorité pour une place au gouvernement ; le fait que cet ancien opposant fasse équipe aujourd'hui avec des gaullistes conforte ce raisonnement. Tout en se déclarant persuadé que le vote de dimanche n'était qu'un avertissement, non une condamnation, et que M. Médecin sera finalement réélu, ses partisans estiment cependant qu'une personnalité d'importance nationale aurait pu avoir raison de lui.

En face, l'union de la gauche réalise une percée remarquable. Mais la surprise désagréable pour les « médécinistes » est venue du succès de la liste associant le Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert à des écologistes. Les études des Démocrates généraux lui accordaient entre 1 % et 7 % des suffrages exprimés, selon les secteurs. Elle en a recueilli entre 13 % et 18 %. Son irruption sur la scène électorale n'était pas passée inaperçue puisque elle ne réclamait rien moins que la transformation de la promenade des Anglaises en espace vert. Cette proposition, qui pouvait donner l'impression de relever du canular, fit rapidement son chemin dans une ville qui ne compte que 3 mètres carrés de verdure par habitant et où l'équipe municipale est depuis longtemps accusée d'avoir hétonné plus que de raison. La qualité de la vie n'était cependant pas le seul argument des « jobertistes-écologistes ».

#### L'affaire du mont Vinaigrier

Nice est l'une des villes les plus imposées et les plus endettées de France, accuse leur chef de file, M. Henri Roubaud, se référant au Livre blanc de l'Association des maires de France, « et elle prendrait le maillot jaune si la municipalité devait mettre à exécution son projet de rachat des terrains de la charité au promoteur anglais qui les possède et qui n'a jamais réalisé dessus le projet immobilier prévu. » Il précise : « La dépense — 9,8 milliards d'anciens francs — conduirait à un accroissement de 12,5 % des impôts locaux. Autre scandale : ou mont Vinaigrier, le frère du mont, M. Jean-Claude Aragon, un architecte, a commencé l'urbanisation de ce « poumon » nîçois, sans même avoir obtenu de permis de cons-

truire, dévastant l'environnement et menaçant l'activité de l'observatoire astronomique. « A quelques semaines des élections, le maire s'est lancé soudainement dans la réalisation d'une zone piétonne aux abords de la rue Masséna, explique M. Pansol, un collègue de M. Médecin, il en coûte 1 milliard d'anciens francs pour passer — avec des dalles venues de Hollande — quelques décimètres de chaussée.

#### Le « sorcier » est-il invincible ?

Le reproche des jobertistes à M. Médecin porte toutefois moins sur ses erreurs de gestion que sur sa manière de les commettre : « Il décide tout seul, c'est un dictateur », lance M. Roubaud. En cela, le vote de dimanche a, selon lui, jeté bas le dogme de l'invincibilité du « sorcier », révélant dans la population un « ressort psychologique » dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir.

Pour M. Charles Carassa (P.C.), tête de liste de l'union de la gauche dans le premier secteur, l'« onanisme des forces démocratiques », lance M. Roubaud. En cela, le vote de dimanche a, selon lui, jeté bas le dogme de l'invincibilité du « sorcier », révélant dans la population un « ressort psychologique » dont les effets n'ont pas fini de se faire sentir.

JAMES SARAZIN.

### ANGERS : soudain, la gauche...

De notre envoyé spécial

Angers. — Quand Angers vota socialiste, la France eut, un grand pas. Cette phrase avait été prononcée le 14 juin 1976. Son auteur : M. François Mitterrand lui-même, alors en visite dans ce bastion gaulliste.

Pourtant, c'est fait. Contre toute attente, la coalition socialo-communiste l'a emporté. Pas une victoire acquise de justesse, non : un bas score, avec 2 938 voix d'avance dans un fief dominé par trois parlementaires R.P.R., dont M. Jean Foyer. Angers en est encore tout étonné ! Mais le premier surpris est bien le principal bénéficiaire M. Jean Monnier, conseiller général socialiste, tête de liste de l'union de la gauche. Il eut lui-même qu'il croyait à peine à ce renversement, trente-deux ans après Auguste Allouneau, le dernier maire socialiste d'Angers : « Quand j'ai téléphoné à Paris pour annoncer le résultat à la direction du parti, dit-il, ils n'en revenaient pas. Et pourtant... »

Dans son bureau de directeur de l'Association des foyers angevins de jeunes travailleurs (plus justement sur le boulevard qui porte le nom de son prédécesseur socialiste), cet ancien ouvrier menuisier-ébéniste, âgé de quarante-six ans, secrétaire fédéral de la C.F.D.T. pendant douze ans avant d'être élu, en 1972, au parti socialiste, tenta d'analyser son succès : « Pourquoi la gauche l'a-t-elle emporté si facilement ? »

Le conseil municipal sortant (16 C.D.S., 9 R.P.R., 7 modérés favorables à la majorité, et 2 R.I.) dirigé par M. Jean Turo, ancien député, indépendant, pouvait espérer être reconduit sans trop de difficulté. Le bilan de treize années de gestion (M. Turo est maire depuis 1963) paraissait largement positif. La capitale angevine était en tout cas sortie sans trop de dommages de sa torpeur et de sa sous-industrialisation. En revanche, tout n'allait pas pour le mieux au sein du conseil municipal. Les méthodes de travail du maire, un horticulteur âgé de cinquante-trois ans, avaient, sembla-

de regret : « Je me suis fait buter. »

Il engendré un malaise. On lui reprochait de pratiquer injustement la concentration, d'élaborer sa politique dans le secret de son cabinet, de placer ses collaborateurs devant le fait accompli. En 1973, deux élus avaient quitté le conseil pour marquer leur désapprobation. Au début de 1977, une querelle de palais éclata : le premier adjoint, M. Auguste Chupin, sénateur (Union centriste), annonça sa candidature. Après une longue hésitation, le maire en place décida de se représenter. Puis il revint sur sa décision, le 10 février, pour éviter « une lutte qui pourrait être néfaste à la ville d'Angers ». Il condamna cependant l'opération qui, selon lui, « résulte d'une combi-naison politique destinée à satisfaire les ambitions de certains ».

On connaît la suite : un taux d'abstention supérieur à la moyenne nationale (29,88 % contre 22 %), sur mille huit cent soixante-seize bulletins valables, cent cinquante-neuf ont été déposés par des électeurs de la liste de M. Chupin emmenés volontairement et le report d'une partie de l'électorat sur la liste d'union de la gauche signifiait qu'il n'y avait pas de candidat socialiste. La punition du parti socialiste, selon M. Jean Foyer.

A l'hôtel de ville, le démantèlement eut lieu. C'est la fin d'un règne. On vida les armoires. On tria les dossiers. Un huissier osa une plaisanterie : « Maintenant, il faudra c'appeler camarade. » Dans son bureau, M. Chupin se veut philosophe : « La division n'a rien changé. Angers a voté politique. » L'autre bout du bâtiment dans son bureau M. Turo, un peu amer, signe les convocations pour le dernier conseil municipal de son mandat qui aura lieu le dimanche 20 mars. « Je suis convaincu que nous aurions remporté la victoire s'il n'y avait pas eu de bagarres internes. » Le ton est celui d'un homme fatigué. Ce grand bourgeois de droite, qui excellait dans les relations publiques, conclut avec un peu

de regret : « Je me suis fait buter. »

Le désaveu des querelles internes par l'électorat n'explique pas tout. Depuis quinze ans, la gauche progresse régulièrement dans le département tranquille, trop tranquille. Lors des dernières élections cantonales à Angers, dans quatre des sept cantons soumis à un scrutin, elle avait obtenu plus de 49 % des voix. L'urbanisation des faubourgs l'industrialisation, qui a fait croître la population ouvrière, et la personnalité de M. Jean Monnier, artisan de la réélection du P.S. à Angers, ont fait le reste. Dans de nombreuses villes du Maine-et-Loire, la poussée de la gauche a été également sensible : une région de vieille tradition syndicaliste et M.R.P. s'est réveillée socialiste. Les habitants ont, en définitive, aligné leur comportement politique sur leur comportement syndical. « La veille du démantèlement s'est fait lentement et le couvercle a sauté », explique M. Charles Barangé, ancien député M.R.P. aujourd'hui âgé de quatre-vingt ans.

La gauche a eu aussi exploiter les erreurs tactiques de ses adversaires : quelques voix pas et une certaine agressivité qui n'a pas compensé un défaut réel de combativité. Une campagne électorale qui a manqué de mordant malgré des moyens considérables. M. Chupin s'est refusé à tout face-à-face avec le candidat socialiste. Quant à la déclaration de soutien publiée par trois députés gaullistes quelques jours avant le scrutin, son anticomunisme n'a pas produit l'effet escompté. Les élections législatives d'automne difficiles pour les élus de la majorité.

La jeune municipalité (moyenne d'âge quarante-trois ans et demi) n'eut pas la tâche facile. Elle hérita d'un pouvoir municipal exercé pendant vingt ans sans partage. M. Monnier est pourtant confiant. Après tout, les législatives sont proches et M. Mitterrand n'a plus maintenant de raison d'ignorer l'Anjou.

MICHEL BOLE-RICHARD.

#### Précisions et mises au point

Paris (10<sup>e</sup> arrondissement). — La Fayette-Magenta du parti communiste nous a adressé une lettre dans laquelle il s'indigne des accusations portées contre des militants du P.C. par M. Marcus (R.P.R.). A propos d'un incident électoral de Nord du 15 mars, la section communiste affirme que ce sont ses propres militants qui ont été attaqués, vendredi 11 mars, vers 11 heures du matin, square Alban-Silvan, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, par ceux du R.P.R., et qu'un postier a porté plainte après avoir été molesté. Elle écrit : « Nous tenons à protester énergiquement contre ces actes de violence, qui contrastent avec le calme et la sérénité dans lesquels notre parti a mené la campagne pour le succès de la liste d'union dans le 10<sup>e</sup> contre le R.P.R. sortant. M. Marcus, noté, n'a utilisé des procédés pour le moins curieux. »

Argenteuil (Val-d'Oise). — La liste d'union de la gauche, élue dès le premier tour, est composée de trente et un P.C. sept P.S. et trois personnalités socialistes par ces deux partis. Aucune d'entre elles ne se réclame de l'extrême gauche.

Paris (10<sup>e</sup> arrondissement). — La Fayette-Magenta du parti communiste nous a adressé une lettre dans laquelle il s'indigne des accusations portées contre des militants du P.C. par M. Marcus (R.P.R.). A propos d'un incident électoral de Nord du 15 mars, la section communiste affirme que ce sont ses propres militants qui ont été attaqués, vendredi 11 mars, vers 11 heures du matin, square Alban-Silvan, dans le 10<sup>e</sup> arrondissement, par ceux du R.P.R., et qu'un postier a porté plainte après avoir été molesté. Elle écrit : « Nous tenons à protester énergiquement contre ces actes de violence, qui contrastent avec le calme et la sérénité dans lesquels notre parti a mené la campagne pour le succès de la liste d'union dans le 10<sup>e</sup> contre le R.P.R. sortant. M. Marcus, noté, n'a utilisé des procédés pour le moins curieux. »

Argenteuil (Val-d'Oise). — La liste d'union de la gauche, élue dès le premier tour, est composée de trente et un P.C. sept P.S. et trois personnalités socialistes par ces deux partis. Aucune d'entre elles ne se réclame de l'extrême gauche.

Toulon (Var). — L'Amiral Antoine Sanguinetti, qui conduisait la liste du parti socialiste et des gaullistes d'opposition, a précisé qu'aucun acte de violence n'avait eu lieu au moment de l'entrée en scène du P.C. et la sienne. Il a déclaré : « J'ai seulement invité ceux qui ont voté pour moi à se reporter sur les consignes de deux des trois composantes de l'union de la gauche, dont j'avais le soutien : le parti socialiste et le Mouvement des démocrates de gauche, qui assument la pleine responsabilité de leur prise de position. Quant à la coordination nationale des gaullistes de gauche, pour ne pas nuire aux troubles de l'électorat, elle gardera, pour le moment, le silence dans cette affaire. »

Larzac (Meurthe-et-Moselle). — La liste conduite par M. Vasse (P.S.) obtient 1 321 voix en moyenne et non 682, comme il avait été indiqué par erreur dans le Monde du 15 mars.

Saint-Etienne (Loire). — La liste élue (vingt-sept sièges), conduite par M. Delahais, P.S., ne comprendrait que quinze P.S. (et non vingt-sept), les autres élus ayant l'étiquette suivante : quatre G.A.M., trois autonomes-maires et écologistes (dont un P.S.D.) et cinq membres d'associations apolitiques.

Givors (Rhône). — La liste d'union de la gauche conduite par M. Vallin, m.a., P.C., a obtenu les vingt-sept sièges contre une liste qui n'était pas d'« extrême gauche », mais « purement écologiste », qui a obtenu 21,25 % des suffrages.

Marignac (Bouches-du-Rhône). — Dans la carte publiée par le Monde du 15 mars (page 12), Marignac figure parmi les villes où il y a stabilité dans la majorité. En fait, le conseil municipal de cette ville était à majorité communiste, et c'est la liste d'union de la gauche qui a été élue dès le premier tour. Marignac rentre donc dans la catégorie des villes où il y a stabilité dans l'opposition.

DU 17 MARS AU 2 AVRIL

découvrez l'

# ASIE

A la Boutique-Evasion des Trois quartiers, au 4<sup>e</sup> étage, plongez dans l'univers mystérieux des marchés asiatiques : Tuniques, blouses et kimonos, vannerie, écailles et nacre, les laques, les bois sculptés et les bronzes, les éventails et l'encens... Thaïlande, Inde, Philippines, un voyage qui est aussi une initiation....

Pour venir AUX TROIS QUARTIERS place de la Madeleine - Paris en métro (station CONCORDE - MADELINE) en autobus (52 - 42 - 94 - 84 - 24) en R.E.R. (station AUBER) et pour les automobilistes : 4 parkings gratuits pour nos clients (CONCORDE - MADELINE - MALESHERBES - GARAGES DE PARIS)

## AUX TROIS QUARTIERS

RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER

صكنا ش الامل



## RENNES : la majorité veut politiser la campagne contre la « menace socialo-communiste »

SILK CUT  
FILTER TIPPED  
GALLANER LONDON

*Silk cut  
Langlane douce.*

GALLANER LONDRES - BELGIË



## POLITIQUE

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Au terme du conseil des ministres qui s'est réuni mercredi 16 mars, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, le communiqué officiel suivant a été rendu public :

## ● POLITIQUE FONCIÈRE, URBANISME ET AIDE AU LOGEMENT.

Le ministre de l'équipement et le secrétaire d'État chargé du logement ont fait le point de l'application des trois grandes réformes votées par le Parlement en 1975 et 1976 sur la politique foncière, l'urbanisme et l'aide au logement.

La loi foncière du 31 décembre 1975 est en application depuis avril 1976. Ses dispositions, relatives au plan local d'urbanisme et aux zones d'intervention foncière, ont déjà eu une influence favorable sur le marché immobilier. Pour compléter l'effet de ces instruments juridiques, le ministre a fait par le conseil de son intention de proposer, en liaison avec le ministre délégué à l'économie et aux finances, une modification du régime de financement des réserves foncières à moyen terme des collectivités locales.

Les seize décrets d'application de la loi sur l'urbanisme seront publiés d'ici à la fin de mars, conformément aux engagements pris devant le Parlement. D'autre part, à la suite de la lettre du président de la République au premier ministre en date du 29 juin 1976, des instructions ont été adressées aux préfets pour réduire

la hauteur des constructions, améliorer l'ensemble des logements sociaux et empêcher les abus de l'urbanisation diffuse dans les zones rurales.

Le secrétaire d'État auprès du ministre de l'équipement (logement) a précisé que la réforme de l'aide au logement sera appliquée en 1977 dans douze départements pilotes.

Le secrétaire d'État a également évoqué la préparation de la consultation sur le logement et l'habitat initiée par le président de la République. Un catalogue des divers types d'habitations construites depuis 1950 est en cours d'élaboration. Une consultation sera organisée, à l'automne, dans une dizaine de villes, afin de recueillir les avis et de préciser les solutions qui, à l'usage, sont apparues les meilleures. Ainsi, le remaniement du financement du logement apporté par la réforme pourra être précisé en fonction des besoins et des possibilités de financement.

Le président de la République a déclaré : « Le vote, depuis 1974, de la loi foncière, de la réforme de l'urbanisme et de la réforme de l'aide au logement constituent une œuvre considérable. Ces réformes contribueront à créer cet environnement à la française que souhaitent les Français ».

Ces réformes sont mises en route dans des délais records. Un premier résultat encourageant a été obtenu : l'application de la loi foncière a cassé la tendance au gigantisme et à

la densification dans les centres des villes. La spéculation foncière — dont on ne parle plus guère aujourd'hui — est maintenant freinée. Il faut maintenant en priorité moderniser et mettre en valeur l'habitat existant.

En outre, le président de la République a demandé au ministre de l'équipement et au secrétaire d'État de poursuivre, d'ici au 1<sup>er</sup> septembre, un système permettant de faciliter pour les ménages les plus modestes la constitution de leur apport personnel.

Enfin, le Conseil national de l'accession à la propriété sera mis en place le 1<sup>er</sup> juin 1977. Il sera chargé par le gouvernement d'étudier, en liaison avec les maires, les diverses dispositions susceptibles de faciliter l'accession à la propriété des familles, notamment l'amélioration de l'information sur le prix des logements, et l'élaboration des procédures de mutation immobilière, actuellement trop lentes et trop coûteuses.

Sur les vingt-cinq décrets d'application de la loi modifiant le financement du logement, ceux qui créent le conseil de l'accession à la propriété, le conseil de l'aide personnalisée au logement et le Fonds national de l'habitation sont prêts, tandis que onze autres sont largement avancés (sur les conditions d'attribution de l'A.P.L., les conventions-types, la nouvelle aide à la pierre...). L'ensemble de ces décrets devrait être publié en trois vagues successives d'ici à la fin de mai.

En ce qui concerne la loi foncière, depuis le 1<sup>er</sup> avril 1976, les constructeurs qui veulent édifier un immeuble dépassant le plafond légal de densité (P.L.D.) (fixé à 1,5 à Paris et à 1 ailleurs) doivent racheter le droit de construire à la commune, dans la mesure où les plans d'urbanisme permettent de dépasser.

Une centaine de millions de francs ont ainsi été perçus en 1976 ; et la loi n'avait pas été appliquée de façon progressive, ce mécanisme aurait rapporté 300 millions de francs. Ces versements ont concerné un million de permis de construire, soit 2 millions de mètres carrés hors œuvre, dont 62 500 mètres carrés dépassant le P.L.D. Dans la capitale, 115 permis ont été touchés, et le P.L.D. a rapporté 41 millions de francs au lieu de 121 millions et le taux avait été plein.

La mauvaise conjoncture immobilière réduit largement les espoirs que l'on avait mis dans ces sources nouvelles de financement pour les achats de terrains dans les villes. Pour venir en aide aux communes, le gouvernement envisageait d'accorder à celles-ci, par l'intermédiaire de la Caisse d'aide aux collectivités locales (C.A.C.L.), mais avec un financement budgétaire, de nouveaux prêts à moyen terme portant sur la totalité de la dépense, à un taux d'intérêt de 6 % environ et pour une durée de dix ans. Les communes ont en effet, de

puis l'an dernier, une possibilité légale d'intervention sur le marché foncier, mais peu de moyens financiers pour s'en servir. Dans les villes de plus de 10 000 habitants munies de plans d'urbanisme, la loi a créé de plein droit 240 zones d'intervention foncière (Z.I.F.) couvrant 160 000 hectares au total, où les communes ont un droit de préemption, c'est-à-dire une priorité d'achat dans les transactions foncières. La Ville de Paris a déjà utilisé ce nouveau droit d'acquisition de 8 millions de francs.

(Page 31.)

## ● LUTTE CONTRE LA POLLUTION.

Le ministre de la qualité de la vie a présenté le bilan et les orientations de la politique de lutte contre la pollution. Il a rappelé les résultats obtenus au cours de la période récente.

La pollution de l'eau décroît régulièrement de 5 % par an. Plus de trois nouvelles stations d'épuration sont chaque jour mises en service en France.

Grâce au contrôle des installations industrielles et domestiques et à l'amélioration des combustibles, la pollution de l'air a diminué de 20 % en trois ans, davantage même dans certaines zones sensibles comme Rouen, où une action spéciale a été menée.

Le niveau sonore des automobiles a baissé de 20 %. Soixante-

neuf brigades de contrôle technique ont été créées. Le bruit des engins de chantier a été fortement réduit et un nouveau programme d'ensemble de lutte contre le bruit vient d'être mis en œuvre.

L'Agence nationale des déchets en activité. Déjà, une grande partie des déchets sauvages a été supprimée. L'organisation de la collecte permet progressivement l'incinération des déchets, le traitement des substances dangereuses et la récupération de matières premières. Le contrôle des établissements industriels nuisibles a été renforcé.

Le ministre de la qualité de la vie a fait approuver par le conseil trois actions prioritaires : — Développer les moyens de surveillance de l'environnement (l'air, l'eau, le sol, le bruit, l'atmosphère, de mettre en place des réseaux d'observation systématique, permettant de surveiller en permanence la pollution afin d'organiser la lutte et d'informer les populations, sur les sites et les plages notamment ; — Réduire la pollution par la généralisation de techniques de production sans nuisances ; — Renforcer la prévention des accidents catastrophiques par l'amélioration, par un contrôle systématique des installations industrielles dangereuses.

Pour 14 millions de francs ont été déboursés par la Fonds d'investissement et d'action pour la nature et l'environnement. Enfin, d'engager, ces actions en 1977.

Le ministre de la qualité de la vie va publier un bilan de la lutte contre la pollution et des résultats obtenus.

## ● PRIX AGRICOLES.

Le ministre de l'agriculture a rendu compte au conseil de l'état d'avancement de la négociation communautaire sur les prix de campagne. Elle lui a fourni l'occasion d'insister à nouveau sur le rôle de la commission et de nos partenaires sur la détermination du gouvernement français d'aboutir à une première étape significative de l'ajustement des montants compensatoires mensuels et sur la prise en compte de la conclusion d'un accord avant la fin du mois de mars.

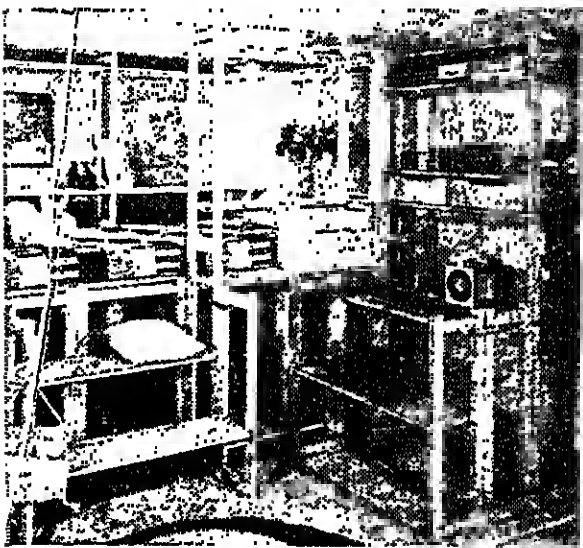
(Page 33.)

## LE KIT ET LES 8 BHV.

(Publicité)

## Le Kit, une nouvelle manière de vivre dans ses meubles.

Des tables, des étagères, des vitrines, le kit est un système modulaire qui permet de faire varier à l'infini des éléments prêts à monter. Par sa souplesse d'utilisation, par la liberté qu'il laisse à l'imagination, par sa facilité de réalisation, le kit a pris une grande place dans l'aménagement de la maison. On peut même aller jusqu'à dire que c'est une nouvelle manière de vivre. (\*Présenté en lot.)

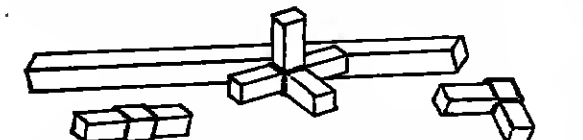


Le kit fait le décor

## Les 3 grands systèmes de kit.

Les tubes. En plastique ou en métal, de forme carrée, le système de tubes permet de réaliser des meubles très simplement et surtout de les transformer à l'infini. Des raccords d'angle multidirectionnels, des prolongateurs, des bagues, des embouts et bien sûr des tablettes, tels sont les éléments nécessaires au montage d'un meuble.

Le système est on ne peut plus simple. Il suffit d'emboîter les tubes les uns dans les autres. C'est tout. Les tubes prédecoupés offrent un grand choix quant à leurs longueurs, sections et hauteurs. Mais si vous désirez des dimensions particulières, il vous suffit alors de scier les tubes à vos mesures.



En aluminium anodisé, en plastique blanc ou noir, ces tubes montés avec des tablettes en verre ou avec des tablettes stratifiées permettent de réaliser des ensembles qui conviennent parfaitement au cadre d'un intérieur contemporain (Au BHV Rivoli seulement).

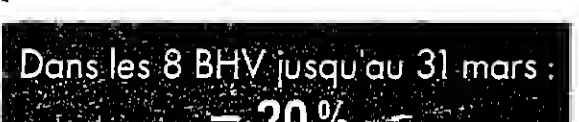
Les crémaillères. Fixées au mur avec des vis ou en position sol-plafond avec vérins, les crémaillères présentent une infinité d'utilisations. Supportés par des consoles réglables en hauteur, les éléments viennent prendre place sur les montants ; tablettes stratifiées ou plaquées bois, meubles portes pleines, vitrines.

En blanc ou en couleur, les crémaillères sont aussi bien conçues pour décorer les intérieurs modernes que pour équiper le garage, la cave ou la cuisine.



Les échelles. En bois naturel, les montants reçoivent les éléments par un système de fixation aussi facile à installer qu'à démonter. Tablettes, blocs tiroirs, échelles, meubles de rangement, les éléments en bois font le décor de la cuisine, de la salle de bains, des chambres et du living.

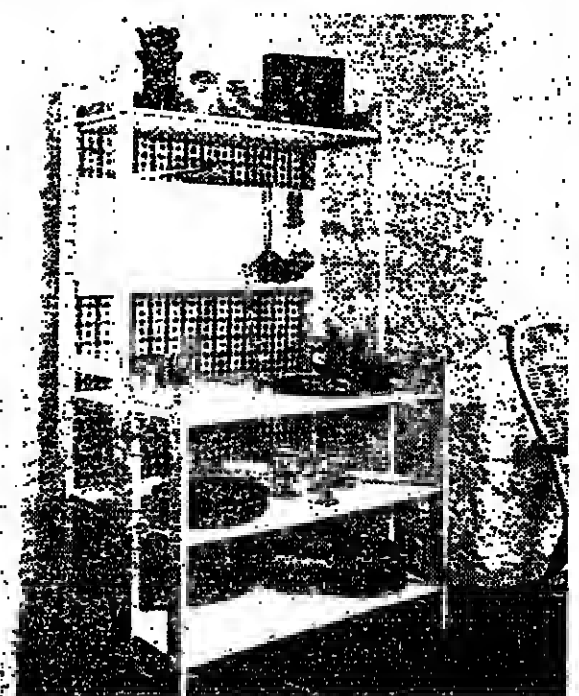
Matériau traditionnel, le bois convient aux intérieurs rustiques comme aux intérieurs contemporains.



Dans les 8 BHV jusqu'au 31 mars : — 20 % — sur tous les kits de rangements à monter soi-même (non cumulable avec le crédit gratuit)

## Les avantages du kit.

Le kit, par sa souplesse permet de créer des éléments de décoration transformables à volonté et de constituer pourtant un ensemble parfaitement homogène.

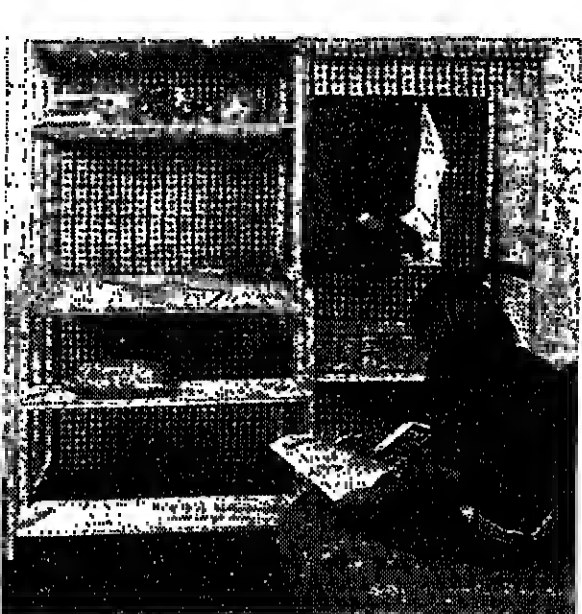


Dans le living, les étagères qui rangent et qui décorent. L'ensemble ci-dessus : 699 F 539 F

Parce que l'on monte les éléments soi-même, et ce avec un minimum d'outillage, le système kit est en outre, à surface égale, moins onéreux qu'un meuble traditionnel.

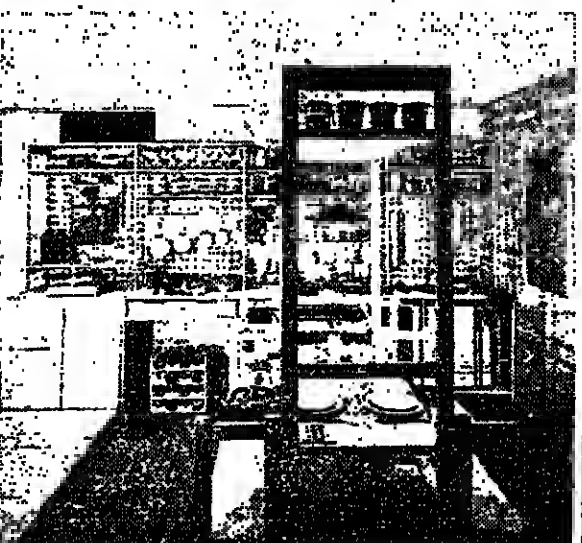
## Les utilisations du kit.

Quel que soit le système choisi, le kit est à l'aise partout. Bibliothèques, vitrines, secrétaires, penderies, rayonnages, le kit trouve sa place dans toutes les pièces de la maison. La plus grande difficulté est peut-être de choisir le système que l'on va utiliser.



Des étagères et aussi des penderies

Il est, à ce propos, important de noter que dans les 8 BHV, outre le choix étonnant de programmes, des vendeurs-conseils sont là pour guider la clientèle et lui apporter une aide efficace.



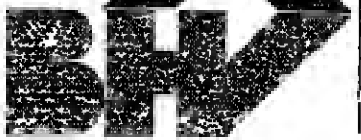
Des cuisines astucieuses

Nouveau système de décoration dans sa conception même, le kit est aussi une nouvelle manière de vivre dans ses meubles.

Tous les ensembles représentés ont été réalisés avec des éléments BRUYNEEL.



RIVOLI - PARLY 2  
MONTLHERY  
GARGES - FLANDRE  
BELLE-ÉPINE  
ROSNY 2 - CRETEIL

M. LUCIEN LANIER  
PRÉFET DE LA RÉGION  
D'ÎLE-DE-FRANCE  
ET PRÉFET DE PARIS

Le conseil des ministres a approuvé mercredi 16 mars les nominations suivantes :

M. LUCIEN LANIER, préfet de la région d'Île-de-France, est nommé préfet de la région d'Île-de-France et préfet de Paris, en remplacement de M. Jean Tualle, nommé préfet hors cadre (voir le Monde du 17 mars).

M. GUY FOUQUIER, directeur de la réglementation et du contentieux au ministère de l'intérieur, est nommé préfet, secrétaire général de la préfecture de Paris, en remplacement de M. Henry-Jean Manière, nommé préfet hors cadre.

M. PAUL BROU, préfet secrétaire général adjoint de la préfecture de Paris, est nommé préfet hors cadre.

M. CAMILLE CABANA, préfet, directeur du cabinet du préfet de Paris, est nommé préfet hors cadre.

M. PIERRE BRUNON, préfet, est admis à la retraite sur sa demande.

M. Lucien Lanier, né en 1919 à Rouen, est licencié en lettres, diplômé d'études supérieures d'histoire et de géographie et de l'Institut des hautes études de la défense nationale. En 1938, M. Lanier est nommé chef de cabinet du préfet des Basses-Pyrénées. Il est secrétaire général de la préfecture de Gers en 1954, puis chef de cabinet du préfet de la défense nationale (1955). M. Lanier est chargé de mission, en 1957, au cabinet de M. Soustelle, ministre de l'intérieur. En 1959, M. Lanier est nommé chef de cabinet du préfet de la région d'Île-de-France. En 1962, M. Lanier est nommé préfet de la région d'Île-de-France, le 1<sup>er</sup> juillet 1976. M. Guy Fougier est né le 13 mars 1922 à Paris. Diplômé de l'Institut des hautes études de la défense nationale, M. Fougier a été secrétaire général de l'École nationale d'administration. M. Fougier a été sous-préfet, chef de cabinet de M. Soustelle, ministre de l'intérieur (1959) et préfet de Ténier-El-Haz (1959) et de Mascara (1962). M. Fougier a été chef de cabinet de M. Jean-Marcel Jeanneney (ministre des affaires sociales puis ministre d'État de mars 1962 à juin 1963). Il a été conseiller technique au cabinet de M. Bayrou, au sein du cabinet de l'Intérieur, et directeur de la réglementation et du contentieux au ministère de l'Intérieur.

M. ANDRÉ FOSSET  
MEMBRE DU CONSEIL  
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Le conseil des ministres a nommé M. André Fosset, ancien ministre, membre du Conseil économique et social, en remplacement de M. Louis Pradel, ancien maire de Lyon, décédé.



## 70 000 hectares d'étangs : une réserve peu exploitée pour les éleveurs de poissons et de crevettes

M. Vincent Auzouger vient de proposer au gouvernement de faire porter son action sur trois fronts. D'abord, mieux connaître l'état des pollutions (et les faire connaître au public) en multipliant les réseaux de surveillance, encourager les industries à prendre de meilleures mesures, renforcer le contrôle des usines pour prévenir les pollutions accidentelles. Mais, pour mener une politique efficace, l'incinération ne suffit pas. Il faut des moyens nouveaux.

M. Auzouger ne les a toujours pas. Il Pa dit.

MARC AMBROSE-RENDU.

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84



# ÉDUCATION

## UN PLAN CONTRE LE «COULAGE» DES CRAIES

Il n'y a pas de petites semaines, surtout en 1977. En vertu de ce principe, le proviseur de lycée C.E.S. mixte de Lourdes, a décidé de consacrer l'après-midi de la consommation de crânes dans son établissement, à partir, en janvier dernier, des mesures draconiennes. Le plan Barthe, du nom de ce proviseur, n'a pas tardé à produire ses premiers effets : en quelques semaines, la consommation de crânes dans cet établissement, qui compte mille quatre cents élèves et quatre-vingts professeurs, a diminué de façon spectaculaire. Alors qu'en janvier, chaque jour, cent cinquante bâtons de crânes étaient distribués aux professeurs, en mars, une boîte de cent bâtons suffit pour une semaine.

Qu'en vient la différence ? Jadis, les crânes étaient souvent utilisés comme projectiles par les élèves comme sous-produits pédagogiques. On en retrouvait partout, dans les couloirs, à la fin des agents de service. Chaque jour, des dizaines de crânes qu'il fallait classer dans l'école dans les poches des élèves, sans espoir de retour. Outre le gaspillage, le « coulage » des crânes avait d'autres conséquences : pour s'approvisionner — et il fallait le faire souvent — les enseignants demandaient aux élèves d'aller chercher des crânes auprès de la personne qui les détenait pour tout l'établissement. Allées et venues, portes claquées, cris, protestations, les couloirs sonnaient : cela ne pouvait plus durer.

M. Barthe a donc fait acheter par l'établissement quatre-vingts petites boîtes en plastique, chaque professeur étant invité à y conserver, dans un petit coin de sa serviette, les crânes qu'il avait ramassés. Les crânes ont été distribués sans crânes, et les crânes du lycée de Lourdes ne sont plus détournés de leur usage.

Une semaine d'action dans le I.U.T. — Des étudiants des instituts universitaires de technologie (I.U.T.) ont commencé depuis lundi 14 mars une semaine d'action pour protester contre la diminution des dotations budgétaires en heures complémentaires, la non-reconnaissance de leur diplôme dans les conventions collectives et le démantèlement des stages professionnels. Les étudiants du I.U.T. de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) sont allés, en cortège, s'inscrire à l'Agence nationale pour l'emploi. En province, plusieurs manifestations sont prévues jusqu'au 19 mars.

## Lorsque les jeunes Allemands s'initient à la vie de la cité

De notre envoyé spécial

Ludwigshafen. — Les feux du carnaval sont éteints. Depuis des semaines Ludwigshafen (cent quatre-vingt mille habitants dont un tiers de moins de vingt-cinq ans), ville tentaculaire de la rive droite du Rhin, s'était jetée dans la fête, sans doute pour mieux accepter un environnement industriel omniprésent : B.A.S.F., le géant de la chimie, dresse ses cheminées à la perte des quartiers d'habitation.

Avant d'enterrer — dans le traditionnel — le carnaval, les derniers bals ont été organisés. A la maison des jeunes, enfant chéri de la municipalité, seule les garçons et les filles de quatorze à dix-huit ans avaient été invités. L'alcool était interdit. Mais ils ont trouvé la parade, expliqua le directeur, les seules écoles avant de venir.

Avec la drogue, l'alcool est, la ramène contre l'ennui et l'angoisse du chômage, la plus répandue chez les jeunes. « Ce phénomène est commun à toute la République fédérale », dit encore l'animateur de la Maison. Ici, ces deux produits sont officiellement interdits. Mais si nous appliquions le règlement à la lettre, il nous faudrait mettre la moitié de ceux qui viennent à la porte. Alors, nous nous contentons de contrôler la qualité de ce qu'ils absorbent.

Les vertus de l'équilibre.

« Contrôler », le mot revient souvent dans les explications des adultes qui gèrent la vie municipale. Seule grande ville social-démocrate de Bade-Wurtemberg (Land animé par « l'opposition », Ludwigshafen n'est pas une ville plus loin que la majorité des cités allemandes dans la recherche d'un dialogue avec la jeunesse.

La loi fédérale nous oblige à organiser une politique en faveur des jeunes », estime M. Werner Ludwig, maire de la ville et président régional du S.P.D., « simplement en obligeant à l'application de cette loi ». C'est vrai qu'à Ludwigshafen les jeunes n'ont pas à se plaindre : en 1973 la ville a jeté les bases d'un « projet municipal pour les jeunes », et, depuis, suit scrupuleusement le programme fixé : création de centres de loisirs, d'une université populaire, etc. « A notre place, les chrétiens-démocrates se seraient contentés de favoriser le développement des mouvements de jeunesse », commente un collaborateur du maire.

S'initier à la réalité

Ce conseil n'empêche pas la municipalité de Ludwigshafen, et avec elle celles de toutes les grandes villes, de chercher à circonscrire l'influence des « jeunes politiques ». Les associations de jeunes des partis représentés au conseil municipal (le S.P.D., la C.D.U. et les libéraux) se réunissent bien des subventions. Elles sont bien regroupées dans un « cercle » chargé de la stricte répartition des subventions. Mais elles ne tiennent pas du conseil municipal des jeunes ni du comité de salut public. Comme, en outre, il n'y a pas dans les réunions de ces instances — ni des mouvements qui les composent — d'avis d'opinion, les jeunes de Ludwigshafen se trouvent ainsi dans l'incapacité de participer aux structures municipales ainsi mises en place.

En Allemagne fédérale, on ne peut pas porter deux casquettes à la fois », dit un responsable local des « jeunes », les militants les plus jeunes du S.P.D., qui représentent la tendance « dure » du parti. A Ludwigshafen, la « bataille » que se livrent le parti et les « jeunes » est constante. « Ce sont de très bons militants, estime M. Ludwig, mais ils ont besoin de s'initier à la réalité. C'est pourquoi nous invitons leurs responsables à entrer dans les structures du parti. » Autre forme d'apprentissage.

N'échappent en définitive à cette cotte de mailles habilement tissée que ceux que la « démocratie » rejette ou ceux qui rechignent à se tourner vers elle. Cela fait encore beaucoup de monde : les marginaux fidèles aux idéologies idéologiques, les gauchistes, les jeunes communistes, la plupart des jeunes « non intégrés », parce qu'ils se sentent proches des communistes.

La municipalité de Ludwigshafen a malgré tout fait l'effort de s'adapter aux « actions sauvages » lancées par les groupes et les comités de quartier qui fleurissent actuellement dans toute l'Allemagne fédérale. Simplement, un responsable de la mairie a posé trois questions à l'animateur « autogestionnaire » de l'un de ces comités qu'il recevait après de longs mois d'incompréhension : « Qui êtes-vous ? Combien de personnes représentez-vous ? Y a-t-il des communistes parmi vous ? »

PHILIPPE BOGGIO.

## LES SYNDICATS AUTONOMES ONT ÉTÉ REÇUS PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX UNIVERSITÉS

Reçus par Mme Alice Saunier-Selzt, secrétaire d'État aux universités, lundi 14 mars, après la Fédération de l'éducation nationale, une délégation de la Fédération des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur a obtenu l'assurance de la part de celle-ci (le Monde du 15 mars). Mme Saunier-Selzt a annoncé son intention de demander un accroissement annuel de 3 % des postes d'enseignement supérieur pour éviter l'absence de mobilité redoutée par les autonomes. Elle a promis notamment de continuer le « ré-équilibre » de la pyramide du corps enseignant et assuré qu'il y aurait aucun licenciement d'assistant non titulaire (notamment en droit et sciences économiques) en 1977 et 1978, et d'examiner les conditions de travail des personnels techniques, administratifs et de service des universités et les besoins de celles-ci. Plusieurs réductions de travail sont prévues entre des représentants de la Fédération et les conseillers du secrétaire d'État.

## M. René Haby professeur de morale

« A notre époque, le notion de morale et de civisme de grand-père est dépassée. » M. René Haby, ministre de l'éducation, l'a lui-même affirmé en présentant à la presse, le mercredi 16 mars, les nouvelles instructions concernant l'éducation morale et civique dans les collèges.

Après les leçons de morale, les cours d'instruction civique disparaissent des horaires. Mais c'est pour mieux renaitre à travers toutes les autres disciplines qui devront être imprégnées, affirme-t-on. Toutefois, en attendant la rentrée 1977, qui verra l'application des nouveaux programmes, M. Haby n'a pas révoqué à donner un dernier leçon de morale.

Morale et civisme devaient, a-t-il expliqué, être une « pré-occupation permanente » des éducateurs, non seulement dans leur enseignement, mais aussi dans leur attitude « porteuse, avant même qu'ils aient la bouche, d'un message moral ». Chaque enseignement, précise le

texte, donnera « l'exemple par son attitude, son langage, sa façon d'être. (...) Il doit ouvrir les jeunes à la vie et leur faire ne pas atteindre cet objectif en donnant comme modèle le doute généralisé, l'ironie, l'absence de critique systématique destructrice ». Voilà pour l'exemple moral. L'exemple civique, le « bon d'essai direct de la démocratie » doit passer par l'organisation de la vie scolaire. M. Haby pense, certes, aux différents conseils d'établissement, mais aussi aux aspects les plus quotidiens de la vie de la communauté scolaire. Il souhaite que « les élèves se sentent davantage associés à la conservation, à l'entretien des établissements ». L'engagement des jeunes pour qu'ils bien commencent par là, dit-il. Leur donner ce nid bien préparé, bien chaud, bien peigné, est un collège, sans même parler de la tenue, n'est pas une bonne manière d'éduquer leur sens des responsabilités.

Le respect de la vie

L'éducation civique et morale subissent cependant dans certains programmes. La philosophie d'histoire et géographie étudiera les institutions, le professeur de biologie, lui, aura à enseigner le respect de la vie : « Aide, aux blessés », « Soins aux enfants en bas âge », mise en garde « avec discernement, mais fermement » contre le tabac, l'alcool, les drogues. Cet enseignement sera complété par des visites, notamment de crèches, d'hôpitaux, de résidences de personnes âgées, afin d'introduire — y compris par des actions d'aide aux personnes qui souffrent — la notion de solidarité.

Mais cette ouverture sur l'extérieur sera limitée par la « neutralité », thème que M. Haby qualifie de « sentimentale », et auquel il est fortement attaché. Par exemple, le professeur de français devra tenir compte du « contenu moral, voire idéologique » des textes étudiés, mais le choix même des textes littéraires devra correspondre aux « règles sur lesquelles tout le monde est d'accord (...) Il serait présomptueux pour un professeur en désaccord avec l'ensemble des familles, de penser qu'il est lui-même le détenteur de la vérité face à tous les autres ».

Néanmoins-on ne s'en est pas rendu compte ? M. Haby ne croit pas à celui-ci. Pourtant il s'en réclame lorsqu'on l'interroge sur la « neutralité », alors qu'il est candidat aux élections municipales : « Je ne crois pas, dit-il, enlever du même coup les milliers d'élèves et de professeurs dont j'ai la responsabilité. J'ai plutôt l'impression du contraire. »

CATHERINE ARDITTI.

## JEUNESSE

A Paris

### Les loisirs des enfants supposent souvent une sélection par l'argent estiment deux associations

Profitant des élections municipales, la délégation de Paris des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA) et l'Association départementale de Paris des francs et francs camarades demandent qu'on se préoccupe davantage des loisirs des jeunes parisiens. Les CEMEA estiment qu'un enfant de Paris sur dix ne participe pas du tout en vacances, et que six sur dix partent un mois seulement. Selon eux, six arrondissements (les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup>) n'ont pas de centres de vacances, et six ont un centre seulement. La quasi-totalité des animateurs des centres de vacances sont des jeunes gens sans formation sérieuse, ajoutent les CEMEA, qui demandent que l'Etat prenne en charge le coût de cette formation, qu'ils évaluent à 1 000 F par animateur. Les CEMEA demandent aussi le doublement immédiat du nombre de centres de vacances, de manière à permettre le départ de cinq mille enfants supplémentaires, et l'application de tarifs empêchant une « sélection par l'argent ».

Les francs et francs camarades dénoncent « l'existence des équipements de loisirs réservés à l'enfance » à Paris et le développement d'un « secteur privé para-commercial » dont bénéficient les plus favorisés. Les francs et francs camarades réclament le développement des bibliothèques pour enfants et des centres de loisirs « largement ouverts le soir, les jours de pont et les petites vacances ». Ils proposent une « gestion tirée des équipements et des services » existants, appuyant notamment sur les associations, et une « politique des transports en groupe » permettant d'abaisser les coûts des promenades hors de Paris.

CEMEA, 24, avenue de Laumière, 75019 Paris, tél. 285-70-00. \* Francs et francs camarades, 194, rue de Ménilmontant, 75020 Paris, tél. 636-68-49.

## RELIGION

### SAINT-NICOLAS-DE-PORTRAYAL

L'abbé Ducaud-Bourget, qui occupe avec son petit troupeau l'église Saint-Nicolas-de-Port-Royal, a décidé que même les religieuses de Port-Royal n'avaient pas été traitées par Rome avec autant de mépris et de dureté que le sont aujourd'hui les catholiques laïques (« le Monde » du 16 mars).

Curieusement, ce fut déjà à Saint-Nicolas-de-Port-Royal, dans un des événements défilés de l'histoire de Port-Royal : la rencontre de Lancelotti et de l'abbé de Saint-Cyr.

L'abbé de Saint-Cyr, réformateur de Port-Royal, était la décennie chrétienne se rebelle entre Rome et Constantinople, et s'écriait : « Voilà six cents ans qu'il n'y a plus d'Eglise ! » L'abbé Ducaud-Bourget, restaurateur de la messe de Pie V, ne coudame, lui, que les quinze dernières années de la vie de l'Eglise romaine. Cette modération lui vaut assurément l'indulgence de M. l'archevêque de Paris, qui, en ce temps de carême, se gardera de encombrer au paraste démon de l'ultramontanisme.

GABRIEL MATZNEFF.

Un appel du vicar de Saint-Nicolas-du-Chardonnet. — L'abbé Jacques Toussaint, vicar de Saint-Nicolas, nous fait savoir que le « cahier de propositions » ouvert à la paroisse pour permettre à tous de s'exprimer librement pour trouver un terme au conflit a déjà suscité cent trente-neuf lettres, dont 80 % plutôt favorables aux traditionalistes et 20 % aux autorités diocésaines. En s'attendant à trouver rapidement un lieu neutre où le dialogue pourra s'engager entre les deux parties en présence, l'abbé Toussaint invite ceux qui cela intéresse d'écrire au curé de Saint-Séverin-Saint-Nicolas, au Presbytère, 39, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLETERRE ÉCOSSE ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE - ESPAGNE

dans une ambiance agréable pendant le S.F.D. de 640

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE 43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 520-63-49

Don pour une documentation complète et gratuite

NOM \_\_\_\_\_ ADRESSE \_\_\_\_\_

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

VACANCES DE PAQUES Zones A et B, du 24 mars au 12 avril, zone C, du 2 au 18 avril

OSFB

## Anglo-Continental... vient en tête pour l'anglais en Angleterre

Anglo-Continental Educational Group (ACEG) est un groupe de 12 écoles de langue de première catégorie, disposant d'une expérience de plus de 25 années et travaillant avec les méthodes d'enseignement modernes.

- Cours de langue générale, intensifs et études très intensives
- Cours préparatoires aux examens
- Cours spéciaux pour secrétaires, commerçants, personnel de banque et professeurs d'anglais
- Cours de vacances pour enfants, adolescents et adultes
- Logements choisis avec grand soin.

Demandez, sans engagement, le programme des cours ACEG, ACEG 23 Winton Road, Bournemouth, Angleterre, Tél. 23 21 28, Telex 41438 ACEG Southampton 17, GB-5005 Zurich/Suisse, Tél. 01/47 75 11, Telex 52 523

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Rue \_\_\_\_\_ No postal \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_

TEMOIGNAGE CHRETIEN

« DOUZE ANS APRES LE CONCILE : L'EGLISE A CONSTRUIRE »

Pendant six numéros, à partir du 17 mars, « TC » fera le point avec vous sur ce qui a été le Concile Vatican II, ses grands événements, ses points forts, sur ce qui demeure important aujourd'hui pour « l'Eglise à construire ».

L'abonnement de 6 numéros : 24 F

Joignez votre paiement à ce bon et envoyez-le à TC Service Promotion 49 rue de Fbg Poissonnière 75009 Paris. CCF 5023 99 Paris.

En vente chez votre marchand de journaux

5023 99



# Le Monde DES LIVRES

## JOHN REED : UN DESTIN TRAVERSÉ D'ORAGES

● Comment John Reed, un jeune et riche bourgeois américain, a vécu, en acteur et en témoin, les révolutions mexicaine et russe.

Il y eut d'abord un enfant droloté, craintif et fragile, et la nuit, parfois, sur les beaux gazons du domaine familial de Portland, à deux pas du Pacifique, les grands arbres s'illuminaient et le petit garçon voyait valser comme en un rêve les couples de la fastueuse bourgeoisie américaine. Cet enfant qui naît en 1887 s'appelle John Reed, et personne, non, personne n'eût alors imaginé que le même Reed allait mourir à l'âge de trente-trois ans, le 17 octobre 1920 dans un hôpital de la Russie soviétique. Et que sa dépouille serait transportée, sur les épaules des ouvriers russes, jusqu'au temple du Travail de Moscou, seule demeure digne de recevoir le corps d'un journaliste américain qui venait d'écrire *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, c'est-à-dire le plus beau récit de la révolution d'Octobre.

Un destin à n'y pas croire. Si bref. Si fou. Si traversé d'orages et de tempêtes. Un destin comme une dérive. Seulement, cette dérive est gouvernée. Elle, pousse le luttueux héritier de l'Amérique, le dandy insolent, fat et ambitieux vers tous les lieux où les flammes crépitent. Vers le chagrin et la révolte. Vers les hommes en loques. Vers les prisons, les taudis, les barricades.

Voilà ce qui fascine dans la biographie que lui consacre Robert Rosenstone : par quelles voies énigmatiques ce jeune homme romantique qui entre sur la scène du monde dans les atours de Gatsby le Magnifique deviendra-t-il le combattant et le poète



Portrait de John Reed

Lui que tout effrayait, c'est le feu qui l'obsède, le péril. Trois grandes dates : en Amérique, dès 1913, ce jeune journaliste arde de notoriété couvre la grève de vingt-cinq mille travailleurs de la soie, près de New-York. Premier contact avec la prison, avec la misère. Avec les hommes rudes, qu'il reconnaît pour les vrais acteurs de l'histoire.

Paris ensuite, et Greenwich Village. Reed est célèbre, beau, charmeur, un héros, et il brille à bon compte au milieu de la « bohème » flâpée de New-York, parmi les anarchistes, les terroristes, les féministes, mais on s'ennuie vite avec les bavards distingués de l'Occident, quand on sait que l'histoire a installé ses ateliers dans le territoire des déshérités. Aussi, quand éclate la révolution mexicaine, Reed enfle-t-il son beau costume de velours jaune et rejoint-il les révoltés d'El Paso. C'est le premier grand livre, *Le Mexique insurgé* (1), admirable. Toute faiblesse à disparaître de son style. C'est que Reed fait silence. Ce qui parle dans sa bouche, c'est le langage des horreurs de Pancho Villa.

Et c'est la guerre de 1914 — aux yeux de Reed, une querelle de style. C'est que Reed fait silence. Ce qui parle dans sa bouche, c'est le langage des horreurs de Pancho Villa.

hottiquiers, une bagarre de chiens enragés. Il se déchaine contre la boucherie, mais, comme il est journaliste, il va la voir. Il en est sûr : après la révolte des clochards lyriques de Mexico, comment s'accommoderait-il des révoltes tranchées de l'Europe ? Un seul peuple, étrangement, le touche, le russe.

Dès lors, la route est irrévocable. Et le jour où se font entendre les premiers craquements de l'empire russe, Reed bonifie ses baluchon et débarque à Petrograd. Son destin et celui du monde se sont rencontrés. Ils fondent l'un dans l'autre. Reed ne croit plus qu'à la lutte des classes, à la révolution prolétarienne. Journaliste incomparable, il est partout. Il est là quand le croiseur *Aurora* tire à blanc sur le Palais d'Hiver. Il bavarde avec Trotsky, Lénine. Il se dilue dans la foule bagarée qui est en train de disloquer le monde.

Les dernières années de sa vie sont épuisantes. Il n'est plus qu'un bolchevik, un combattant. Il défie son pays, l'Amérique. Il organise le parti communiste travailliste des U.S.A. Malade, déchiré, il participe au deuxième congrès de la III<sup>e</sup> Internationale, s'oppose à Zinoviev et à Radek, défend les positions les plus radicales. Atteint du typhus, il souffre de violentes migraines. Il délire, il parle de la lutte des classes et du bonheur des hommes, il demande sans cesse à boire car l'eau qu'il avait, c'est tout, est pleine de chandons. Il meurt.

GILLES LAPÔUGE.  
\* JOHN REED, LE ROMAN-THÈME REVOLUTIONNAIRE, de Robert Rosenstone. François Maspero, 632 p., 55 F.

### ● Avons-nous vécu ? de MARCEL ARLAND

L'ECRITURE ressemble aux chants d'oiseaux. Pour chaque écrivain, il existe une circonstance particulière où sa voix s'épure et s'anivre d'elle-même. Chez Glorieux, c'est le monté du jour sur les toits roses de Manosque ; pour Mauriac, un ruisseau ou un tronç d'arbre retrouvés en Gascogne ; une clairière en Sologne chez Genevoix, un raflet cuiré de Loire pour Gracq. Marcel Arland, plus qu'aucun autre, est l'homme d'un moment béni. Qu'un dernier rayon venu on ne sait d'où dore un fût de bouleau, et tout son être chavire.

Avons-nous vécu ? ne fait pas exception. A chaque détour des souvenirs ou des notes de voyages qu'il y rassemble surgissent le paysage et l'instant rare, comme si sa vie et son œuvre entière n'avaient eu d'autre fin que d'y conduire, de leur faire la chasse (1).

Mais Arland ne se repaît jamais de mélancolie. Comme

### Cette douceur qui serre la gorge par Bertrand Poirot-Delpech

le plongeur touchant au fond, il y prend appui pour rebondir. L'approche du moment où il se dissoudra dans la nature « église » la beauté et le déchirement de ses contemplations. Reison de plus, conseille-t-il sans chagrin, pour percevoir ce que chacune de nos heures a d'unique, pour « rejeter tout ce qui sépare l'homme de lui-même », pour « se débarrasser de bredouiller ce monde, ces feux du ciel ».

Le vrai est que la perspective de quitter le planéte ne le prend pas au dépourvu. Depuis l'enfance, il ne songe qu'à cela. Non pas comme la vieille camériste de Bernanos chez qui une vie entière de méditation sur la mort laisse subsister le peur viscérale de l'échéance, mais en petit paysan qui a pris, du phénomène, la même « obscure conscience que des lois des saisons et des récoltes » (Sur une terre menacée). Les circonstances familiales ont perchoyé son éducation sur ce point : orphelin de père à trois ans, il a passé chaque dimanche au cimetière, et toute sa jeunesse dans le culte de l'absence. A dix-huit ans, il confiait déjà à son journal intime, suite à une chute de vélo, qu'il n'avait plus que deux années à vivre...

(Lire la suite page 18.)  
(1) Avons-nous vécu ?, de Marcel Arland, Gallimard, 308 p., 40 F.

### La « N.R.F. » à la croisée du « Chemin »

● La « N.R.F. » et « Les Cahiers du Chemin » fusionnent. Qui mangera l'autre ? Personne.

GALLIMARD met fin, le mois prochain, à la publication des *Cahiers du Chemin*, créés il y a dix ans par Georges Lambrichs, directeur de la collection du même nom. Un index des trente numéros parus sera joint au dernier numéro. Il montrera qu'en dix ans, dix-huit numéros ont été publiés, soit une moyenne de deux numéros par an. La revue a réuni les plus grands noms de la littérature « de pointe ».

L'esprit de recherche qui animait ne sera pas privé de tribune, mais invité à donner un souffle nouveau à l'autre organe de la rue Sébastien-Bottin, la prestigieuse *Nouvelle*

Revue française — de 7 000 à 10 000 exemplaires selon les mois.

En septembre, après un numéro spécial d'hommage à son ami Malraux, Marcel Arland, qui dirige la N.R.F. depuis 1953, avec pour sans Jean Paulhan, se contentera de figurer au comité de rédaction, où Claude Gallimard rejoindra Dominique Amy, Jean Grosjean et Georges Lambrichs qui assumera la direction.

Succession intimidante : depuis sa fondation en 1909 par Copeau, Ruyters et Jean Schlumberger, sous l'impulsion de Jacques Rivière (1920-1925), puis de Jean Paulhan, et, pour quelques numéros sous l'occupation, de Drieu La Rochelle, la N.R.F. a rassemblé tout ce qui comptait dans la littérature contemporaine, de Gide et Proust à Camus, y compris les courants « avancés » des dernières années (Bataille, Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute).

Cette ouverture rend Georges Lambrichs très optimiste sur les chances de coexistence des tendances et des équipes.

Les collaborateurs habituels du *Chemin* seront en force. Outre Jacques Bernani pour les romans français, on retrouvera Jean-Loup Trassard, Jacques Rada, Jérôme Priet (cinéma), Alain Duault (opéra), Jude Stéphan (poésie). Pierre Nora parlera des sciences humaines ; H. Meschonnic des Basals ; Maurice Roche inaugurera une rubrique de « cas sociaux ». Le sommaire de septembre contient également les bonnes feuilles d'un premier roman de Jacques Mézière, à paraître au *Chemin* en octobre.

Mais, malgré sa pagination maintenue à cent vingt-huit pages, la N.R.F., dont la couverture sera conservée et même rendue à son austerité ancienne, n'exclura personne. Comment ? Georges Lambrichs s'explique :

« Il n'y aura ni rupture, ni révolution, ni terrorisme. La littérature vivante et parfois française que reflète le *Chemin* inspirera progressivement la partie critique, mais sans complaisance ni jargon. Il doit y avoir moyen de faire passer en langage clair les acquis de la psychanalyse, de la linguistique, etc., quitte à rejeter en notes les termes trop techniques.

« La vie littéraire a toujours été le théâtre de tensions fortes. On doit pouvoir parler à la fois



Portrait de GALLIMARD

des équipements contemporains de Gide et de Céline. Toutes les démarches peuvent coexister, pourvu qu'elles soient authentiques et qu'on retrouve une certaine instantanéité, l'émotion du bout de...

Si on lui objecte que ce sont là de vieux mots passablement ambigus, Lambrichs observe avec un équilibre serein, du plus pur style N.R.F. :

« Je ne crois pas les vieux mots et je ne suis pas seul à continuer d'y croire : ce sont ceux qui se démodent le moins. »

### Un autre Mauriac

● La mémoire d'un fils qui n'en finit pas de se connaître

PATHEMENT, ponctuellement, Claude Mauriac poursuit son œuvre. Car il est sûr maintenant que son choix est fait. Le romancier du *Dîner en ville*, l'auteur dramatique de la *Conversation*, l'essayiste, le critique qui conversait à Venise avec Pasolini, pourrout encore se manifester à l'occasion. Ils s'effaceront derrière ce qui doit constituer, aux yeux de l'avenir, l'œuvre majeure : le *Temps immobile*, journal d'un journal, bataille d'un homme avec lui-même, témoignage, course, décausse, recourt, d'une traversée au bout de laquelle il y a, encore et toujours, « tout à dire ».

Depuis 1974, chaque année, vers la fin de l'hiver, le rendez-vous est devenu rituel. Après le *Temps immobile*, il y eut les *Epaves*. En 1975, on saluait. Et comme l'espérance est violente. Voilà aujourd'hui la Terrasse de Malagar. Malagar

c'est, sur un coteau girondin, la propriété des Mauriac entrée dans la famille depuis maintenant six générations. François Mauriac avait déjà dit « les belles charnelles (qui) descendent vers la terre et le point de vue : Saint-Macaire, Langon, les Landes, le pays de Sauveterre ».

Après le père, le fils occupe à son tour « le scène vide d'un théâtre où la comédie, un moment interrompue, va bientôt reprendre ». Mais ici, peut-être est-il plus facile d'abolir les « distances infranchissables » qu'il sentait entre lui et son père dans les *Epaves* imaginaires. La respiration apparaît plus ample. Le cœur bat plus vite, mais se domine, comme si l'assurance était là, désormais, d'une œuvre qui se bâtit, « tentée sinon réussie ».

Alors c'est Malagar des grandes années serait-il pour nous montrer un autre Mauriac comme il y eut « un autre de Gaudin » ? Oui, mais pas seulement pour cela, et heureusement. La lucidité, d'ailleurs, ne serait-elle pas faire bon ménage avec la pitié. Pourtant il faudra peut-être bien reviser ce genre de jugement après ce livre des ébauches et des retentes, tissé des souffrances et des chagrins d'un enfant, des tourments d'un adolescent, des doutes, prolongés en crise, d'un adulte et d'un intellectuel parmi les siens.

Deux Mondes était considérée comme la bonne échelle. Mais déjà il était sûr d'avoir pour lui Lyautey, Pétain, Weygand. C'est, dans le même temps, un Claude malheureux jugeant vides et nulles, « comme si elles n'avaient point été », ses années 1933-1938, après avoir gâché sur lui-même : « Tout seul, toute ma vie, laid, incapable de comprendre l'amusement ».

Encore une fois, nous voilà pris et bien pris à son piège. Cet écrivain, fils d'écrivain, qui a pris l'habitude, la manie, de tout noter, de tout retenir, de ce qu'il vit, de ce qu'il voit, de ce qu'il entend, se laisse lire parce qu'en sa compagnie on est bien, parce que c'est de lui, et non de ceux dont il parle, qu'on voudrait en savoir plus. Malagar, son Malagar, nous voyons passer Gide et bien d'autres, jusqu'à Jean-Jacques Servan-Schreiber, celui de l'Express des « Blocs-notes ». Nous voyons travailler François Mauriac, nous le voyons même lire Claude. Pour ce François Mauriac, espéré à tort et en pantoufles, les mauriaciens seront sûrement jaloux fidèles et attentifs à un mot, à une touche. Ils seront émus aussi par ce fils qui parle de « papa » si beau quand il lit et qui, dès 1932, pleure sa foi perdue. Ils guetteront, en gens cultivés, Fabrice de La Tour du Pin, Valéry, Duhamel, Paulhan, Pierre Elieon. Et les images plus fugitives de la maison de Vénars.

Cependant, « le grand jeune homme d'intelligence ouverte » qui leur sert de guide, c'est aussi celui qui cite à l'annonce de Gide qu'il « guillotine hier » : « C'est un crime ! ». 1933 annonçait-il le Claude Mauriac de *Et comme l'espérance est violente*, celui du groupe d'information de Michel Ponsault, son cadet, le défenseur de Roland Agret ? Pas si vite. Il ne triche pas comme cela. Il a vu, comme déjà Julien Green monter les périls dans les années 30. Il s'est demandé, lui aussi avec égrotisme et effroi : « Le monde est-il encore possible où règne les joies de l'esprit et du cœur ? » Mais

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

\* LA TERRASSE DE MALAGAR, Tome IV du « Temps immobile » de Claude Mauriac. Grasset, 595 pages, 45 francs.

(Lire la suite page 18.)

Vient de paraître.

Change 30-31

souverain

Québec

SEGHES/LAFFONT

**Nouveautés**  
● NABOKOV avant Nabokov : douze des nouvelles réunies dans l'extermination des tyrans ont été éditées en russe, entre 1924 et 1939. (Juliard.)  
● LA BARONNE D'ANNOISE KAREN HILSEN publie, il y a vingt ans, ses nouveaux contes d'hiver, en anglais et sous le pseudonyme d'Isak Dinesen. (Gallimard.)  
● ANDRÉ GOREZ ne propose pas une doctrine, mais des fondements pour une morale, qui reste à inventer. Une somme existentialiste. (Bd. Gallimard.)  
● MARTIN HEDBOEGGER consacre son cours de 1936 à Schelling. Le texte, célèbre, est enfin traduit. (Gallimard.)  
● GEORGES DUMÉZIL poursuit l'édification de sa mythologie comparée en publiant les Dieux souverains des Indo-Européens. (Gallimard.)  
● FRANCIS PONGE évoque, dans l'Écrit Beauvoir, le Centre Georges-Pompidou. Il publie, en même temps, un volume de proses poétiques, faisant voir le travail de la langue de paroles et pour création. Comment une figure de paroles et pour quel. (Flammarion. Dyruphe.)



SI VOUS AIMEZ  
LES LIVRES  
si vous ne savez plus...  
où les mettre...  
Pour vous installer ULTRA-RAPIDEMENT  
à des prix IMBATTABLES  
MAISON DES BIBLIOTHÈQUES

150 m<sup>2</sup> de livres, revues, journaux, cartes, postales, etc.  
des Bouquins, des Collections, des Livres, du sur mesure

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES  
75014 PARIS - 61, rue Froidevaux - Tél. 633.73.33

EDITIONS ROBLLOT

DERNIÈRES PARUTIONS :

**LA POLITIQUE DES FRANCS-MAÇONS**  
de JACQUES MITTERRAND  
(4<sup>e</sup> édition mise à jour et augmentée) ..... 33 F

**Les comités secrets :  
L'AFFAIRE DU CHEMIN DES DAMES**  
de HENRI CASTEX ..... 35 F  
(première édition en voie d'épuisement en six semaines)

catalogue sur demande

- DIFFUSION GÉNÉRALE ET LIBRAIRIE :  
Editions ROBLLOT : 32, rue des Ecoles, 75005 PARIS
- DIFFUSION POUR LA FRANCE :  
CHAIX : 1, rue de Fleury, 75006 PARIS
- et pour l'étranger : GROUPE INTERNATIONAL MACHETTE

pour comprendre  
toutes les religions  
la collection  
"deux milliards de  
croyants"

Vient de paraître

**LE JUDAÏSME**  
ROBERT ARON  
VICTOR MALKA • ANDRÉ NEHER

Dans la même collection :

LE PROTESTANTISME • LE CATHOLICISME  
CROYANTS HORS FRONTIÈRES

**BUCHET/CHASTEL**  
18 rue de Condé - 75006 Paris

Un seul  
très beau livre  
suffirait  
dans une vie.

Flammarion

Jean-Claude Andro  
la maison profonde

"Dans une scène émouvante,  
l'auteur se met à l'œuvre dans  
une église abandonnée à Dieu  
de lui donner le prix Goncourt.  
Mais dans son monde à lui, l'important,  
l'urgent, l'essentiel est d'écrire.  
ne serait-ce qu'une fois un très beau livre!"  
Josiane Durand - Le Monde

Jean-Claude Andro.  
La maison profonde.  
240 pages, 36 F.

FLAMMARION

## La vie littéraire

### Elles bougent, elles bougent...

Les lemmes « en mouvement » créent un nouveau journal. Fait par des professionnelles venues notamment de *Libération* et de *Politique Hebdo*, et aussi par d'autres, anonymes ou non, persiennes ou provinciales, *Histoires d'elles* sera le premier hebdomadaire des nouvelles féministes.

Le premier numéro est prévu pour septembre. Mais ce n'est pas une raison pour n'en parler qu'à l'avenir. Car le numéro « zéro », contrairement aux habitudes de la presse, n'est pas confidentiel. Tiré à quinze mille exemplaires, il est disponible depuis quelques jours. Au fil des pages : les municipales vues par les femmes, des enquêtes sur le travail féminin, King-Kong commenté par les enfants, un dossier historique sur le Journée internationale des femmes (le 8 mars), et une foule d'informations au ton différent. On peut demander ce numéro (3 F) à l'Association pour une information féminine et féministe (11, rue Boulevard, 75014 Paris), qui ouvre une souscription pour que *Histoires d'elles* puisse paraître. C'est vrai : elles n'arrêtent pas...

### Style direct

Il arrive que des critiques littéraires soient aussi collaborateurs d'une maison d'édition. Le milieu littéraire le sait. Evidemment. Et pour commencer les auteurs publiés par la maison concernée. Ainsi s'explique la possibilité de dialogues comme celui-ci, entre un éditeur et un romancier soucieux de l'avenir de son dernier livre.

Le premier, plutôt content : « Vous allez avoir un article de X... »

Le second, en quête de précisions : « Un bon article, l'espère. »

Le premier, surpris : « Enfin, un article... C'est déjà ça. »

Le second : « Vous pouvez quand même exiger un bon article d'un de vos salariés ! »

### Saga africaine

Les éditions Jeune Afrique (51, avenue des Termes, 75017 Paris) ont entrepris la publication de la première encyclopédie des

grandes figures historiques d'Afrique. Charles André Julien, expert des questions maghrébines, est le maître d'œuvre de cette saga : dix volumes comportant chacun dix portraits confirmés, presque tous issus des milieux universitaires. La qualité de l'iconographie et de la cartographie, le choix de textes historiques destinés à éclaircir la personnalité d'hommes aussi divers que l'émir Abd el Kader ou le pharaon Amenophis III, le rôle Gamal abd el Nasser au grand voyageur arabe Ibn Battuta, devraient, plus encore que la compétence des auteurs, contribuer au succès du premier volume qui vient de paraître. Une entreprise aux dimensions d'un continent, et propre à redonner aux héros africains la place qui leur revient.

### Un moins de trente ans devant les « collabos »

Les éditions du Seuil publient sous le titre *Les Collaborateurs, 1940-1945*, une étude qui sera remarquée. Son auteur, Pascal Ory, est, en effet, encore un jeune homme. Mais de trente ans. C'est la première fois qu'un historien de cette génération, se fondant sur les seuls documents, juge l'attitude de la France collaboratrice à la lumière des écrits qu'elle a laissés, des justifications qu'elle a tentées, et des appréciations antérieures. C'est du travail universitaire sérieux, mais pas neutre. La conclusion suffit à le montrer.

« Pour parler en termes de majorité, il y a eu bien en 1940, un « consensus » français à la dictature. Quand, quatre années plus tard, une même « France des profondeurs » châtia avec dégoût ou horreur ceux qui n'avaient fait que passer le pas dans la direction tracée, quelle image d'elle-même cherchait-elle donc à s'aler ? »

Une question, trop en forme d'affirmation, pour ne pas encore faire grincer bien des mâchoires.

### Ah Zola ! Ah ! Pasteur...

Autre historien plutôt pessimiste — mais pourquoi pas lucide ? — Jean Vialenc. Dans son livre *La France de diligence ou la Concorde*, aux Presses universitaires de

France, qui n'est pas un panorama des transports, mais un survol de cent cinquante ans en trois cents pages, on trouve cette appréciation sur les valeurs intellectuelles de la V<sup>e</sup> République : « Malgré le véhémence, parfois contradictoire, de leurs prises de position successives, F. Mauriac ou J.-P. Sartre n'atteignent pas la notoriété nationale d'E. Zola ou d'A. France, même avec les progrès des techniques de diffusion ou de propagande. » Et plus loin : « La langue du Pasteur, des Bernhart, des Branly ou des Curie, était révolutionnaire. »

Pas si faux, non ?

### Poésie sans frontières

Pour fêter son dixième anniversaire, la « Petite collection Maspéro » publie un livre gratuit. Tiré à sept mille cinq cents exemplaires, il sera offert, par l'entremise des libraires, aux lecteurs les plus assidus de cette collection. L'ouvrage, qui s'intitule *Voix*, présente une autre singularité : il s'agit d'une anthologie, réunissant des poèmes écrits sous les soleils les plus divers. On y trouve des textes populaires kurdes, chiïtes, kabyles, japonais. Nazim Hikmet y voisine avec Victor Segre. Et du reporter américain John Reed (voir l'article de Gilles Lapouge) on peut lire des chants d'embarquement sur l'Amérique.

### Armando Verdiglione

présente...

La psychanalyse italienne Armando Verdiglione est l'homme d'une passion : les congrès. Pour les organiser, leur donner le maximum de publicité, les métamorphoser en happenings géants au sein de la psychanalyse, on peut lui faire confiance. Il force l'admiration. Une fois la fête achevée, reste à publier les textes des participants. Les éditions Payot et 10/18 s'y emploient. *Drogue et Langage* (Payot) réunit ainsi plusieurs études, d'intérêt inégal, de J. Oury, J. Ayms, E. Wulff, Ph. Rappard, J.-C. Sempé, L. Cordet, E. Ferrel, A. Resco et A. Verdiglione, cependant que *Sexualité et Politique* (10/18) rassemble diverses interventions du Congrès international de psychanalyse qui se tint à Milan en 1975.

## vient de paraître

### Romans français

JEAN-EDERN HALLIER : *Le premier qui dort réveille l'autre*. — Le nouveau roman de l'auteur de *Chagrin d'amour*, écrivain-éditeur, libraire et agitateur. (Le Sagittaire, 163 p., 29 F.) En même temps paraît une réédition du *Grand Écrivain* édité en 1967 et à propos duquel Henri Michaux écrivait : « Jean-Edern est un salaud comme Dostoïevski. » (Le Sagittaire, 190 p., 36 F.)

COPI : *la Bal des folles*. — Le premier roman de ce célèbre dessinateur humoriste et auteur dramatique. (Christian Bourgois, 204 p., 40 F.)

BERTRAND VISAÏE : *Les pays du sein*. — Un roman d'édification dont le héros se grandit pas, et n'apprend rien. Par l'auteur de *Théâtre aux postérites rouges* paru en 1975. (Le Seuil, 220 p., 35 F.)

JEAN DAVID : *l'Élection*. — Les vingt-quatre heures de désobéissance d'un fonctionnaire, confronté, par les circonstances, à l'efficacité de la légalité dont il est le garant. Dictionnaire roman de cet auteur lui-même fonctionnaire. (Le Seuil, 221 p., 37 F.)

### Nouvelles

HENRI THOMAS : *les Tours de Notre-Dame*. — Cinq nouvelles caractéristiques de l'art de l'auteur de *Prométhée* (prix Fémina 1961) : un vécu transfiguré. (Gallimard, 160 p., 29 F.)

### Essais littéraires

MARCEL JOUHANDEAU : *Une zille de bonheur*. — Le tome XXIV de la série des *Journalistes* poursuivie par l'auteur de *Chambrade*. Ce volume couvre la période soit 1969 à octobre 1970. (Gallimard, 175 p., 29 F.)

### Critique littéraire

L'HERNE : *Péguy*. — Le numéro 32 de la revue *l'Herne* est consacré à Péguy. Ce cahier, dirigé par Jean Bataille, comprend d'abord une série de portraits, des textes de Péguy (écrits de combats, textes d'angoisse, textes et préfaces), des études sur l'auteur. Le philosophe, le chrétien, les péguysiens et enfin une suite d'hommages de Romain Rolland à Ehrenbourg, de Gide à Alain-Fournier, etc. (350 p., 96 F.)

● *La récl et l'imagination dans l'œuvre de Henri Bosco*. — Les actes du colloque tenu à Nice en mars 1975 sur les différents aspects de l'œuvre de l'auteur du *Mus Théodora* disparu le 4 mai 1976 ; avec la participation de Jean Ousines, Georges Raillard, Michel Mansuy, Georges Poitier, etc. (Jocé Coré, 285 p., 65 F.)

CLEMENT BORGAL : *Cocles, poète de l'au-delà*. — Un Cocleso inconnu, voisinant son du sur, mais du surmortal, au sein où l'entendent les religions depuis les origines de l'humanité. (Tequi, « L'auteur et son message », 215 p., 21 F.)

### JOSEPH HERMET : Albert Camus et la christianisme

— « Ce poète, écrit Jean-Marie Domenach dans sa préface, ne l'a pas fait lui-même. Disons même qu'il n'a écrit d'être chrétien qu'il n'a pas. » (Beauchesne, 160 p., 27 F.)

### Essais

PIERRE DE BOISDEFERRE : *La Poésie des anciens jours et celle des temps nouveaux*. — L'auteur de *Métamorphose de la littérature* consacré à l'Eglise un livre, historique et critique, en trois parties : vie d'une famille chrétienne entre les deux guerres, réforme et révolution dans l'Eglise, redécouverte de la foi. Préface d'Alain Peyrefitte. (Fayard, 340 p., 47 F.)

DANIEL COLARD : *les Relations internationales*. — Les principaux courants, les tactiques, les secrets, les systèmes, les caractères du jeu international de l'époque nucléaire, incidences sur la paix, le mondialisme, l'humanisme. Préface du président Edgar Faure. (Masson, 176 p., 38 F.)

### Politique

FRANZ-OLIVIER GIESBERT : *François Mitterrand ou la tentation de l'histoire*. — La vie, encore une fois explorée, du premier socialiste du parti socialiste. (Seuil, 332 p., 45 F.)

### Histoire

REGINE PÉRONNET : *Pour en finir avec le Moyen Âge*. — Pour en finir plus exactement avec l'idée reçue du Moyen Âge. (Seuil, 160 p., 32 F.)

HAIM VIDAL SEPHIMA : *l'Agonie des Juifs-Espagnols*. — La longue et douloureuse histoire des deux cent mille juifs chassés d'Espagne en 1492, de la lutte pour l'assimilation et de l'agonie contemporaine de leurs descendants. (Editions coll. « Miroirs », 131 p., 29 F.)

### Religion

ANDRÉ MANARANCH : *l'Esprit de la loi*. — La morale, c'est quoi ? Ou comment changer ? La réponse d'un homme et d'un chrétien. (Seuil, 250 p., 39 F.)

## en poche

### SOCIOLOGIE : L'ENVERS DU DÉCOR

SOCIOLOGUE, est-ce un métier ? Derrière les titres, les fonctions, le mythe peut-être, quelles réalités ? René Lourau a choisi d'exhiber — tout ce dont ne parlent pas les manuels, les traités et les rapports d'enquêtes — : servitudes, combats, histoires d'argent, trajectoires d'influence — l'envers du décor, connu des « acteurs » et ignoré du public (1). Ce n'est pas toujours beau à voir... Mais cette visite des coulisses et du dessous des accessoires, menée avec un humour parfois féroce, en apprend souvent plus que les « affrontements méthodologiques entre patati et patata ».

Le livre lère grincer quelques dents. Il brocarde, en effet, des mandarins et leurs empires, explique le fonctionnement des organismes de recherches pourvoyeurs de subventions et celui des instituts de sondages fournisseurs d'emplois. Il décrit au passage le curieux rituel des revues spécialisées et souligne l'absurdité de certaines pratiques universitaires. Avec une bonne humeur un peu forcée par endroits, René Lourau dresse finalement un assez — triste — tableau des réalités sociales de la sociologie.

On pourra regretter que la tâche n'ait pas été menée assez loin ni avec beaucoup de soin. Mais tels qu'ils sont, avec leurs défauts, ce livre et les multiples documents qu'il reproduit ne sont pas futiles. — R.-P. D

(1) *Le Gai Sarcasme des sociologues*, de René Lourau, coll. « 10/18 », 320 pages, 12 F.

● Parmi les inédits : deux nouvelles recueillies d'articles parus dans la revue *la Recherche* : *la Recherche en neurobiologie et la Recherche en astrophysique* (la Seuil, « Points-Sciences », 384 et 256 p., 16,50 F chaque) ; *le Rituel poétique de Saint-John Perse*, d'Henriette Leveillé (la Seuil, « Points-Sciences », 348 p., 9 F.)

● Parmi les rééditions : *Hô Chi Minh*, biographie de Jean Lacouture (la Seuil, coll. « Points », 283 p., 15,50 F) ; *Souvenirs obscurs d'un juif polonais*, de Pierre Goldman (la Seuil « Points-Actuels », 281 p., 10,50 F) ; *Si j'étais un...*, roman de Julien Green (le Livre de poche, 317 p., 7,50 F) ; *Harmonie*, de Tehei Ben Jelloun, roman-poème sur une enfance marocaine (Denoël, coll. « Relire », 188 p., 16 F) ; *Mildred Pierce*, roman de mœurs de James M. Cain, traduit de l'américain par S. Berriz (« Folio », Gallimard, 439 p., 8,50 F).

## en bref

● LE 3<sup>e</sup> PRIX ALBERT-LONDRES, destiné à récompenser le meilleur grand reporter de l'année, sera décerné le lundi 18 mai. Les candidatures, accompagnées de textes et de curriculum vitae en seize exemplaires, devront parvenir au secrétariat du Prix avant le 15 avril, dernier délai. Les candidats doivent avoir moins de quarante ans, et être de langue française. Mme. Gouy-Laffont, secrétaire générale, 53, rue Cardot, 75017 Paris.

● UNE SOIRÉE PORTIQUE RENE-GUY CADOU, aura lieu le mardi 22 mars au Nouveau Carré Silvia Monfort, à 21 heures (places de 6 à 12 F). L'occasion est donnée par la publication d'un choix de poèmes de René-Guy Cadou, présentés à l'usage des classes par Michel Daniel dans la collection « Textes pour aujourd'hui » de Larousse. Cinq poètes parleront de leur art : Jean Bessac, Georges Jean, Charles Le Gouez, Jean Breton. Des comédiens et des chanteurs interpréteront ses vers.

● AVEC LE SANG, NOUS ECRIVONS POUR LA PAIX. TENE et Td ont le slogan sous lequel s'est tenu à Tunis du 4 au 9 mars le deuxième congrès des écrivains et journalistes palestiniens. C'était la première réunion de Palestiniens, venus des pays arabes, d'Europe et d'Asie, depuis la guerre civile au Liban. Plusieurs délégations étrangères (O.L.S., pays de l'Est, Vietnam, Afrique, monde arabe) entendait exprimer leur soutien à la cause palestinienne. Des dirigeants du comité central et du conseil de la révolution de P.O.L.P. étaient présents, tels qu'Abou Maher, Abou Deoud, Abou Hietem, Abou Khaled Al Amk, etc.

Les rapports entre l'écriture et la lutte armée ont été longuement discutés. Des goûtes ont lu certains de leurs textes. Najit Alnuweh e été réélus secrétaire général de l'Union des écrivains et journalistes palestiniens.

● SOUS LE TITRE « ALGERIE 68 », le sociologue Pierre Bourdieu publie une version abrégée de son enquête « Travail et Travailleur en Algérie », faite en 1963, qui étudie les relations entre les structures économiques et les structures temporelles (Ed. de Minuit, collection « Grands Documents », 128 p., 20 F.).

● LES CARNETS QUOTIDIEN BREXTOVEN nous permet de connaître les goûts de la société Musul-Manig de Leipzig. Les cinq premiers volumes, actuellement sous presse, représentent environ la moitié des 138 carnets du compositeur conservés à la Bibliothèque nationale de Berlin-Est.

● LA COLLECTION XCO-SIECLE des Presses universitaires de France vient de rééditer, présentée par Stuart Schram, vingt-six textes extraits de discours, proclamations, directives et autres entretiens de Mao Tse-tung (1956-1973). Titre : « Mao parle au peuple ».

هشتمان لیصل



société

# Féminin pluriel

● **Imprévisible, surgissant là où on ne l'attend pas, chaque livre de Luce Irigaray fait événement. Après Speculum, Ce sexe qui n'en est pas un affirme une pensée de femme.**

VOILA un très étrange, un très étonnant livre. Ce sexe qui n'en est pas un ne ressemble à rien de déjà vu, déjoue en riant les repères, excède les catégories en vigueur. Est-ce un livre d'idées ? Oui, mais venues du corps et animées d'une joie vivante, elles perdent leur dureté. De la poésie, alors ? Peut-être. Et l'on y ajoute une rigueur sans rigidité, une cohérence souple. Un ton nouveau ? Une polyphonie plutôt, jouant sur plusieurs registres, plusieurs écritures ; des voix multiples se touchant, ni éparpillées ni confondues ; des densités diverses, invitant la lecture, entre le plus difficile et l'immédiatement accessible, entre l'écrit et l'oral, à d'innombrables mouvements. Un recueil d'articles ? Curieuse expression, presque incongrue face à ce volume pluriel, qui « s'ouvre » tout le temps, sans clôture, sans limites, avec pourtant une force rare.

Il faut être plus précis. Soit. Doit-on signaler que Luce Irigaray est docteur en philosophie, linguiste, chargée de recherches au CNRS, psychanalyste ? On dira, simplement : c'est le livre d'une femme qui pense — sans cesser d'être femme, sans prétendre parler au nom de toutes, sans rien imposer, mais sans se soumettre. Ce qui, absolument, est un scandale. Et malheur à celles par qui. Car il y a certes toujours, au sein des femmes, des « savantes », apportant leur contribution, souvent remarquable, aux savoirs et aux disciplines constituées — par les hommes. Mais qu'advient-il des paroles en continuité avec le corps, le sexe, les sensations, les désirs féminins, et l'ordre régnant risque bientôt d'être bouleversé : théories et politiques, culture et société, têtes et corps. Car cet ordre n'est pas neutre : il se révèle, dès qu'une femme y pense, tout en entier sous l'empire du sexe masculin.

Que les femmes luttent pour liquider des discriminations absurdes et des préjugés désuets, modifier des rôles sociaux ingrats, bouleverser des habitudes ancestrales, cela demeure important. Mais il ne peut s'agir « seulement » de cela, d'ailleurs les hommes à évoluer, et la société à se réformer. Au cours de ce livre, on s'aperçoit, avec plus de clarté que jamais auparavant, que l'enjeu est d'une tout autre ampleur. Le langage, la sexualité, l'imaginaire, l'économie, la politique, tout y est en question. La civilisation, rien de moins : la nôtre.

celle des hommes d'Occident, dominant le monde et la nature ; et cette autre, qui commence à naître du désir des femmes.

Où étaient-elles jusqu'à présent ? Partout et nulle part. Dans nos maisons, nos familles, nos fantasmes, nos phrases. Pas les leurs. Participant aux échanges sociaux et culturels entre nous, hommes, mais comme objets de transaction (qui n'est pas dépourvue d'avantages secondaires), la « mascarade » de la féminité, le triviale pour masquer le désordre, et la possibilité, parfois, de participer à nos débats, nos discours, nos théories, à « l'égalité », c'est-à-dire « en homme ».

Il n'y aurait donc jamais eu, dans notre histoire, deux sexes. Mais un seul : le masculin, qui fait la loi, définit le pouvoir, prescrit toutes les normes — y compris celles du féminin. Un « même » et son autre, défini, délimité, au besoin produit par lui. Mais pas deux « mondes » capables de conjuguer leurs réelles altérités.

## Mutisme forcé

Ce qui n'a laissé aux femmes que le silence ou le babillage, le mutisme ou le mimétisme, dans l'impossibilité où elles sont de se dire dans notre logique : « Le désir de la femme », écrit Luce Irigaray, ne parlerait pas la même langue que celui de l'homme, et il aurait été révoqué par la logique qui domine l'Occident depuis les Grecs. On ne peut mesurer toutes les implications d'une phrase aussi simple d'apparence, mais étayée par toute une recherche. Elle touche aux mécanismes les plus profondément enfoncés de la subordination du féminin. Par là, toutes les formes de la pensée, science comprise, peuvent à terme être remises en cause. Serait-ce qu'une examinatrice omnisciente les passerait au crible ? Non : il suffit que leur fondement commun soit atteint pour fournir un levier à une interprétation dont les effets sont encore incalculables.

Les normes du langage usuel, souligne Luce Irigaray, privent l'unité du sens propre, la forme claire et distincte, le visible et le représentable. Or la femme, elle, « jouit plus du toucher que du regard », son sexe n'a pas de « forme propre », et il n'est pas un, mais « fait de deux lèvres qui se chevauchent continuellement ». « D'où ce mystère qu'elle représente dans une culture qui prétend tout énumérer, tout chiffrer par unités, tout inventer par indistincts. »

Pas moyen donc, dans la logique, le logos occidental, d'élaborer une théorie quelconque du sexe féminin : il échappe, écrit Luce Irigaray, au dispositif théorique lui-même. Elle ne propose donc pas de nouveaux concepts,

rectifiant ceux des philosophes, ou ceux de Freud, pris, à son insu, dans la même tradition. Celle-ci a conduit Freud à interpréter les mécanismes de l'évolution sexuelle et psychique des femmes en référence aux seuls modèles masculins, dénotant une soumission qui est un état de fait, il l'a transformée en loi universelle, faute d'interroger ses déterminations historiques.

Cette critique décisive des théories freudiennes, développée dans *Speculum, de l'autre femme* (1), est présentée cette fois d'une manière plus accessible à un large public. Et étendue aux textes de Jacques Lacan. Luce Irigaray lui consacre, à propos de son séminaire sur la sexualité féminine, un texte rigoureux et ironique. Non pour retourner à des positions antérieures à l'apport freudien et lacanien, ni pour s'opposer globalement à la psychanalyse, mais pour en déployer de nouvelles implications. La pratique analytique notamment devrait être modifiée afin qu'y soit mise en jeu, sans hiérarchie, la différence des sexes.

Et la politique ? Là aussi, le geste va au fondamental : « La loi qui ordonne notre société, c'est la valorisation exclusive des besoins-désirs des hommes, et des échanges entre eux. » Les anthropologues nous l'ont enseigné : la circulation des femmes, des biens, des signes, a lieu entre les seuls hommes. Or cette exploitation spécifique du corps des femmes, qui sous-tend l'ordre social, n'est prise en compte par aucun parti institué, ni mentionnée dans aucun « programme ». Relisant Marx d'une manière surprenante, Luce Irigaray découvre que son analyse du statut des marchandises dans l'économie capitaliste correspondrait à

(1) Ed. de Minuit, 1974. Voir « Le Monde des livres » du 1<sup>er</sup> novembre 1974.



★ Copyright TIM.

celui des femmes dans nos sociétés. Les femmes-marchandises seraient donc fabriquées, appropriées, marquées, échangées, otisées par les hommes producteurs-consommateurs.

## La joie des corps retrouvés

N'y a-t-il pas d'issue ? Réduites au silence, livrées aux « extases » de la pornographie, ces marchandises resteraient-elles toujours des objets passifs ? Non. A côté de la critique, « ce livre qui n'en est pas un » met en acte l'affirmation, la joie du corps retrouvé des femmes. Commencement à échapper à tous les enfermements, pour se rencontrer, respirer, rire, vivre entre elles. Pour inventer leurs langages « fluides », et pratiquer déjà une autre socialité, rendue possible par l'amour entre femmes. Amour subversif, parce qu'il déconcentre la rivalité organisée par le « marché » social : « Ne nous faisons jamais la loi, la morale. La guerre. N'ayons pas raison. Pas de droit pour le me critiquer. Si tu le juge,

notre existence s'arrête. Et ce que j'aime en toi, en moi, en nous n'a plus lieu. »

Pas question, on l'aura compris, de « prendre » le pouvoir au profit de renverser les rôles actuels — ce qui reviendrait finalement au même. Ni de faire totalement sécession. Créer plutôt une autre culture. Mais que les femmes, ainsi, ouvrent leur espace d'implication pas forcément que celui des hommes soit détruit — sauf dans ses prétentions à l'universalité et à la déduction de tous les monopoles. Bref, la « guerre des sexes » n'aura pas lieu — parce qu'elle a déjà eu lieu, dans l'assujettissement des femmes, avec, depuis toujours, les mêmes vainqueurs et les mêmes vaincus. C'est de là qu'il faut sortir.

Et ce livre dit peut-être une nouvelle aurore, qui annoncerait pour les femmes ce que fut le « miracle grec » pour l'univers des hommes. Une culture où, enfin, soufflerait le bonheur pour toutes celles par qui, aujourd'hui encore, le scandale arrive.

ROGER-POL DROIT.

★ CE SEXE QUI N'EN EST PAS UN, de Luce Irigaray. Ed. de Minuit, coll. « Critique », 224 p., 30 F.

## romans

### La vie d'une femme tambour battant

● **A mi-chemin de Summerhill et de Gurdjieff, l'histoire d'une institution, tenue par une femme étonnante, qui a la saveur insolite de « Vous ne l'emporterez pas avec vous ».**

VINGT ans en 1936, Jeanne a brisé sa jeunesse aux feux de la guerre. En Espagne d'abord, en France ensuite, elle tente de vivre envers et contre tout. Au seuil de la vieillesse, elle dresse le bilan. Fut-elle heureuse ? Un peu d'amour, beaucoup de peine, une immense courage, c'est peut-être cela le bonheur. Une femme nous parle. Comme c'est un homme qui tient la plume et qui relate la narration, combattant ses trous de mémoire, comme ce témoin exerce le métier de grand reporter au *Journal du dimanche*, les confi-

dences qu'il nous rapporte sonnent dur et net. A d'autres les états d'âme ! Mme Jeanne nous livre les faits. A commencer par son mariage du feu, en Espagne où, sage étudiante, elle a suivi l'aventurier de son cœur. Trousseur de Japon, tête brûlée, il fera le pire des maris. Et puis après ? Elle a choisi la passion, débotes compris, elle est de taille à se défendre. Sa mère lui a légué un entêtement optimiste qui relève tous les défis. Quand, au lendemain de la guerre, elle se retrouvera seule, elle se dotera d'une raison d'être en créant dans la banlieue de Paris un collège pour adolescentes perturbées. A l'image de sa directrice, l'institution brave les difficultés, ignore l'impossible, impose à chacun sa générosité, sa fantaisie. Dans ce royaume en marge du monde, le fils de Mme Jeanne s'épanouit. Quelle éducation pour l'enfant du désordre que la haute voltige quotidienne ! Entre les drames et les farces, les lubies des uns, les lodyles des autres, il apprend à vivre à la légère, à savourer l'instant qui passe sous les marronniers en fleurs.

Et sans doute est-ce lui, l'enfant, le véritable auteur de ce livre à deux voix, dont la fraîcheur, parfois la crudité, se tempèrent de nostalgie. Mêlant ses souvenirs à ceux de sa mère, rassemblant au hasard toutes les pièces du puzzle, il nous offre, confondus, les portraits d'une femme et d'une époque, la première éclairant la seconde de son rayonnement. Libérée avant la lettre, Mme Jeanne s'avance, les yeux fixés sur son étoile. Dans son sillage se pressent les chiens perdus et les canards botteurs. Saluons-la, elle a bien mérité de sortir de l'oubli pour entrer dans la légende des héroïnes de roman.

GABRIELLE ROLIN.

★ MADAME JEANNE, d'Alain Buhler, Grasset, 316 p., 39 F.

## poésie

### La rage de l'absolu

CLAUDE DE BURINE vient de se voir attribuer le prix Max-Jacob pour un recueil, *Le Passer*, qui est bien dans sa manière déjà sensible dans *l'Allumeur de réverbères* et, surtout, dans *Hanches*, parus successivement en 1963 et 1968. Ici comme là, se déploie une féminité qui ose avouer ses hantises, ses caprices, ses élans. Par-delà ces confidences, une sorte de métaphysique s'installe dans les poèmes, la rage du corps faisant place à la rage de l'absolu.

Plus drit, plus grave, plus dépourvue que les livres précédents, *Le Passer* accède aussi à une plus grande sérénité, dans sa tonalité maîtrisée. Acceptant le poids de la féminité, Claude de Burine sait regarder les arbres et les rivières : elle y trouve d'étranges correspondances avec la condition humaine, et comme une austerité nouvelle.

Les tempes argentées des mâleons... Et puis un jour, dans le froid hostile des rues, sous le carrosse odorant des bêtes, il n'y eut rien, seul le chuchotement anonyme des arbres, le prénom de chaque mot. Elle avait dit : lavande, armoire, comme ils disent : chéne, muraille, hanches, sans trop y croire. Elle avait dit : l'envie l'envie d'une jouissance sur ton visage, l'en suite jalouse ; c'est alors que tout arrive, de loin, comme toujours avec lui, d'un midi privilégié et prudent de terrains pendant les fêtes incroyables du glire. Ils furent là, avec des yeux d'algues-marines sous l'égile sombre des cheveux. ALAIN BOSQUET.

★ LE PASSER, de Claude de Burine. Ed. Saint-Germain-des-Près, 128 p., 30 F.



## Michel Déon

### LES VINGT ANS DU JEUNE HOMME VERT

roman

GALLIMARD



cette semaine  
ACTIONS THEMATIQUES  
PROGRAMMEES/Sc. hum.  
LA REFORME DE L'ENSEIGNEMENT  
DU FRANCAIS  
A L'ECOLE ELEMENTAIRE  
Responsable : V. Lantier-Jamati  
• Préparation des nouvelles  
prescriptions pédagogiques  
• Rapport entre l'école et l'opinion  
publique par les mass media  
• Difficulté de la diffusion des  
méthodes auprès des enseignants.  
21 x 29,7, 104 p., broché  
ISBN 2-222-02073-5 23 F

catalogue CG gratuit sur demande  
**Editions du CNRS**  
15 rue du Prince-Eugène, 75001 Paris  
Tel. 01.42.32.55 - 01.42.32.56 Fax

English and American books  
des milliers de livres de poche étrangers  
**NOUVEAU QUARTIER LATIN**  
78, boulevard Saint-Michel (69) — 326-42-70

### Savez-vous que Camino peut vous offrir les Bahamas pour 2450F ?

voire Agent de Voyages le suit, demandez-lui le programme complet Camino: des séjours, dans une sélection d'hôtels et d'îles, pour satisfaire tous les goûts, tous les budgets en toutes saisons.

Camino, 21, rue Alexandre Charpentier 75017 Paris.

tél. 755.77.90/380.55.58

(\*) comprenant transport Paris/Bahamas et retour, hôtel 1 semaine et transferts.

(et même 2290F à partir du 1<sup>er</sup> mai 77)



Cette année

78 rue de Longchamp  
PARIS 16  
553.18.40

## Manuèle Peyrol

### Journal d'une mère indigne

Plaidoyer subversif pour le devoir de bonheur

ROMAN JULLIARD



## Cette douceur qui serre la gorge, par Bertrand Poirot-Delpech

(Suite de la page 15.)

C'EST à se demander s'il ne cultivait pas cette frayeur et s'il n'a pas entretenu depuis lors une certaine tristesse pour mieux retrouver ce que ses premiers émois d'avant la nature avaient de consolateur. Les bois qui entourent son village netel de Varennes, en Haute-Marne, lui laissent oublier son impression d'orphelin, sans doute trompeuse, que sa mère, bientôt remerciée, ne l'aimait pas. Avons-nous vécu ? complète ses nombreuses confidences là-dessus, par une emorce de nouvelle poignante, la fugue d'un gamin mal aimé, qui confirme que si Arland n'a pas tout dit de sa vie, il n'en a, grâce à la fiction, rien caché. C'est parce qu'il n'était pas né pour la douceur que la douceur des arbres, jusqu'à la fin de ses jours, lui serrera la gorge !

La singularité humaine et littéraire de cette émotion vient de ce que, tout en se rattachant à un souvenir précis, elle n'est pas plus vive sur les lieux où elle est apparue. Un hêtre de Barblizon, des bouleaux du Loiret, des épicéas du Morbihan ou d'autres arbres jamaïs vus auparavant l'éveillent en lui le même houle de sensations que les chênes familiers de Varennes. Contrairement à Mauriac et tant d'autres nostalgiques de l'enfance, Arland est même le pèlerin d'un souvenir inégalé et ineffable qu'un croyant eût dit toute forêt tient lieu d'oretoire.

Encore faut-il — tant il n'y a pas de mystique sans manie — que la configuration de l'église naturelle porte à la prière, ou plutôt son éclairage. La lumière joue le rôle essentiel des rocares dans les cathédrales. De préférence, elle doit venir d'un point mal décelable, comme les sources auxquelles écouvent elle s'apparente ou fait penser. Sa couleur compte moins que celle dont elle teinte les feuilles et les fûts.

NOCES de la page et de la colonne, harmonie de l'horizontal et du vertical, mère et père enfin conjoints : les chasseurs de symboles freudiens ou bechelediens auraient sûrement beaucoup à glaner dans ces sous-bois ! L'auteur leur facilite la tâche en répétant que toute son enfance s'y réceptait. Mais il resterait à expliquer l'immense accord qui s'ensuit avec le monde et soi, la vaste paix pathétique qu'Arland, parce qu'il prête toujours l'expression atténuée et assourdie des choses, appelle prudemment le « grâce », et à laquelle il se dit timidement « poreux ».

Nervures des feuilles, soirs qui tombent, terre, ciel, années parcourues, amours balbutiées, bonheurs, malheurs : chaque chose devient lumineusement présente, prend sa juste distance, se vautre exacte, par rapport à un tout insaisissable mais dont l'existence pressentie réconcilie et apaise. A l'inverse de son

### ● Avons-nous vécu ? de Marcel Arland

ami Supervielle, que des émotions campearables laissent « plus déchiré que triomphant », Arland ne peut se désoler longtemps sans que naisse en lui un certain « ravissement de la détresse ». Un bouleau écorché de soleil vaut pour lui toutes les gloires et tous les rayonnements. Le soir le pacifique comme une rumeur de bénédiction, les matins creux de l'île de Ré jettent dans son cœur des intuitions d'éternité...

Est-ce à dire qu'un Dieu gouverne ces sortes d'illumineations endolories, cette « mélancolie surmontée » dont parle Chardonne ? L'ancien tagueur de Varennes ne l'exclut pas. Après avoir fait seulement le part de l'« éternel tourment des hommes », il semble espérer qu'à force de s'ouvrir au monde,

le monde à son tour livrera son secret. L'absolu rède quelque part au-delà de la lumière, ou dans sa transparence même.

Dans une espèce de prière qui clôt Avons-nous vécu ? l'auteur offre à la « grâce de l'heure », litote tout « arlandienne » pour désigner sa divinité, le mal inépuisable dont il a tiré le pire et le meilleur de son existence, et implore que cet effroi ne soit pas rejeté à la boue, qu'il soit accueilli, ne fût-ce qu'un instant, dans la « lumière du monde ». Supplique virgilienne, finalement, plus que pascalienne, et on ne s'étonne pas qu'à l'hôpital où il a cru perdre le droit au jour, il ait préféré l'Enfer aux Pensées.

Tant d'attention au mystère de notre condition pourrait faire croire que l'auteur se désintéresse d'autrui. Il n'en est rien. Au hasard de ses randonnées, en Auvergne notamment, nous croisons des personnages pittoresques ou impénétrables, comme son art de la nouvelle sait si bien les suggérer d'un trait. A l'occasion d'une visite à Chenonceaux, on retrouve tout à coup, à vie, sa vieille solidarité de fille de pœuvre avec les humbles de tous les temps.

A CONDITION de le lire comme il écrit, c'est-à-dire avec le culte, que Paulhan et lui ont si ponctuellement célébré à la N.R.F., pour la prose dégraisée, pour le mot chargé de neuf à force d'économie.

Et ce culte, Arland est trop modeste pour l'indiquer, n'est pas sans rapport avec celui qu'il a rendu toute sa vie au client de la création. Comme le paysage, la prose doit trouver un point d'équilibre neturel entre les contraintes qui le déchirent. Le texte est là pour capter l'« essence » des choses et de nos jours comme les branches figurent l'esprit de la lumière qui les traverse. Par-delà toute rhétorique, il s'agit de faire vibrer le verbe comme l'herbe dans l'air tremblant de l'été. Ecrire « à voix nue », dit-il, et tant pis si c'est dans le désert, pourvu que passe l'émotion d'enfance d'où tout est venu, la fameuse douceur qui serre la gorge.

## LE MONDE PRÉHISTORIQUE

Barry COX

« LE MONDE PRÉHISTORIQUE » raconte la plus fantastique des histoires de science-fiction : l'aventure extraordinaire de la vie sur notre globe et de sa lente évolution.

Un bond de quelques milliards d'années en arrière nous ramène à l'âge le plus reculé de la Terre, à une période où la croûte de la planète se raffermait, l'atmosphère la recouvrait peu à peu de son manteau protecteur. A mesure que les roches se refroidissent, progressivement apparaissent les océans. Dès lors, la Terre est mûre pour la vie et l'évolution peut commencer.

Mis en lumière sous tous ses aspects par des spécialistes aux compétences scientifiques universellement reconnues, l'âge de plus de 500 illustrations couleurs et noir et blanc, ce processus est décrit pas à pas. Aucun champ de quelque importance n'échappe à leur attention, depuis la formation et la découverte des fossiles jusqu'aux grandes bouleversements climatiques qui marquent l'histoire de la Terre, en passant par la dérive des continents.

« LE MONDE PRÉHISTORIQUE » nous permet d'appréhender un peu mieux, non seulement l'histoire de la Terre mais aussi celle du processus du cycle de la vie dont l'homme est lui-même un maillon.

Éditions SOLAR

55 F.T.T.C.

## ROBERT L'AFFONT

Le chef-d'œuvre de

DINO BUZZATI

Le désert  
des Tartares

## souvenirs

### Un autre Mauriac

(Suite de la page 15.)

Mais il a traversé 1938 et Munich, 1939 sans autres grands cris. Ce n'est pas davantage une politique mais un patriotisme moraliste qui, en juin 1940, « de dévouement de la bassesse de ces Français qu'a comblés la victoire de Hitler » et qui « à la France préfèrent leur passion ». Car Pétain reste admiré et aura sa photo au mur de ce jeune homme de vingt-six ans, « malgré les crimes de son gouvernement ».

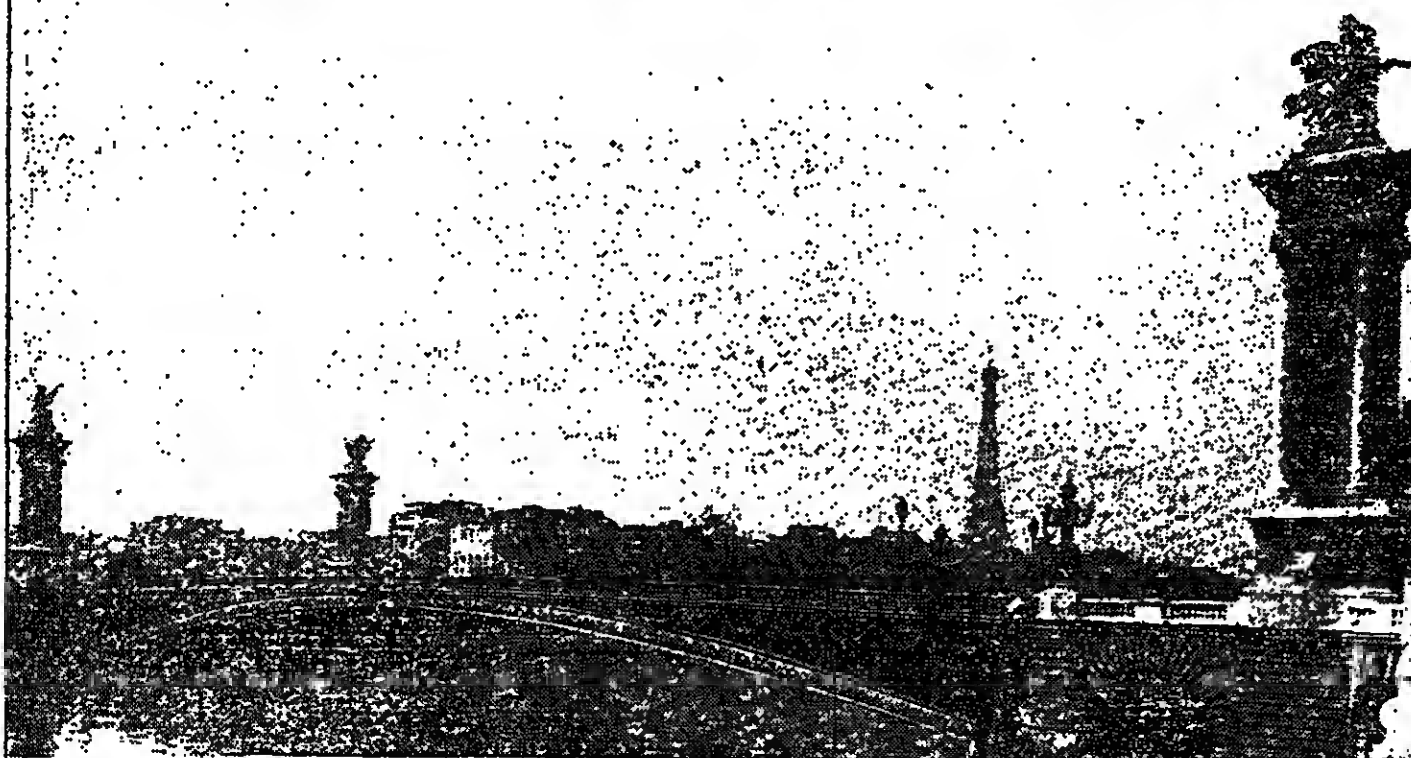
C'est seulement par un extrait du journal de 1974 qu'on apprend que la photo fut finalement retirée « cinq jours après, le sinit des juifs ayant été enlevée ».

L'enfant — il est resté tel — s'ennuie et se plaint sans complaisance : « Aller d'une table à une autre, parler d'une table à une autre, être aussi léger que superfluité : une de mes faiblesses les plus aimées ». En 1944, le vaillant encore malheureux et incertain. Surtout incertain. Il entrevoit « le visage blafard du pauvre Brasillach », qu'il a pourtant haï en 1937 pour un article qui maltraitait le père.

Il a trente ans. De Gaulle n'est plus loin, ni Malraux. Pourtant, dans le Paris d'août et des barricades, Claude Mauriac ne sera qu'un « bourgeois de Paris » qui verra, lui, le Gharroche, ailleurs une image de 1930, partout les sites de l'histoire en tranches. Alors il cite Chamfort, Louis-Sébastien Mercier, Retz, Manon Roland, qui

JEAN-MARC THÉOLLEIRE.

## LA RIVE GAUCHE A L'HONNEUR



### La rue St Dominique ou le charme discret de la Bourgeoisie.

Deux fois, la rue St Dominique a été le théâtre de la vie parisienne. Elle a été le lieu de la vie parisienne.

De part et d'autre de l'alignement des immeubles, la rue St Dominique collectionne avec élégance les entrées d'appartements, les porches sur porches, les balcons en sautoir.

Plus de l'avenue Bascourt, une nouvelle rive gauche s'est créée, harmonieuse et dans la partie la plus vivante de la rue St Dominique.

### L'architecture intégrée ou un certain classicisme de bon aloi

A la fois lumineuse et discrète, habillée de pierre et de bronze, la façade rappelle les immeubles cossus du début du siècle.

L'architecture est moderne mais sans ostentation. Elle s'intègre avec élégance dans le cadre environnant.

### 35 plans exceptionnels.

Suivant leur orientation, les appartements bénéficient du soleil, du calme, d'une vue très dégagée sur rue ou sur jardins. Certains ont un balcon, d'autres une vaste terrasse. Certains sont en duplex, d'autres sur un même niveau mais ultra-spacieux. Certains enfin s'ouvrent de plain pied sur un jardin privatif.

### Le confort : le luxe de notre époque.

Un parquet de chêne massif en point de Hongrie habille les étages des grands appartements. Une épaisse moquette de laine aux tons raffinés décore toutes les chambres.

Le noyer, l'acajou, le chêne ou le frêne des robes, les entrées aux dessus enduits des salles de bains, constituent un remarquable point de départ pour une décoration personnalisée.

### Les Ambassades Saint Dominique 96-98 Rue St Dominique Paris 7<sup>e</sup>

Bureau de vente ouvert sur place tous les jours (sauf dimanche et lundi) de 14 h à 19 h, ou sur rendez-vous. Tél. 705.69.11

### Pour les amateurs de très grand prestige. Exclusivement.

L'abonnement

Appeler moi (M. ou Mlle) au ... de ... à ...

Je joins ma carte de visite et des recevoir votre documentation.

Je désire des renseignements complémentaires sur votre réalisation.

Joignez votre paiement à ce bulletin, ou bien à découper et votre carte de visite à SOFAP - Service Commercial, 15, rue Munro 75008 Paris - Tél. 766.51.03.

En vente chez votre marchand.

## Les croquis de Robert de Saint-Jean

● Pour fins causeurs, s'il en reste.

Il y a de tout dans ce Journal. Des commentaires principalement, à propos d'un film, d'une « télévision », de l'Eglise actuelle et des vertus du latin, d'une lecture, de la pornographie, de notre frénésie de vitesse, etc., ce qui faisait une conversation de salon quand il y avait encore des salons, des fins causeurs et des gens sachant écouter.

Les temps courent, la plume aussi. Que trace-t-elle encore ? En deux ou trois pages, le joli (ou tragique) roman de personnages piégés dans la mémoire ; un portrait de chat, d'oiseau, de chien ; le dessin doux-amer d'une enfance délabrée par un divorce ; de prestes croquis : Cockeau, la princesse Bibesco ou André Malraux, dans « les matras, surtout, étonnant dans leurs battements d'aile devant la bouche, et cette brusque façon de saisir les bagoues entre le pouce et l'index pour les pétrir comme de la glaise ». L'ensemble est bien venu, délicat, pas très substantiel, mais ne prétendant pas non plus à l'être.

Les admirateurs de Julien Green trouveront là de nombreuses notes consacrées à l'auteur de *Mont-Cinère* par l'un de ses intimes, qui parachève le

Julien Green par lui-même publié au Seuil en 1967, et alors remarqué.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

★ MOINS CINQ JOURNAL DES TEMPS QUI COURENT, de Robert de Saint-Jean. Grasset, 316 p., 42 F.

**LA PENSÉE UNIVERSELLE**  
NOUVEAU L'ÉDITEUR  
PARIS - RIVE GAUCHE  
RECHERCHE D'URGENCE  
POUR  
CRÉATION ET LANCEMENT DE  
NOUVELLES  
COLLECTIONS  
MANUSCRITS MÉDITS DE ROMANS  
POÉSIE, ESSAIS, THÉÂTRE, LES  
OUVRAGES RETENUS FEROENT L'OBJET D'UN LANCEMENT PAR PRESSE  
RADIO ET TÉLÉVISION. CONDITIONS  
ÉDITION FIXES PAR CONTRAT  
NOTRE CONTRAT MARQUÉ EST  
DÉFINI PAR L'ARTICLE 48 DE LA  
LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA  
PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.  
ADRESSEZ MANUSCRITS À :  
M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
LA PENSÉE UNIVERSELLE  
36, QUAI AUX FLEURS 75004 PARIS  
Tél. 325.85.14

مكتبة الامم







## Reportage

## De La Nouvelle-Orléans à La Fayette

## « LOUISIANE », UN ROMAN QUI MÈNE LOIN

Quatre jours en Louisiane, où les Cajuns réapprennent le français, sur les traces de Virginie, cette héroïne des anciennes plantations dont Maurice Denzère vient de raconter l'histoire.

Visiter un pays dont un livre, auparavant, vous aura fait rêver expose à des déboires. La Nouvelle-Orléans, où se déroule une bonne part du roman, car les planteurs se rendaient fréquemment dans une métropole aussi active au dix-neuvième siècle que maintenant où elle s'affiche fièrement comme le deuxième port des États-Unis, ne cause aucune déception. Son ancien quartier, le Vieux-Carré, est parfaitement préservé. Les rues s'appellent rue Royale, de Chartres, d'Orléans, Saint-Louis, notes discordantes dans une ville aujourd'hui complètement anglophone et dans un décor qui, éclatant de couleurs derrière les ferronneries des balcons, évoque plus l'Espagne que la France. L'exploitation touristique ne gâte même pas cet ensemble unique. Elle lui garde la vie joyeuse, animée, détendue d'autrefois et les accords du jazz continuent à déchirer les nuits.

Il n'en est pas de même du Mississippi et de ses rives qui n'en sont plus, devenues quais jalonnés de pontons — fort loin en amont et en aval de la ville — où les plus gros cargos du monde attendent leurs cargaisons. Non plus de balles de coton ou de bois d'ébène mais de pétrole et de produits pétrochimiques. La civilisation industrielle s'est emparée du fleuve. Quelques bateaux à rous sont maintenus en vain pour le tourisme. En vain, car rien de ce qu'on voit de leurs ponts et de leurs passerelles ne ressuscite feu le Méchacocé.

## Une singulière pirouette

Il faut fuir ailleurs et par une autre voie, par l'immense autoroute qui joint la Georgie à la Californie, pour découvrir les étranges paysages de la Louisiane. Terre amphibie que l'autoroute franchit sur pilotis et qui semble siffler entre deux océans, tant celui d'en haut se reflète dans les eaux calmes des marais et des bayous, ces rivières au cours incertain. Une Camargue couverte non de roseaux mais d'arbres qui poussent souvent les pieds dans l'eau. La platitude absolue donne une impression d'infini.

Dès que les sols émergent, ils se couvrent de champs de canne à sucre, de rizières, de prairies où paissent les bovins. Du coton, l'ancien roi du pays, nulle trace, ni moins dans cette région. Ça et là, de bizarres chevaux mécaniques, comme en dessinait Picasso, pompent l'eau sous la terre ou poussent l'air blanc : les

puits privés des paysans qui ont trouvé un trésor dans leur champ. Ou bien, dépassant des bois, jaillissent les têtes géométriques des derricks. Éparses, elles défilent moins le paysage que les énormes complexes industriels qui hérissent de leurs milliers d'antennes les faubourgs aérés et les berges de Baton-Rouge jusqu'où remontent les cargos.

La découverte du pétrole au début de ce siècle a fait faire à ce pays une singulière culbute : de l'agriculture dans l'industrie, de la pauvreté dans la richesse. Les villes croissent comme des champignons. Et c'est à l'heure de cette fiévreuse expansion que soudain la Louisiane fouille son passé pour trouver ses racines, transforme en musées les demeures des anciennes plantations, se souvient du français qu'elle a parlé jadis.

## La revanche des Cajuns

Il faut être dans la « paroisse » de La Fayette pour croire seulement possible la reviviscence de notre langue sur la terre américaine. Cette ville moyenne de soixante-quinze mille habitants est au cœur de la région qu'on appelle l'Acadie (Acadiana), du nom de ces Français du Canada qui, chassés par les Anglais, aboutirent en Louisiane entre 1755 et 1765, lors du « Grand Dérangement ». Leurs descendants, les « Cajuns », d'une déformation d'Acadien, sont plus nombreux que les Créoles venus directement de France au dix-huitième siècle (huit cent mille contre deux cent mille, estime-t-on) : mais ces derniers sont pourvus de vastes domaines, ou fixés à La Nouvelle-Orléans qu'ils avaient fondée, avaient formé l'aristocratie des planteurs. Les Cajuns, chasseurs, pêcheurs, trappeurs, paysans, eux, étaient pauvres. Parce qu'ils vivaient repliés sur eux-mêmes, ils ont gardé, peut-être mieux que les autres, leur parler, leurs traditions, leurs chansons, leur musique, leur cuisine. Le mouvement qui tente aujourd'hui de restaurer le français est en tout cas parti de leur sein.

On parle français, c'est vrai, à La Fayette et dans les villages alentour, avec un bon accent de terroir canadien, des expressions populaires qui sortent souvent de fort jolies bouches comme « astheure ». On vous recommande : « lèche pas la patate » pour vous dire de tenir bon. On compte en plâtres autant qu'en dollars. Le tutoiement est de rigueur dès qu'on vous aborde dans la rue pour échanger quelques mots. On vous convie à des « fais dodo », survivances des réunions d'autrefois qui se passaient dans les granges : pendant que les parents festoyaient, dansaient et discoulaient dans leur vieux français, on couchait les enfants dans la paille en leur intimant de « fais dodo ».

Au cours d'un « fais dodo » organisé en l'honneur de notre groupe, vingt-trois habitants de Pont-Breaux et de La Fayette ont pris la parole en français. Des hommes d'environ quarante et cinquante ans, qui maniaient encore notre langue avec aisance.

en la faisant chanter joyeusement. Ils disaient tous la même chose : ils avaient, eux, parlé le français avant l'anglais dans leurs familles jusqu'à leur entrée à l'école, ne sachant de ce fait ni le lire ni l'écrire : leur grand-mère ne parlait que le français ; leurs enfants l'ignoraient ou même le rejetaient ; leurs petits-enfants aujourd'hui le réapprennent en classe.

## Soyez à la mode : parlez français

Le tournant a été pris en 1968 sous l'impulsion d'un avocat de La Fayette, James Domengaux. Dès qu'ils débarquent en Louisiane, les Français entendent parler de lui. Et c'est encore de lui qu'ils s'entretenaient quand ils s'envelopent. Vif, malin, râblé, ce sexagénaire jure qu'en cinquante ans le français peut devenir à travers tous les États-Unis la seconde langue principale, ce qu'il est déjà en Louisiane et reconnu officiellement comme tel. Il conviendrait le diable de la validité d'une cause qu'on juge un peu perdue, tant qu'on ne l'a pas rencontré. « Cette restauration est peut-être un luxe, dit-il, mais ici tout le monde est d'accord même ceux qui ne sont pas d'ascendance française. L'aspiration est culturelle, non politique. Le bilinguisme est une richesse qu'il ne faut pas laisser perdre. Autrefois les Cajuns se sentaient déclassés, parce qu'ils parlaient français. La tendance est maintenant renversée. »

À la tête du Conseil pour le développement du français en Louisiane, le très officiel Codofil, qu'il a créé en 1968 (et ce sont, dit-il, deux Canadiens qui m'en ont donné l'idée) et qui est largement subventionné par les finances de l'État, James Domengaux fait venir dans les écoles élémentaires des trente-six paroisses où le quart de la population s'est déclaré favorable au bilinguisme, de jeunes instituteurs francophones, en attendant que les Louisianais puissent fournir tous leurs maîtres. Les contrats sont annuels, une fois renouvelables. On compte cette année cent vingt-deux Français, quatre-vingt-quinze Belges, trente-huit Québécois, sept Suisses et même un Vietnamiens. La radio, la télévision, ont quelques émissions en français qu'on voudrait développer avec l'assistance étrangère. Des échanges d'étudiants, des voyages, sont organisés. Des slogans sont placardés sur les murs : « Soyez fiers de parler français », « Soyez à la mode, parlez français », « L'homme qui parle deux langues vaut deux hommes ».

## Images en noir et blanc

A Saint-Martinville, charmant village sur les bords du Bayou-Tech, où 60 % des habitants parlent français, dont le maire, malgré son nom anglais, Earl Willis, une jeune institutrice de Lille fait jouer et chanter une vingtaine d'enfants blancs et

noirs. Ils répètent parfaitement : « Où est la robe de la poupée ? Elle est sur la chaise. » La maîtresse rayonne. Non, elle ne souffre pas de l'ext, elle a des amis partout. Sur la place, le long de l'eau, vieille, séculaire, géant, le chêne d'Évangéline, douce et triste héroïne du « Grand Dérangement ».

La même harmonie ne règne pas partout entre le Codofil et ses enseignants. Les clauses du contrat stipulent que l'enseignant s'engage à « respecter les lois, coutumes, traditions de l'État, ainsi que les opinions politiques et religieuses de la paroisse d'affectation ». On ne voit pas d'abord où peut conduire cette recommandation qui semble aller de soi. Une Belge, Mme Hilda Tengels, l'a appris à ses dépens. Elle nous a fait savoir que son contrat, après deux mutations de poste demandées et obtenues par les directeurs des écoles où elle enseignait, avait été résilié par M. Domengaux, qui l'avait priée de quitter les États-Unis dans les quinze jours : elle allait épouser un Noir, Mme Hilda Tengels reconnaît. Il est vrai, qu'elle était décidée, en partant en Amérique, à glaner des informations sur le racisme. Elle estime en avoir eu plus qu'elle ne souhaitait.



\* La plantation Parlange à Pointe-Coupée.

## RETOUR A VIRGINIE

TANT d'aperçus rapides et contrastés sur cette Amérique acadienne avaient estompé l'image de Virginie, l'héroïne de *Louisiane*. Celle-ci reparut le dernier après-midi dans la gloire un peu fanée de sa plantation.

Un autre monde : les Créoles. Un autre destin : celui des choses qui déclinent. Un autre temps : comme arrêté. La superbe allée de chênes verts, festonnée de mousses espagnoles, où commencent et s'achèvent tant d'événements du roman, conduit bien à la blanche, splendide et simple maison avec ses deux colonnades superposées. Le parc est à l'abandon. Où entre-t-on ? Dans la magie d'un livre où dans une vie réelle ?

Pour un peu, on prendrait Mme de Parlange, qui règne, petite, frêle et distinguée, septuagénnaire, sur la maison, sur son fils, sa belle-fille et ses trois petits-enfants, pour Virginie elle-même. Mais non ! La vraie est là, dans l'éclat de ses trente ans et de ses angéliques blondes, sur le tableau, peint à Paris par Dubuffé sous le Second Empire. Trop grand, trop lourd pour être accroché au mur, il accroît l'embarras du salon aux tentures passées.

Et Mme de Parlange, qui est encore une fois, à cause de son âge, la seule de la famille à bien parler le français, se raconte. Née à La Nouvelle-Orléans, où elle épousa le petit-fils de Virginie, voici près de soixante ans qu'elle est arrivée sur la plantation, qui a perdu les quatre cinquièmes de ses terres, renoncés au coton et qui gratte son sol désespérément à la recherche du pétrole. « Quand je suis venue ici, dit-elle, tout était noir. Puis les nègres sont partis vers la Californie pour ne plus travailler la terre. Je dois aujourd'hui employer un Blanc comme jardinier. »

Elle raconte aussi l'autre, cette « femme extravagante » qui a vécu le temps des splendeurs de la plantation. On la sent fascinée. « Il y avait tant d'écornes, tant d'argent. Virginie se rendait tous les hivers en France. Elle n'avait peur de rien. Pendant la guerre de Sécession, elle a sauté le domaine parce qu'elle n'a jamais voulu le quitter. Elle a hébergé successivement le chef des armées nordistes et le général des Confédérés. »

## Une femme un domaine, un pays

Nous savons l'histoire. Maurice Denzère l'a écrite en élargissant un peu l'hospitalité de la dame. C'est vrai que grâce à lui nous connaissons Virginie aussi bien, sinon mieux, que Mme de Parlange.

Nous l'avons vue débarquer, un beau matin de mai 1830, sur le quai de La Nouvelle-Orléans, venant d'achever ses études à Paris chez les ursulines. L'intendant du domaine de Bagatelle, le beau Clarence Dandridge, mystérieuse et romantique figure, est allé ac-

cueillir l'orpheline sans fortune dont il suivra, à respectueuse distance, et pour cause, le destin. Il la ramène à son parrain, veuf, le riche marquis planteur, sur un Mississippi — celui qu'on ne voit plus — qui découvre tout juste la navigation à moteur. Ivres de leur puissance, les bateaux font la course. Et souvent ils explosent. Férus d'honneur et de galanterie, les jeunes aristocrates se battent en duel. Et ils se blessent ou se tuent. Virginie, l'intrépide, l'affranchie, sur la route même du retour, en assaute un, pour une fausse boucle de ses cheveux.

« Tout est vrai — ou presque — dans mon livre », nous dit Maurice Denzère. *Louisiane* retrace, en l'enjolivant à peine, la vie de Virginie. Qu'est-ce qui pousse cette jeune Américaine à se faire épouser par son parrain plutôt que par quelque jeune officier des plantations voisines ? Le goût de la réussite sociale ? Celui de la terre ? C'est une femme complexe qu'on dirait tantôt garce et tantôt libre et noble. Le marquis enterré, auquel elle n'a jamais songé qu'à plaire, elle se dégotte, à Paris, un colonel de la garde napoléonienne et le ramène à Bagatelle. Une nouvelle fois le mariage est heureux. Les épreuves surviennent de la mort des enfants du premier lit, tous sauf un, promis à un dramatique extinction.

De ces enfants on voit aussi le portrait dans le salon de Parlange. Ils ne portent pas le même nom, que dans le roman. Mais cette petite fille, la tête penchée sur son épaule, est bien cette Julie morte à quatorze ans, le soir de ses noces, ayant été livrée par sa mère, en dépit d'une « faiblesse du cœur », à un barbon. Autour de Bagatelle immobile, entre 1830 et 1861, les années passent et le monde change. On sent monter la guerre de Sécession. *Louisiane*, qui est loin de se fier au seul romanesque ouvre le dossier de l'esclavage. Il peint aussi, en signalant peut-être les détails à l'excès, l'apogée et le déclin d'une civilisation.

JACQUELINE PIATIER.

\* LOUISIANE, de Maurice Denzère. Edit. Jean-Claude Lattès, 376 pages, 49 F.

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

CRISE DU FÉODALISME  
Guy Bois

Importante contribution théorique à la réflexion marxiste sur la transition.

Claude Mazauric, L'Humanité.

Une des œuvres ou « thèses » d'histoire économique les plus puissantes qui aient été publiées depuis, disons, mai 1968.

Emmanuel Le Roy Ladurie, Le Monde.

27, rue St-Guilhaume - 75341 Paris Cedex 07 France

I.n. malcles  
manuel de bibliographie

3<sup>e</sup> édition revue et mise à jour par  
Andrée Lheritier  
conservateur à la bibliothèque nationale

400 pages

puf

135 F.

A Boulogne, au parc des Abondances,  
Prix « Beauté de Paris et de l'île de France 77 »  
D. Montaut et J.C. Cichowias, Architectes

terrasses et  
jardins d'agrément

La campagne à la ville dans un parc de 5500 m<sup>2</sup> :

quatre bâtiments entourés d'arbres,  
rectes ou courbes, disposant  
de vastes terrasses et de jardins d'agrément.  
Les privatisés, fermes et dénichés à la réservation.  
Appartement témoin

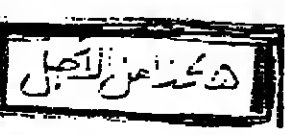
31 rue Anna Jacquin 92 Boulogne,  
ouvert tous les jours même dimanche (sauf mardi et mercredi) de 14 h 30 à 19 h 30.

Nos services étudieront avec vous tous les aspects de votre problème de financement.

753 82 10

PROMEX

65 RUE RENNEQUIN PARIS 17





# AUJOURD'HUI

## DÉFENSE

### Le général Henri Vaillant reçoit sa quatrième étoile

**Le général Maledan devient sous-chef d'état-major des armées**

Sur la proposition de M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 16 mars a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, le général de division Henri Vaillant.

(Le 21 octobre 1950 à Louvain-la-Neuve, le général Henri Vaillant est sorti de Saint-Cyr dans l'infanterie. Il sert au Maroc et en Indochine puis en Algérie. Commandant le 13<sup>e</sup> régiment d'infanterie motorisée en 1963, puis la 27<sup>e</sup> brigade alpine en 1970, il est depuis avril 1975 directeur du personnel militaire de l'armée de terre.)

Est nommé inspecteur général de la défense opérationnelle du territoire, le général de corps d'armée Jean Delisle.

(Le 2 décembre 1919, le général Delisle, qui a reçu sa quatrième étoile le 7 à un mois (« la Monde » du 13 mars 1977), était depuis avril 1975 sous-chef d'état-major des armées.)

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean Miot et André Mazarguil ; ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe André Tessier ; général de brigade, les colonels Maurice Canez, André Serre et Raymond Combeau.

Est nommé sous-chef d'état-major des armées, le général de brigade Georges Maledan.

Sont promus dans la deuxième section (réserve) général de brigade, les colonels Philippe de Chilly et Jean Lacaze.

● **Armement.** — Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Yves Caumont et Paul Bonnet ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Gérard Delyon et Jacques Baudet.

Sont nommés : directeur du Centre des hautes études de l'ar-

## MÉDECINE

### LAU-DELA DU RÉGIME

### Le traitement de l'obésité passe aussi par la bonne relation médecin-malade

Fabriquer une alimentation pour demain, très pauvre en calories, mettre au point des ersatz de sucre qui ne seront pas suspects de provoquer des troubles, de donner faim, de perturber les rythmes de la sécrétion, des tranquillisants qui fût dépourvus de l'énergie, rechercher l'hormone qui fait maigrir en ordonnant au tissu adipeux de se débarrasser d'une partie de ses graisses, conditionner socialement à être gros et heureux ou persuader, dès la prime enfance, que ce qui fait grossir est mauvais : il ne s'agit pas d'un chapitre du « Meilleur des mondes », d'Huxley, mais de quelques-unes des voies de recherches très sérieuses du programme américain de lutte contre l'obésité. Le professeur Marian Apfelbaum l'a présenté, avec humour, au colloque sur l'obésité, organisé le 14 mars par le professeur Guy-Grand, et lui-même, sous les auspices de la Société de nutrition et de diététique de langue française.

Aux crédits énormes accordés pour le développement de ces recherches, dont certaines peuvent paraître grotesques ou étonnantes pour reprendre l'expression du professeur Apfelbaum, il y a plusieurs raisons : les sociétés occidentales et les peuples surpris par les anomalies métaboliques (cholestérol, sucre) qui conduisent à des complications mortelles ou invalidantes.

Il faut savoir aussi que les résistances psychologiques ne sont pas moins nombreuses, que les sociétés modernes induisent des stress et des anxiétés contre lesquelles certains luttent par la prise de nourriture : que les régimes périodiques, arrêtés, repris, arrêtés, repris, conduisent à renforcer l'excès de poids ; qu'après un ou deux ans, les résultats d'un régime sont bien décevants puisque 15 % des personnes soumise à restriction maintiennent un poids inférieur de 10 kg au poids de départ ; que l'hospitalisation n'est pas une bonne solution pour la plupart des cas ; que les groupes de soutien obtiennent des résultats inférieurs aux mesures individuelles.

Pourquoi ne pas imaginer que le salut des obèses pourrait aussi venir de la plus facile des choses, de la chimie de l'avenir, du comportement, ou de toute autre méthode sophistiquée en préparation ?

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

Éditée par la S.A.R.L. le Monde. Gérante : Jacques Favet, directeur de la publication. Jacques Favet.

Imprimerie : J. L. de la Harpe, PARIS-12<sup>e</sup>.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 5747.

### Bulletin d'enneigement

Renseignements communiqués par le Comité des stations françaises de sports d'hiver et les offices nationaux étrangers de tourisme.

Le premier nombre indique l'épaisseur de la neige au bas des pistes ouvertes ; le deuxième l'épaisseur de la neige en haut des pistes ouvertes.

**ALPES DU NORD**  
16-20 : Bellesmeuse - Crêt - Voland, 10-140 ; Bourg-Saint-Maurice - Les Arcs, 100-200 ; Chamonix, 50-200 ; Châtel - Abondance, 15-110 ; Châtel - 2000, 10-200 ; Courmayeur, 10-200 ; Courchevel, 10-200 ; Courchevel - 1500, 10-200 ; Courchevel - 1850, 10-200 ; Courchevel - 2000, 10-200 ; Courchevel - 2500, 10-200 ; Courchevel - 3000, 10-200 ; Courchevel - 3500, 10-200 ; Courchevel - 4000, 10-200 ; Courchevel - 4500, 10-200 ; Courchevel - 5000, 10-200 ; Courchevel - 5500, 10-200 ; Courchevel - 6000, 10-200 ; Courchevel - 6500, 10-200 ; Courchevel - 7000, 10-200 ; Courchevel - 7500, 10-200 ; Courchevel - 8000, 10-200 ; Courchevel - 8500, 10-200 ; Courchevel - 9000, 10-200 ; Courchevel - 9500, 10-200 ; Courchevel - 10000, 10-200 ; Courchevel - 10500, 10-200 ; Courchevel - 11000, 10-200 ; Courchevel - 11500, 10-200 ; Courchevel - 12000, 10-200 ; Courchevel - 12500, 10-200 ; Courchevel - 13000, 10-200 ; Courchevel - 13500, 10-200 ; Courchevel - 14000, 10-200 ; Courchevel - 14500, 10-200 ; Courchevel - 15000, 10-200 ; Courchevel - 15500, 10-200 ; Courchevel - 16000, 10-200 ; Courchevel - 16500, 10-200 ; Courchevel - 17000, 10-200 ; Courchevel - 17500, 10-200 ; Courchevel - 18000, 10-200 ; Courchevel - 18500, 10-200 ; Courchevel - 19000, 10-200 ; Courchevel - 19500, 10-200 ; Courchevel - 20000, 10-200 ; Courchevel - 20500, 10-200 ; Courchevel - 21000, 10-200 ; Courchevel - 21500, 10-200 ; Courchevel - 22000, 10-200 ; Courchevel - 22500, 10-200 ; Courchevel - 23000, 10-200 ; Courchevel - 23500, 10-200 ; Courchevel - 24000, 10-200 ; Courchevel - 24500, 10-200 ; Courchevel - 25000, 10-200 ; Courchevel - 25500, 10-200 ; Courchevel - 26000, 10-200 ; Courchevel - 26500, 10-200 ; Courchevel - 27000, 10-200 ; Courchevel - 27500, 10-200 ; Courchevel - 28000, 10-200 ; Courchevel - 28500, 10-200 ; Courchevel - 29000, 10-200 ; Courchevel - 29500, 10-200 ; Courchevel - 30000, 10-200 ; Courchevel - 30500, 10-200 ; Courchevel - 31000, 10-200 ; Courchevel - 31500, 10-200 ; Courchevel - 32000, 10-200 ; Courchevel - 32500, 10-200 ; Courchevel - 33000, 10-200 ; Courchevel - 33500, 10-200 ; Courchevel - 34000, 10-200 ; Courchevel - 34500, 10-200 ; Courchevel - 35000, 10-200 ; Courchevel - 35500, 10-200 ; Courchevel - 36000, 10-200 ; Courchevel - 36500, 10-200 ; Courchevel - 37000, 10-200 ; Courchevel - 37500, 10-200 ; Courchevel - 38000, 10-200 ; Courchevel - 38500, 10-200 ; Courchevel - 39000, 10-200 ; Courchevel - 39500, 10-200 ; Courchevel - 40000, 10-200 ; Courchevel - 40500, 10-200 ; Courchevel - 41000, 10-200 ; Courchevel - 41500, 10-200 ; Courchevel - 42000, 10-200 ; Courchevel - 42500, 10-200 ; Courchevel - 43000, 10-200 ; Courchevel - 43500, 10-200 ; Courchevel - 44000, 10-200 ; Courchevel - 44500, 10-200 ; Courchevel - 45000, 10-200 ; Courchevel - 45500, 10-200 ; Courchevel - 46000, 10-200 ; Courchevel - 46500, 10-200 ; Courchevel - 47000, 10-200 ; Courchevel - 47500, 10-200 ; Courchevel - 48000, 10-200 ; Courchevel - 48500, 10-200 ; Courchevel - 49000, 10-200 ; Courchevel - 49500, 10-200 ; Courchevel - 50000, 10-200 ; Courchevel - 50500, 10-200 ; Courchevel - 51000, 10-200 ; Courchevel - 51500, 10-200 ; Courchevel - 52000, 10-200 ; Courchevel - 52500, 10-200 ; Courchevel - 53000, 10-200 ; Courchevel - 53500, 10-200 ; Courchevel - 54000, 10-200 ; Courchevel - 54500, 10-200 ; Courchevel - 55000, 10-200 ; Courchevel - 55500, 10-200 ; Courchevel - 56000, 10-200 ; Courchevel - 56500, 10-200 ; Courchevel - 57000, 10-200 ; Courchevel - 57500, 10-200 ; Courchevel - 58000, 10-200 ; Courchevel - 58500, 10-200 ; Courchevel - 59000, 10-200 ; Courchevel - 59500, 10-200 ; Courchevel - 60000, 10-200 ; Courchevel - 60500, 10-200 ; Courchevel - 61000, 10-200 ; Courchevel - 61500, 10-200 ; Courchevel - 62000, 10-200 ; Courchevel - 62500, 10-200 ; Courchevel - 63000, 10-200 ; Courchevel - 63500, 10-200 ; Courchevel - 64000, 10-200 ; Courchevel - 64500, 10-200 ; Courchevel - 65000, 10-200 ; Courchevel - 65500, 10-200 ; Courchevel - 66000, 10-200 ; Courchevel - 66500, 10-200 ; Courchevel - 67000, 10-200 ; Courchevel - 67500, 10-200 ; Courchevel - 68000, 10-200 ; Courchevel - 68500, 10-200 ; Courchevel - 69000, 10-200 ; Courchevel - 69500, 10-200 ; Courchevel - 70000, 10-200 ; Courchevel - 70500, 10-200 ; Courchevel - 71000, 10-200 ; Courchevel - 71500, 10-200 ; Courchevel - 72000, 10-200 ; Courchevel - 72500, 10-200 ; Courchevel - 73000, 10-200 ; Courchevel - 73500, 10-200 ; Courchevel - 74000, 10-200 ; Courchevel - 74500, 10-200 ; Courchevel - 75000, 10-200 ; Courchevel - 75500, 10-200 ; Courchevel - 76000, 10-200 ; Courchevel - 76500, 10-200 ; Courchevel - 77000, 10-200 ; Courchevel - 77500, 10-200 ; Courchevel - 78000, 10-200 ; Courchevel - 78500, 10-200 ; Courchevel - 79000, 10-200 ; Courchevel - 79500, 10-200 ; Courchevel - 80000, 10-200 ; Courchevel - 80500, 10-200 ; Courchevel - 81000, 10-200 ; Courchevel - 81500, 10-200 ; Courchevel - 82000, 10-200 ; Courchevel - 82500, 10-200 ; Courchevel - 83000, 10-200 ; Courchevel - 83500, 10-200 ; Courchevel - 84000, 10-200 ; Courchevel - 84500, 10-200 ; Courchevel - 85000, 10-200 ; Courchevel - 85500, 10-200 ; Courchevel - 86000, 10-200 ; Courchevel - 86500, 10-200 ; Courchevel - 87000, 10-200 ; Courchevel - 87500, 10-200 ; Courchevel - 88000, 10-200 ; Courchevel - 88500, 10-200 ; Courchevel - 89000, 10-200 ; Courchevel - 89500, 10-200 ; Courchevel - 90000, 10-200 ; Courchevel - 90500, 10-200 ; Courchevel - 91000, 10-200 ; Courchevel - 91500, 10-200 ; Courchevel - 92000, 10-200 ; Courchevel - 92500, 10-200 ; Courchevel - 93000, 10-200 ; Courchevel - 93500, 10-200 ; Courchevel - 94000, 10-200 ; Courchevel - 94500, 10-200 ; Courchevel - 95000, 10-200 ; Courchevel - 95500, 10-200 ; Courchevel - 96000, 10-200 ; Courchevel - 96500, 10-200 ; Courchevel - 97000, 10-200 ; Courchevel - 97500, 10-200 ; Courchevel - 98000, 10-200 ; Courchevel - 98500, 10-200 ; Courchevel - 99000, 10-200 ; Courchevel - 99500, 10-200 ; Courchevel - 100000, 10-200 ; Courchevel - 100500, 10-200 ; Courchevel - 101000, 10-200 ; Courchevel - 101500, 10-200 ; Courchevel - 102000, 10-200 ; Courchevel - 102500, 10-200 ; Courchevel - 103000, 10-200 ; Courchevel - 103500, 10-200 ; Courchevel - 104000, 10-200 ; Courchevel - 104500, 10-200 ; Courchevel - 105000, 10-200 ; Courchevel - 105500, 10-200 ; Courchevel - 106000, 10-200 ; Courchevel - 106500, 10-200 ; Courchevel - 107000, 10-200 ; Courchevel - 107500, 10-200 ; Courchevel - 108000, 10-200 ; Courchevel - 108500, 10-200 ; Courchevel - 109000, 10-200 ; Courchevel - 109500, 10-200 ; Courchevel - 110000, 10-200 ; Courchevel - 110500, 10-200 ; Courchevel - 111000, 10-200 ; Courchevel - 111500, 10-200 ; Courchevel - 112000, 10-200 ; Courchevel - 112500, 10-200 ; Courchevel - 113000, 10-200 ; Courchevel - 113500, 10-200 ; Courchevel - 114000, 10-200 ; Courchevel - 114500, 10-200 ; Courchevel - 115000, 10-200 ; Courchevel - 115500, 10-200 ; Courchevel - 116000, 10-200 ; Courchevel - 116500, 10-200 ; Courchevel - 117000, 10-200 ; Courchevel - 117500, 10-200 ; Courchevel - 118000, 10-200 ; Courchevel - 118500, 10-200 ; Courchevel - 119000, 10-200 ; Courchevel - 119500, 10-200 ; Courchevel - 120000, 10-200 ; Courchevel - 120500, 10-200 ; Courchevel - 121000, 10-200 ; Courchevel - 121500, 10-200 ; Courchevel - 122000, 10-200 ; Courchevel - 122500, 10-200 ; Courchevel - 123000, 10-200 ; Courchevel - 123500, 10-200 ; Courchevel - 124000, 10-200 ; Courchevel - 124500, 10-200 ; Courchevel - 125000, 10-200 ; Courchevel - 125500, 10-200 ; Courchevel - 126000, 10-200 ; Courchevel - 126500, 10-200 ; Courchevel - 127000, 10-200 ; Courchevel - 127500, 10-200 ; Courchevel - 128000, 10-200 ; Courchevel - 128500, 10-200 ; Courchevel - 129000, 10-200 ; Courchevel - 129500, 10-200 ; Courchevel - 130000, 10-200 ; Courchevel - 130500, 10-200 ; Courchevel - 131000, 10-200 ; Courchevel - 131500, 10-200 ; Courchevel - 132000, 10-200 ; Courchevel - 132500, 10-200 ; Courchevel - 133000, 10-200 ; Courchevel - 133500, 10-200 ; Courchevel - 134000, 10-200 ; Courchevel - 134500, 10-200 ; Courchevel - 135000, 10-200 ; Courchevel - 135500, 10-200 ; Courchevel - 136000, 10-200 ; Courchevel - 136500, 10-200 ; Courchevel - 137000, 10-200 ; Courchevel - 137500, 10-200 ; Courchevel - 138000, 10-200 ; Courchevel - 138500, 10-200 ; Courchevel - 139000, 10-200 ; Courchevel - 139500, 10-200 ; Courchevel - 140000, 10-200 ; Courchevel - 140500, 10-200 ; Courchevel - 141000, 10-200 ; Courchevel - 141500, 10-200 ; Courchevel - 142000, 10-200 ; Courchevel - 142500, 10-200 ; Courchevel - 143000, 10-200 ; Courchevel - 143500, 10-200 ; Courchevel - 144000, 10-200 ; Courchevel - 144500, 10-200 ; Courchevel - 145000, 10-200 ; Courchevel - 145500, 10-200 ; Courchevel - 146000, 10-200 ; Courchevel - 146500, 10-200 ; Courchevel - 147000, 10-200 ; Courchevel - 147500, 10-200 ; Courchevel - 148000, 10-200 ; Courchevel - 148500, 10-200 ; Courchevel - 149000, 10-200 ; Courchevel - 149500, 10-200 ; Courchevel - 150000, 10-200 ; Courchevel - 150500, 10-200 ; Courchevel - 151000, 10-200 ; Courchevel - 151500, 10-200 ; Courchevel - 152000, 10-200 ; Courchevel - 152500, 10-200 ; Courchevel - 153000, 10-200 ; Courchevel - 153500, 10-200 ; Courchevel - 154000, 10-200 ; Courchevel - 154500, 10-200 ; Courchevel - 155000, 10-200 ; Courchevel - 155500, 10-200 ; Courchevel - 156000, 10-200 ; Courchevel - 156500, 10-200 ; Courchevel - 157000, 10-200 ; Courchevel - 157500, 10-200 ; Courchevel - 158000, 10-200 ; Courchevel - 158500, 10-200 ; Courchevel - 159000, 10-200 ; Courchevel - 159500, 10-200 ; Courchevel - 160000, 10-200 ; Courchevel - 160500, 10-200 ; Courchevel - 161000, 10-200 ; Courchevel - 161500, 10-200 ; Courchevel - 162000, 10-200 ; Courchevel - 162500, 10-200 ; Courchevel - 163000, 10-200 ; Courchevel - 163500, 10-200 ; Courchevel - 164000, 10-200 ; Courchevel - 164500, 10-200 ; Courchevel - 165000, 10-200 ; Courchevel - 165500, 10-200 ; Courchevel - 166000, 10-200 ; Courchevel - 166500, 10-200 ; Courchevel - 167000, 10-200 ; Courchevel - 167500, 10-200 ; Courchevel - 168000, 10-200 ; Courchevel - 168500, 10-200 ; Courchevel - 169000, 10-200 ; Courchevel - 169500, 10-200 ; Courchevel - 170000, 10-200 ; Courchevel - 170500, 10-200 ; Courchevel - 171000, 10-200 ; Courchevel - 171500, 10-200 ; Courchevel - 172000, 10-200 ; Courchevel - 172500, 10-200 ; Courchevel - 173000, 10-200 ; Courchevel - 173500, 10-200 ; Courchevel - 174000, 10-200 ; Courchevel - 174500, 10-200 ; Courchevel - 175000, 10-200 ; Courchevel - 175500, 10-200 ; Courchevel - 176000, 10-200 ; Courchevel - 176500, 10-200 ; Courchevel - 177000, 10-200 ; Courchevel - 177500, 10-200 ; Courchevel - 178000, 10-200 ; Courchevel - 178500, 10-200 ; Courchevel - 179000, 10-200 ; Courchevel - 179500, 10-200 ; Courchevel - 180000, 10-200 ; Courchevel - 180500, 10-200 ; Courchevel - 181000, 10-200 ; Courchevel - 181500, 10-200 ; Courchevel - 182000, 10-200 ; Courchevel - 182500, 10-200 ; Courchevel - 183000, 10-200 ; Courchevel - 183500, 10-200 ; Courchevel - 184000, 10-200 ; Courchevel - 184500, 10-200 ; Courchevel - 185000, 10-200 ; Courchevel - 185500, 10-200 ; Courchevel - 186000, 10-200 ; Courchevel - 186500, 10-200 ; Courchevel - 187000, 10-200 ; Courchevel - 187500, 10-200 ; Courchevel - 188000, 10-200 ; Courchevel - 188500, 10-200 ; Courchevel - 189000, 10-200 ; Courchevel - 189500, 10-200 ; Courchevel - 190000, 10-200 ; Courchevel - 190500, 10-200 ; Courchevel - 191000, 10-200 ; Courchevel - 191500, 10-200 ; Courchevel - 192000, 10-200 ; Courchevel - 192500, 10-200 ; Courchevel - 193000, 10-200 ; Courchevel - 193500, 10-200 ; Courchevel - 194000, 10-200 ; Courchevel - 194500, 10-200 ; Courchevel - 195000, 10-200 ; Courchevel - 195500, 10-200 ; Courchevel - 196000, 10-200 ; Courchevel - 196500, 10-200 ; Courchevel - 197000, 10-200 ; Courchevel - 197500, 10-200 ; Courchevel - 198000, 10-200 ; Courchevel - 198500, 10-200 ; Courchevel - 199000, 10-200 ; Courchevel - 199500, 10-200 ; Courchevel - 200000, 10-200 ; Courchevel - 200500, 10-200 ; Courchevel - 201000, 10-200 ; Courchevel - 201500, 10-200 ; Courchevel - 202000, 10-200 ; Courchevel - 202500, 10-200 ; Courchevel - 203000, 10-200 ; Courchevel - 203500, 10-200 ; Courchevel - 204000, 10-200 ; Courchevel - 204500, 10-200 ; Courchevel - 205000, 10-200 ; Courchevel - 205500, 10-200 ; Courchevel - 206000, 10-200 ; Courchevel - 206500, 10-200 ; Courchevel - 207000, 10-200 ; Courchevel - 207500, 10-200 ; Courchevel - 208000, 10-200 ; Courchevel - 208500, 10-200 ; Courchevel - 209000, 10-200 ; Courchevel - 209500, 10-200 ; Courchevel - 210000, 10-200 ; Courchevel - 210500, 10-200 ; Courchevel - 211000, 10-200 ; Courchevel - 211500, 10-200 ; Courchevel - 212000, 10-200 ; Courchevel - 212500, 10-200 ; Courchevel - 213000, 10-200 ; Courchevel - 213500, 10-200 ; Courchevel - 214000, 10-200 ; Courchevel - 214500, 10-200 ; Courchevel - 215000, 10-200 ; Courchevel - 215500, 10-200 ; Courchevel - 216000, 10-200 ; Courchevel - 216500, 10-200 ; Courchevel - 217000, 10-200 ; Courchevel - 217500, 10-200 ; Courchevel - 218000, 10-200 ; Courchevel - 218500, 10-200 ; Courchevel - 219000, 10-200 ; Courchevel - 219500, 10-200 ; Courchevel - 220000, 10-200 ; Courchevel - 220500, 10-200 ; Courchevel - 221000, 10-200 ; Courchevel - 221500, 10-200 ; Courchevel - 222000, 10-200 ; Courchevel - 222500, 10-200 ; Courchevel - 223000, 10-200 ; Courchevel - 223500, 10-200 ; Courchevel - 224000, 10-200 ; Courchevel - 224500, 10-200 ; Courchevel - 225000, 10-200 ; Courchevel - 225500, 10-200 ; Courchevel - 226000, 10-200 ; Courchevel - 226500, 10-200 ; Courchevel - 227000, 10-200 ; Courchevel - 227500, 10-200 ; Courchevel - 228000, 10-200 ; Courchevel - 228500, 10-200 ; Courchevel - 229000, 10-200 ; Courchevel - 229500, 10-200 ; Courchevel - 230000, 10-200 ; Courchevel - 230500, 10-200 ; Courchevel - 231000, 10-200 ; Courchevel - 231500, 10-200 ; Courchevel - 232000, 10-200 ; Courchevel - 232500, 10-200 ; Courchevel - 233000, 10-200 ; Courchevel - 233500, 10-200 ; Courchevel - 234000, 10-200 ; Courchevel - 234500, 10-200 ; Courchevel - 235000, 10-200 ; Courchevel - 235500, 10-200 ; Courchevel - 236000, 10-200 ; Courchevel - 236500, 10-200 ; Courchevel - 237000, 10-200 ; Courchevel - 237500, 10-200 ; Courchevel - 238000, 10-200 ; Courchevel - 238500, 10-200 ; Courchevel - 239000, 10-200 ; Courchevel - 239500, 10-200 ; Courchevel - 240000, 10-200 ; Courchevel - 240500, 10-200 ; Courchevel - 241000, 10-200 ; Courchevel - 241500, 10-200 ; Courchevel - 242000, 10-200 ; Courchevel - 242500, 10-200 ; Courchevel - 243000, 10-200 ; Courchevel - 243500, 10-200 ; Courchevel - 244000, 10-200 ; Courchevel - 244500, 10-200 ; Courchevel - 245000, 10-200 ; Courchevel - 245500, 10-200 ; Courchevel - 246000, 10-200 ; Courchevel - 246500, 10-200 ; Courchevel - 247000, 10-200 ; Courchevel - 247500, 10-200 ; Courchevel - 248000, 10-200 ; Courchevel - 248500, 10-200 ; Courchevel - 249000, 10-200 ; Courchevel - 249500, 10-200 ; Courchevel - 250000, 10-200 ; Courchevel - 250500, 10-200 ; Courchevel - 251000, 10-200 ; Courchevel - 251500, 10-200 ; Courchevel - 252000, 10-200 ; Courchevel - 252500, 10-200 ; Courchevel - 253000, 10-200 ; Courchevel - 253500, 10-200 ; Courchevel - 254000, 10-200 ; Courchevel - 254500, 10-200 ; Courchevel - 255000, 10-200 ; Courchevel - 255500, 10-200 ; Courchevel - 256000, 10-200 ; Courchevel - 256500, 10-200 ; Courchevel - 257000, 10-200 ; Courchevel - 257500, 10-200 ; Courchevel - 258000, 10-200 ; Courchevel - 258500, 10-200 ; Courchevel - 259000, 10-200 ; Courchevel - 259500, 10-200 ; Courchevel - 260000, 10-200 ; Courchevel - 260500, 10-200 ; Courchevel - 261000, 10-200 ; Courchevel - 261500, 10-200 ; Courchevel - 262000, 10-200 ; Courchevel - 262500, 10-200 ; Courchevel - 263000, 10-200 ; Courchevel - 263500, 10-200 ; Courchevel - 264000, 10-200 ; Courchevel - 264500, 10-200 ; Courchevel - 265000, 10-200 ; Courchevel - 265500, 10



## L'évolution des flagrants délits

## L'OUTIL DEMEURE

La vingt-troisième chambre correctionnelle siège : dans la salle d'audience, sur les bancs du public, les habitués, une dizaine de retraités, sont au spectacle. Une dame mange des bonbons. Une autre fait des mots croisés. L'interprète somnole doucement. Le plus souvent caché derrière un immense paravent poussiéreux qui le masque un peu, le substitut, M. Rabut, laisse tomber ses réquisitoires : « Application de la loi ». Parfois, il se lève et dit quelques mots : une manière de réquisitoire pour un cas un peu plus grave.

En face, dans le box confié à la vigilance d'une demi-douzaine de gardes mobiles, les prévenus sont alignés sur un banc, dans un ordre bien précis, celui du tour de rôle. Entre ceux qui montent du dépôt et ceux qui descendent, un va-et-vient est organisé. La machine judiciaire n'a pas la possibilité de perdre de temps.

M. Xavier Versini, le président, un homme

affable et prévenant, interpelle un à un les prévenus : « Substituez-vous le renvoi de votre affaire afin de mieux préparer votre défense. Avez-vous un avocat ? En voulez-vous un ? » Dans le box les prévenus, tous semblables, tous des jeunes gens, et en majorité étrangers, le visage tiré et le vêtement fripé, hésitant, baissant la tête. Tous veulent être jugés vite, certains sans le secours d'un avocat.

De l'avocat de service, devrait-on dire plutôt, puisque ce mardi 15 mars un seul défenseur, le secrétaire de la conférence du stage 1976, M. Daniel Rochet, a été commis d'office. Deux autres avocats viendront en cours d'audience défendre leurs clients personnels, un petit prêtre, qui a les moyens, et un jeune Algérien, voleur à la tire.

Les affaires viennent. Le président Versini,

patiemment, interroge les prévenus, rappelle les condamnations passées, si condamnations il y eut, puis les laisse s'expliquer. Le substitut requiert, et l'avocat, qui a pris connaissance du dossier en quelques minutes, plaide et demande la clémence.

Alors le président consulte ses deux assesseurs et rend la décision. Celui-ci, maçon normand devenu caviste parisien, s'est fait prendre au volant d'une voiture volée. Il a « un passé intéressant », quatre condamnations : quatre mois ferme, sursis révoqué pour une précédente condamnation à deux mois de prison. Total : six mois.

Cet autre, Algérien, délinquant primaire, a dérobé une Mercedes : six mois, sursis. Deux Tunisiens, l'un fonctionnaire stagiaire de police, l'autre étudiant en informatique, se sont fait prendre à la sortie d'un grand magasin, avec

un grand sac, un butin à la « Prévert » : deux minis avec stéréo. Un agent technique résulante et une « fille » ont été surpris en « conversation galante » au bois de Boulogne, le 14 mars à midi. Pour lui, terrorisé, 1.000 F d'amende, pour elle, amusée, 1.500 F.

Petits voleurs, tireurs de laine, briseurs de vitrine à coups de chaussures, visiteurs de vestiaires, emprunteurs de voitures, se succèdent. La justice passe, sans sévérité excessive ni acharnement. Sauf exception en cas de multiples récidives.

Les flagrants délits, violemment mis en cause il y a quelques mois, fonctionnent quotidiennement. L'outil demeure. Mais il fonctionne plutôt mieux depuis que le parquet effectue un tri et ne renvoie plus devant cette juridiction les affaires les plus graves. La procédure s'est faite un peu plus respectueuse des formes et des justiciables.

PIERRE GEORGES

## Entretien

## PRÉSIDENT DU TRIBUNAL DE PARIS

## Mme Simone Rozès juge une procédure contestée

« Quels sont vos souvenirs des flagrants délits ? »

— Rapporter des souvenirs précis, c'est-à-dire anecdotiques, est difficile, mais l'impression dominante est celle du manque de temps à consacrer à chacun des prévenus, car le tribunal doit juger tous ceux qui lui sont déferés.

— Qui, lorsque vous y siégez ?

— Seuls comparaissent en flagrant délit les prévenus d'infractions mineures : vagabondages, petits vols dans les grands magasins, quelques infractions à la législation sur les étrangers (défaut de carte de séjour, papiers non en règle). De ce fait, les peines prononcées étaient relativement modérées.

— Et aujourd'hui ?

— Le degré de gravité des affaires s'est élevé, ce qui entraîne naturellement le prononcé de peines plus sévères. Or il faut, aujourd'hui comme hier, décider vite, compte tenu de l'abondance des affaires et les magistrats ne peuvent pas toujours respecter autant qu'ils le désiraient l'esprit des textes penaux d'avant 1974 qui tentent à prendre en considération la personnalité du délinquant.

— N'est-ce pas en contradiction avec la notion de « flagrance » ?

— C'est la notion fondamentale à laquelle fait appel le code de

Aujourd'hui président du tribunal de Paris, Mme Simone Rozès, que sa carrière a conduite de la chancellerie à la direction de l'éducation surveillée en passant par la présidence de la dix-septième chambre correctionnelle de Paris — affaires de presse et affaires de mœurs — fut autrefois, pendant trois mois, une fois par semaine, assesseur aux flagrants délits et même président pendant les périodes de vacances durant un temps. Il est vrai très bref, puisqu'il n'excédait pas quinze jours.

Mme Rozès nous livre, ci-dessous, ses impressions sur cette juridiction qu'elle envisage de présider elle-même — occasionnellement — maintenant que le calme est revenu après les incidents dont le tribunal des flagrants délits a été l'objet, notamment le 9 décembre dernier (« le Monde » du 11 décembre).

sorte que, en principe, il n'y a pas de preuves à rechercher, et, s'il y a contestation, on doit faire usage d'une autre procédure.

— Quelles preuves a-t-on de la flagrance ?

— La notion de flagrance se suffit à elle-même, mais il est vrai qu'il n'y a effectivement que rarement des témoins aux flagrants délits. On ne voit le plus souvent que les policiers qui ont procédé à l'interpellation. Le président a la possibilité de renvoyer l'affaire jusqu'à un mois pour convoquer les témoins et les victimes, auxquelles il faut aussi penser. Car si l'un juge immédiatement, il arrive que les victimes n'aient pu être prévenues à temps pour pouvoir se constituer partie civile.

— Comment devient-on magistrat aux flagrants délits ?

— Il n'y a pas de règles précises. Souvent, no y affectait les magistrats qui arrivaient au tribunal. Maintenant, la juridiction est extrêmement délicate. Il faut en tout cas choisir des magistrats avertis des choses pénales.

— Et les avocats ?

— En principe, on y voit régulièrement les secrétaires de la conférence du stage, depuis le début de 1975. Théoriquement,

c'est au président de commettre des avocats, mais à Paris il a été décidé, en accord avec le bâtonnier, d'organiser la présence de la défense en commettant les secrétaires de la conférence qui assurent une permanence.

— Comment expliquez-vous cet intérêt collectif et soudain du barreau ?

— Les raisons peuvent être diverses, mais sans doute un élément important est la difficulté du libre choix du défenseur dans des affaires qui auparavant auraient donné lieu à l'ouverture d'une information ou à une citation directe par le parquet.

— Et les prévenus ?

— Ce sont toujours les auteurs de délits divers : vols principalement, port d'arme, agressions, outrages publics à la pudeur. Mais il est vrai qu'il y a pas mal de gens qu'on arrête parce qu'ils n'ont pas les mêmes garanties de représentation que les autres.

— Et le public ?

— Oh, ce sont principalement des habitués qui viennent se réchauffer ou s'amuser, qui se repaissent du malheur des autres.

— Les flagrants délits font-ils peur à l'opinion ? Que faut-il faire ? Les supprimer ?

— Non, je ne suis pas hostile à cette juridiction, qui présente un réel intérêt. Elle permet de régler rapidement des situations où la rapidité du prononcé de la sanction est, d'une certaine manière, un peu l'idéal de la justice.

À la suite des incidents de décembre, des mesures ont été prises pour retirer de cette procédure les affaires les plus graves : on peut aussi, sans inconvénient, renvoyer devant une autre chambre les affaires d'outrages publics à la pudeur. Enfin, on peut utiliser le plus souvent possible le « rendez-vous judiciaire », qui est un accord entre le prévenu — présent — et le parquet pour convenir d'une date à laquelle l'affaire sera jugée. L'intérêt de ce « rendez-vous judiciaire », c'est qu'il peut éviter le placement en détention, même si les délinquants n'ont pas de domicile fixe.

Le recours à ces « rendez-vous » n'est que du ressort du parquet, à qui il appartient d'appliquer le plus souvent possible cette nouveauté du code. On a envisagé aussi de doubler les audiences. En l'état actuel des effectifs, c'est impossible et même irréaliste. Il reste que cette juridiction joue son rôle. Celui qui vient de commettre un délit pour lequel la question de peine ne se pose pas est jugé tout de suite : que gagnerait-il et que gagnerait la société à différer son jugement ? N'oublions pas qu'il reste important d'interdire la première infraction. Sinon on entre vite dans le cycle de la délinquance, et le délinquant récidive, face à la sanction, en termes de pertes et profits.

Ph. B.

## CORRESPONDANCE

## COMMENT RÉMUNÉRER ?

M. Philippe Paviot, ancien président de l'Union des jeunes avocats de Paris, nous écrit :

Par un geste de pudeur mal placé, dont de récentes attaques ne contribueront pas à les déviter, les avocats continuent d'hésiter à parler de leur rémunération. Or c'est de cela qu'il s'agit. Si la profession est trop souvent absente des « points chauds » de la défense, c'est qu'elle n'a pas les moyens de faire autrement. Ce n'est pas sa faute.

Les jours de manifestation, comme les autres, les avocats plaident aux flagrants délits, sont commis d'office et travaillent gratuitement. Qu'il s'agisse d'un « honneur » pour les uns, d'un « devoir » pour les autres, c'est dans tous les cas une charge. Surtout en France, la profession d'avocat en supporte une aussi lourde. Au niveau des principes c'est injustifiable. Au plan indi-

viduel c'est souvent insupportable pour les jeunes car l'est toujours. Si carence il y a, c'est de la part des pouvoirs publics qui ont l'obligation de donner à la justice les moyens, entre autres, d'une défense irréprochable.

Pour parer aux critiques qui, logiquement, devraient dériver vers elle, la chancellerie offrirait, paraît-il, une rémunération des commissions d'office. Des crédits seraient débloqués. On attendrait que les avocats veuillent bien les utiliser. Ils hésitent. Ils ont raison. Si leur « rémunération » dans ce domaine doit être produite d'une division du montant des sommes octroyées par le nombre des attributaires, elle sera risible. Si cette nouvelle amende doit être versée par l'État lui-même, il ne s'agit que d'une caricature du système de l'aide judiciaire qui est déjà inacceptable. Le cadeau serait empoisonné.

## GROTESQUE

M. Paul Léonet, magistrat à Mulhouse, nous écrit :

Pourquoi a-t-on attendu si longtemps pour fustiger les défauts, les lacunes et les dangers d'une telle procédure, qui est appliquée « sereinement » depuis des lustres ? Eh bien, parce qu'elle n'intéressait pas particulièrement les avocats (...).

Or, c'est curieusement depuis une loi récente accordant aux prévenus passibles d'une telle poursuite le bénéfice de choisir ou de se voir désigner un avocat que cette procédure est mise en cause (...).

Alors, là, je dis : halte ! et je demande : de qui se moque-t-on ? (...) La justice a suffisamment de défauts, sans qu'on lui impute

encore celui-là, quand on sait avec quels scrupules, avec quelle minutie, la plupart des magistrats s'attachent à l'examen d'une affaire et, trop souvent peut-être, en arrivent à oublier la victime au profit du prévenu (...).

Par une sorte d'imposture, avec une mauvaise foi évidente, qu'on s'abstienne de présenter la justice comme une noire machination et la procédure des flagrants délits comme une justice escamotée, une justice fourre-tout bien commode où les pauvres prévenus, sans aucune garantie, sont littéralement passés à la moulinette. Voilà qui est parfaitement grotesque et qui n'honore certes pas ceux qui emploient de tels procédés de dénigrement (...).



LA FLAGRANCE, NOTION D'ESPÈCE... (Text continues with details about the legal concept of flagrance and its application in the Tribunal de Paris.)

De nouveaux vols vers des pays neufs.

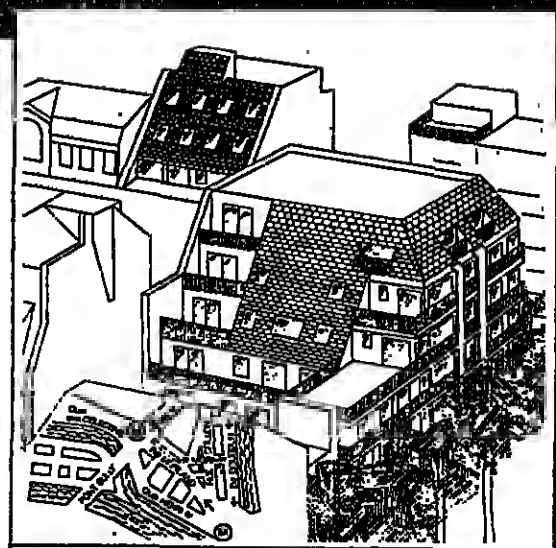
# Amman en direct.

A partir du 3 avril, chaque vendredi et dimanche, départ de Paris à 15 h 20. Arrivée à Amman à 22 heures.

Amman est la 11<sup>e</sup> liaison directe d'Air France sur le réseau le plus dense au départ de l'Europe vers les pays arabes du Proche-Orient : Abu Dhabi, Bagdad, Beyrouth, Damas, Dhahran, Djeddah, Doha, Dubaï, Koweït, Le Caire.

**AIR FRANCE**   
 Le monde plus proche.

## Pierre, ardoise et terrasses. A deux pas du Marais.



Entre la Seine et le Marais, au cœur de Paris historique, le Mornay-Crillon : une architecture conçue en fonction de l'environnement. Mais derrière les charmes du passé, on trouve au Mornay-Crillon tous les raffinements que le XX<sup>e</sup> siècle peut apporter à une habitation de qualité. Les matériaux employés, l'isolation phonique,



les terrasses et les balcons, la diversité des plans et des types d'appartements, la hauteur des plafonds font du Mornay-Crillon une résidence de classe dans un quartier de Paris où l'on rencontre l'histoire en sortant de chez soi. Venez visiter l'appartement témoin.

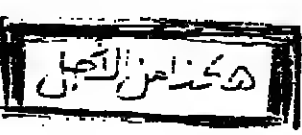
### MORNAY CRILLON

Bureau de vente : 15, bd Belfort - 75004 PARIS  
ouvert de 14 h 30 à 19 h et les dimanches, samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 15 h à 18 h. Tél. : 277 45 52

Tél. : 307 32 64

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, votre documentation sur MORNAY-CRILLON.

NOM \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_





### **L'installation des « juges-conciliateurs »**

## De Saint Louis aux anciens militaires

« Les Français ont la nostalgie de Saint Louis et de la justice rendue sous le chêne a, avait déclaré M. Olivier Guichard, ministre de la justice, en annonçant, le 23 décembre 1976 (le Monde du 31 décembre), la mise en place de « conciliateurs » à titre expérimental, dans les départements de : Cote d'Ivoire, Atlantique, Alpes-Maritimes, Gironde, Hérault, Mayenne. Ces nouveaux « juges de paix » viennent d'être désignés par les premiers présidents des cours d'appel. Chargés de régler les petits litiges, il y en aura un par canton. Saint Louis était roi de France, et aux qui sont-ils ? »

La garde des «sœurs» avait affirmé que ces «*tempiolo privilegiato*» seraient notamment désignés parmi d'anciens magistrats et parmi les auxiliaires de justice. Cette catégorie professionnelle n'a pas été oubliée. Les anciens bâtonniers, avoués, huissiers, notaires, sont largement représentés. On en compte par exemple douze sur cinquante-cinq à Gironde, et onze anciens magistrats sur cinquante-cinq à la Gascogne, suppléants du juge de paix. A Bordeaux, un ancien avoué, également ancien avocat, siègera

« Des gens bien »

Une justice de notables et de  
gens bien intentionnés dans  
notre société. Bien sûr, on  
trouve ça et là quelques insti-  
tutions, agriculteurs, et quelques  
rares employés. Mele pour eux,  
combien de représentants des  
pressions libérales, médoines,  
d'argent. De la justice, de la  
notabilité de ces "républicains mo-  
dernes" sont des justiciers la-  
cés ? Et même davantage !  
En parcourant les listes, le  
nombre des anciens militaires  
et des anciens policiers s'ac-  
croît avec une vitesse étonnante.  
Surtout en Haute-Marne sur dix  
notables, il y a deux militaires et  
deux anciens policiers. Sur dix  
sur vingt-deux en Loire-Atlan-  
tique. Et pour des raisons évi-  
dentes, on en écarte les élus.  
Les conciliateurs seront donc  
des sages, ils banniront tout  
concombre pénal ou des députés du  
citoyenneté et de la justice.  
Il n'y a aucune femme en  
Loire-Atlantique, et en Haute-  
Marne, ni en Gironde et

... Evidemment, les parties auront toujours la possibilité de s'adresser aux tribunaux. D'ailleurs le rôle du conciliateur doit se borner à rapprocher les Intéressés et sa compétence sera limitée aux droits dont les parties ont la libre disposition.

Cette initiative n'est, pour l'instant, qu'une expérience qui a déjà débité dans les Alpes-Maritimes. Si elle est concluante, elle sera étendue. Souhaitons qu'elle se défasse de cette prédominance des notables qui nuisent à sa crédibilité. Après tout, l'honnêteté, la probité et surtout le clairvoyance et le bon sens ne sont pas le seul appanage des notables. Ces juges de paix peuvent aussi, comme nous le souhaitons, être des juges de la justice des vérités provinciales. Mais les vérités évoluent. C'est aussi ça le changement !

M. B.-S.

## FAITS ET JUGEMENTS

**M. de Varga nie.**

Au septième jour de l'interrogatoire que lui a fait subir M. Guy Floch, premier juge d'instruction, M. Pierre de Varga a continué à nier toute participation à la préparation de l'assassinat de M. Jean de Broglie. L'inculpé aurait admis avoir invité M. de Broglie à passer le voir le 24 décembre, jour du meurtre, avant 9 heures, pour régler diverses affaires financières.

M. de Varga n'aurait appris la mort que l'arrivée de sa sœur à Paris. Celle-ci lui aurait raconté qu'elle avait vu un homme étendu sans vie sur la trottoir et se trompant, elle aurait pris le cadavre et l'aurait porté dans une penderie, pour l'enterrer. M. de Varga aurait alors téléphoné à M. de Ribemont en province afin de lui annoncer cette nouvelle. C'est seulement plus tard qu'il aurait appris, par deux appels téléphoniques, que la victime était en réalité M. de Brodie.

● **L'auteur présumé des coups de feu qui ont blessé le boxeur Gratien Tonna mardi 15 mars, à Paris dans le quartier de Pigalle, (le Monde du 16 mars), a été arrêté par des policiers de la deuxième brigade territoriale. La police a indiqué qu'il s'agissait d'un proxénète âgé de 37 ans, originaire d'Oran et interdit de séjour.**

## Peines de prison avec sursis pour deux ouvriers du Livre.

Le tribunal correctionnel de Compiègne (Oise) a condamné, mercredi 16 mars, à un mois de prison, avec sursis, MM. Claude Hocquet et Serge Charton, deux ouvriers du Livre. Ils étaient accusés d'avoir emparé de vingt-mille exemplaires du *Parisien libéré*. L'affaire avait été examinée le 28 janvier dernier et mise en délibéré. MM. Claude Hocquet et Serge Charton ont en outre été condamnés à verser respectivement 1 000 F et 2 000 F de dommages et intérêts au groupe de presse du *Parisien libéré*.

● **Pourvoi en cassation du professeur Hamburger.** — Le professeur Hamburger, chef du service de néphrologie à l'hôpital Necker (Paris), a été, mercredi 14 décembre, la Cour de cassation l'arrêt par lequel la cour d'appel d'Alger l'avait condamné en diffamation envers une clinique de Marseille (*Le Monde* du 14 décembre 1976).

Un certain nombre de néphrologues se sont joints à la défense de Hamburger. Parmi ceux-ci, on note les noms des professeurs Amiel, Bach, Crosnier, Legrain, Milliez, Mirouze, Rapiu, Royer, Traeger.

**UN DIRIGEANT DU PARTI COMMUNISTE POURSUIVI POUR UNE RÉUNION A LA Caisse D'ALLOCATIONS FAMILIALES.**

Poursuivi pour violation d'un local administratif, M. André Bézet, secrétaire parlementaire, l'un des dirigeants de la fédération Os Paris, ou parti communiste français, a été condamné par la cour d'appel de la sixième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jean Schleiter. Il avait participé, le 2 mai 1976, à une réunion ayant pour thème « Communistes et travailleurs », organisée par la Calsp («allocations familiales de la rue Viala», à Paris-15<sup>e</sup>, dénommée «hall de relaxe». Partie vivante en sa qualité de directeur adjoint du bureau de la rue Viala, Lavalade, assisté de M<sup>me</sup> Bernard Pédiclavre, a expliqué qu'il a autorisé le comité d'entreprise ou des organisations syndicales de la rue Viala à louer le local, mais que son Os Paris n'était pas partie.

me Jules Becker, démissionnaire, a demandé la relaxe de M. Réau en assurant que les organisations politiques avaient été le terrain des agissements de la police. « Je ne suis pas un homme de loi », a-t-il dit, « mais je suis un homme de justice, je suis, selon lui, un local administrateur » au sens où l'entendait le philosophe allemand Hegel. Réau a alors affirmé avoir pu le lui dire le 8 juin 1970 (anti-censure), et s'est effrayé une peine de six mois à un an de prison pour avoir « divulgué des secrets de la France contre sa sécurité » mais ne s'est introduit [sans autorisation]... « dans un lieu affecté à un service public » pour constater l'absence de M. Villa, l'ancien communiste de Paris, venu témoigner, a indiqué que la commission parlementaire sur les libertés de la presse avait été constituée le 12 mai 1970, et que son président est M. Edgar Faure, ancien secrétaire d'Etat chargé de la culture, et ancien ministre des Postes, de la France ayant pour objet d'étudier les conditions de libre expression de la presse en France.

Jugement le 6 avril.

## L'évasion d'Albert Spaggiari

# VALE HÉSITATION AUTOUR D'UN AVOCAT

Simple témoin ou inculpée ? La vaine hésitation provoquée par l'audition de M<sup>re</sup> Martine Wolf — son rôle après l'évasion d'Albert Spaggiari, et les conclusions qu'en tirerait le magistrat instructeur — a pris fin après que M<sup>re</sup> Martine Wolf eut été successivement réputée « entendue », « gardée à vue », « témoin libre », « inculpée », et, enfin, de nouveau, témoin. Un témoin dont l'activisme avait irrité la police.

C'est en effet l'empressement mis par M<sup>re</sup> Martine Wolf à convaincre des habitants d'une résidence de Nice qu'ils avaient vu R. Gérard Rang jouer au tennis sur un court tout proche au moment même où Albert Spaggiari s'enfuyait, qui a incité l'un d'eux — un général — à mettre la police au courant de cet étrange « porte à porte ».

La qualité de second défenseur  
Folbert Spaggiari, de relation de  
M. Gérard Rang, qui est aussi son  
sédient, l'emplacement du lieu de  
travail de la jeune avocate, face  
à la fenêtre du cabinet de M. Ri-  
cardo, le 12 juin 1997, la fonction  
qui entendait Albano Spaggiari,  
constituant un faibescan de  
détails qui ont retenu un temps  
l'attention de la police, puis de  
M. Pierre Lestariac, premier  
procureur adjoint au procureur  
de l'Ilce. Finalement en dépit du  
désir « qu'aurait manifesté  
M. Martine Wolf d'être inculpée  
avant accusé au dossier et  
pour plus aisément faire le  
procès de son mari, le cou-  
— qui était aussi celui du par-  
quet — n'a pas été écarté.

Une semaine après la fuite du « cerveau » du gang des égoutiers, le bilan est donc facile à dresser : le pilote présumé de la moto de la « cavale » est sous les verrous, les policiers sauraient où se trouve quelque part en France le mafioso Spaggiari, mais ne semblent guère s'intéresser à elle. « Bert » part toujours.

**L'ANCIEN DIRECTEUR DU CENTRE  
D'ÉTUDES NUCLÉAIRES DE GRE-  
NOBLE EST INCUPLÉ DE POLLU-  
TION NUCLÉAIRE.**

(De notre correspondant.)

Grenoble. — L'ancien directeur du Centre Océano-Océanographique de Grenoble (CENG), M. Pascal, et le chef du service de protection des études d'environnement du même centre, M. Linnon, ont été inculpés de pollution collective par M. Daniel Farge, juge d'instruction à Grenoble.

Le 4 novembre 1974, l'Association pour la sauvegarde des sites de Malville et de Pugey avait déposé une plainte contre X... pour pollution de la sape phréatique de Grenoble.

L'affaire avait éclaté le 26 septembre 1974, alors que s'y produisaient trois d'antidémisme : l'objectif de la nappes phréatiques s'était trouvée le 10 juillet 1974. Le 2 Octobre 1975, le Juge d'instruction nommait trois experts qui, dans une rapport remis Oix mois plus tard, écrivait : « Les radon analyses effectuées sur certains points de la nappe souterraine, sous le site d'études nucléaires de Gramat et de l'Institut Laue-Langevin ont permis de constater une élévation significative de la radioactivité (...) Les installations du CENG et de l'ILL sont à l'origine de la pollution de la nappe phréatique de l'Eure. La pollution radioactive est significative. »

DEVANT LA COUR D'APPEL DE PARIS

## La « téméraire demande » de M. Georges Cravenne

La première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M. André Fusil, a confirmé, mercredi 16 mars, le jugement de la première chambre du tribunal de la Seine, qui avait condamné, le 10 juillet 1976, M. Georges Cravenne, publiciste, organisateur de spectacles et du gala, de son action de solidarité internationale, à verser 1 franc de dommages et intérêts.

Le requérant estimait que des fautes avaient été commises pendant l'opération de secours, mais que l'absence de responsabilité dans l'aventure de son épouse qui, dans l'avion immédiate, le 18 octobre 1973, ses passagers, avait été tués, ne justifiait pas de brandir une carabine. Formant l'adresse du gouvernement une série d'exigences incohérentes.

Mlle elle avait contrainit le gouvernement à payer, par un appareil sur l'aérodrome de Marseilles-Margiane. Là étaient intervenues d'importantes forces armées, le préfet délégué, le colonel, le public, le procureur, le tuteur, Mme Cravenne était saisi par un sous-brigadier, directeur d'été déguisé en steward.

(...) Danielle Cravenne n'était pas aussi peu dangereuse que le prétend l'appelant, puisqu'elle avait prémedité, entrepris et exécuté la tentative d'assassinat de son mari et de sa séquestration.

de personnes en utilisant une arme meurtrière (...). Il n'y avait pas lieu de prolonger, par des négociations dont l'issue satisfaisante était très improbable, une situation critique qui n'avait que trop duré (...). La légitimité des forces qu'il a précédé les polices d'ordonne après d'obscures trois heures d'attente, tenait : ses fonctions propres (...). Le sous-brigadier (...) se trouvait en péril imminent de mort et, par suite, en état de légitime défense lorsqu'il a fait usage de son arme (...).

Ainsi « (...) aucune faute n'en a été commise » (...) et « (...) la téméraire demande de M. Cratene, qui s'explique par l'offection qu'il portait à son épouse et par son souci de défendre sa mémoire, doit donc être rejetée. »

● **Les réformes de M. Poniotowski.** — Les signataires de l'un des communiqués dénonçant les « dangers » de la réforme des structures de la police nationale (le Monde du 17 mars) nous demandent de préciser quo deux organisations — le Syndicat de la magistrature et le syndicat C.G.T. (cours et tribunaux) — qu'ils avaient omis de signaler, ont également signé ce texte.

**NOUVEL ARRIVAGE**

# PRIX CHOIX STOCK

## MONDIAL MOQUETTE

**DANS LES 11 CENTRES MONDIAL MOQUETTE**

|   |   |  |
|---|---|--|
| <p><b>6</b> COLORIS EXTRAS</p> <p><b>MOQUETTE VELOURS</b></p> <p><b>29</b> F/m<sup>2</sup></p> <p>UNE TRÈS BELLE MOQUETTE A LA PORTEE DE TOUS</p> | <p>EN AFFAIRE STOCK LIMITE</p> <p><b>MOQUETTE BOUCLEE</b></p> <p><b>15</b> F/m<sup>2</sup></p> <p>100 rouleaux fin de série. 6<sup>me</sup> largeur décorée</p> <p><b>DEPECHER VOUS</b></p> | <p>ICI EN OFFRE UNE QUALITE EXCEPTIONNELLE A UN PRIX TRÈS BAS</p> <p><b>MOQUETTE Gde LARGEUR</b></p> <p><b>22</b> F/m<sup>2</sup></p> <p>STOCK LIMITE</p> <p><b>FIN de SÉRIE</b></p> |
|---|---|--|

**APPORTEZ VOS DIMENSIONS - LIVRAISONS - POSES ASSURÉES**

**OUVERT - Lun. Mar. Mer. Jeu. Ven. 9 h - 21 h - Sam. Dim. Fêtes 9 h - 20 h**

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p><b>PARIS 13<sup>e</sup> : 40, quai d'Austerlitz</b><br/> <b>Face gare d'Austerlitz.</b><br/> <b>Tél. : 584-72-58</b></p>               | <p><b>BAGNOLET : 191-193, av. Pasteur</b><br/> 5 mn Porte des Lilas.<br/> <b>Tél. : 858-16-46</b></p> | <p><b>FOSSES-SURVILLIERS : Zone Industrielle de Fosses. Près gare S.N.C.F. Tél. : 471-03-44</b></p>           |
| <p><b>PARIS 14<sup>e</sup> : 80, bd Jourdan</b><br/> 50 m Porte d'Orléans<br/> <b>Tél. : 539-33-62</b><br/> <i>Ferme le dimanche.</i></p> | <p><b>COIGNIERES (N 10) : près Trappes, route du Pont d'Aulneau</b><br/> <b>Tél. : 461-70-12</b></p>  | <p><b>MAISONS-ALFORT : 129, rue Jean Jaurès, RN 5.</b><br/> <b>Tél. : 375-43-70</b></p>                       |
| <p><b>PARIS 18<sup>e</sup> : 114, rue Daguerbont.</b><br/> <b>Tél. : 606-05-73</b></p>  | <p><b>BOULOGNE : 82 bis, rue Gallieni.</b><br/> <b>Tél. : 695-45-12</b></p>                           | <p><b>SAINT-DENIS : 13, rue de la République - Tél. : 620-92-93</b><br/> <b>Ferme le dimanche à 13 h.</b></p> |

**11 CENTRES A VOTRE SERVICE**

|   |   |
|---|---|
| <p><b>PARIS 19<sup>e</sup> : 144, bd de La Villatte. M. Colonel-Fabien et J.-Jaurès.</b><br/> <b>Tél. : 203-00-79</b></p> | <p><b>SARCELLES : 29, av. Division Leclerc, RN 16, route de Chantilly.</b><br/> <b>Tél. : 990-00-77</b></p> |
|---|---|



## Les nouveaux Lave-Linge Siemens peuvent tout faire, même des économies.



Pour de petites quantités de linge, quel que soit le programme choisi, appuyez sur la touche 1/2. Elle économise jusqu'à :

- 35 % d'eau • 25 % de produits lessiviels • 25 % d'électricité • 20 % de temps.

Toutes versions : séchantes, encastrables, à chargement frontal ou par le haut.

# SIEMENS

[illegible]



## RADIO-TÉLÉVISION

VU

## LE PETIT JÉSUS

On nous disait jusqu'ici l'honneur, sur Antenne 2, de nous croire assez grands, assez intelligents, pour suivre — pas à 20 h. 30, non, bien sûr, pas tard dans la soirée, égarés à une série américaine à notre portée — pour apprécier même un magazine d'information. Un vrai. Avec des rubriques sérieuses, des sujets d'actualité et parfois des scoop retentissants. Exemple, on en parle encore : la déclaration de M. Marchais sur la dictature du prolétariat.

À présent, terminé. « C'est é dire » est remplacé par « Question de temps », un... comment appeler cela ? Un spectacle de variété sur un thème donné, ainsi, mercredi, la population dans le monde. Avec couplets, poèmes et ballades. Trois semaines après le congrès de l'Organisation internationale pour l'étude du développement humain, dont la presse a rendu compte en termes précis, c'est un chanteur, une mère de famille, deux danseurs et, soyons justes, deux professeurs à qui l'on confie le soin de nous en apprendre davantage sur l'une

des questions les plus graves de ce temps incertain.

Trop grave, apparemment, trop austère pour les téléspectateurs français, ses doutes incapables de passer le test des sondages et traités ouvertement, à leur nez, de débiles. Enfin, à quel songe Jean-Pierre Elkabbach, le nouveau responsable de l'information sur cette chaîne ? C'est insulter le public que d'oser lui proposer des émissions pareilles. Avec en prime l'éternel reportage, toujours le même, sur la natalité en Inde, une rétrospective de trois minutes sur l'ond de nativité, l'initiale : « Les enfants au cours des dix derniers siècles » et une petite enquête menée dans les squares et les maternités de l'Allemagne de l'Ouest.

Après le livre d'images, vous voyez, là, c'est le petit Jésus, la comptine et l'adage — un pas de deux réglé par une certaine Béatrice Camurat — on revient, en studio, aux confidences de Mme Kaltenbach, heureuse et joyeuse, dont le mari, soit dit en passant, est le seul à avoir posé, hélas ! trop brièvement le problème dans les

termes qui conviennent. Sous nos latitudes, c'est évident. Ce n'est pas le complément familial, tout juste, destiné à rattraper l'infirmité — M. Cheunu e u raison de le signaler — qui va nous inciter à franchir le cap, le cap risqué du troisième enfant. Seul pourrait nous y encourager un nouveau modèle de société plus juste, plus harmonieux, où chacun, où chaque prendrait en commun sa part des responsabilités sociales et familiales.

M. Le Roy Ladurie était là, oui, il avait l'air de se demander pourquoi, il n'a pas dit grand-chose. Le moyen, dans ce studio transformé en plateau de télévision en costumes de scène déambulant le rime à la bouche et le micro à la main ?

Ce jeudi, sur TF 1, on n'hésite pas, en revanche, à avancer à 20 h. 30 un « Événement » consacré aux élections. Alors, tout n'est pas perdu. De ce côté là au moins, on nous traite encore en adultes, préoccupés de leur destin.

CLAUDE SARRAUTE.

## JEUDI 17 MARS

## CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Magazine d'actualité, L'événement, près J. Escanero (Le deuxième tour des élections municipales, et après ?).

21 h. 30. Série : Rendez-vous en noir, 22 h. 20. Émission musicale, Arcana (Les musiques mécaniques, première partie), de M. Le Roux, 23 h. 20. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

20 h. 30. Téléfilm : Scott Fitzgerald à Hollywood, de A. Page, avec T. Wild, J. Miller.

Arrivé à l'issue de sa belle carrière et de son grand amour, l'auteur de « Tendresse est le mot » reçoit ses succès, en « Flash back ».

22 h. 40. Magazine : Vous avez dit bizarre, de M. Lancelot, 23 h. 35. Journal.

## CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire

du cinéma : « La Maudarine », d'E. Molinaro (1971). Avec A. Girardot, Ph. Noiret, M. Renaud, M.-H. Breillat, M. Head, J.-C. Dauphin.

Une comédie qui vit, d'abord du bon, dans la jactance et le bonheur bohème, voit son ordre troublé par l'arrivée d'un jeune Américain.

Une comédie un peu trop idéologique et très fautive sous ses apparences d'étude psychologique, d'après un roman de Christine de Rivoyre.

21 h. 55. Journal

## FRANCE-CULTURE

19 h. 55. Poésie : 20 h. 30. Nouveau répertoire dramatique de France-Culture, 22 h. 30. Entrée avec Hubert Damisch, 23 h. 20. De la nuit, 23 h. 30. Poésie.

## FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30. Soirée lyrique en direct de l'Opéra de Paris, 21 h. 30. Formation de chambre du Nouvel Orchestre philharmonique, avec le chœur de Radio-France, directeur C. Farncombe, « Le Couronnement de Poppée » (C. Monteverdi), avec M. Beaud, J. Chemin, A.-M. Rodde, O. N. Blues, J. N. Relais.

## VENDREDI 18 MARS

## CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 18 h., A la bonne heure, 20 h. 30. Au théâtre ce soir : Bonne chance, Denis, de M. Duran, avec M. Le Royer, A. Abbade, Cl. Nicol.

La Oublie et le Bon Dieu se disputent l'âme de Denis Vautier, qui resuscite pour les départs.

22 h. 20. Émission musicale : Arcana (Les musiques mécaniques, deuxième partie), de M. Le Roux, 23 h. 20. Journal.

## CHAÎNE II : A 2

De 13 h. 35 à 20 h., Programme ininterrompu avec, à 18 h. 55, Jeu : Des chiffres et des lettres, 20 h. 30. Feuilleton : La mission Marchand (Fachod), 21 h. 30. Émission littéraire : Apostrophes, de B. Pivot (Bienfaits et méfaits de la psychanalyse).

Avec MM. Oudier Anziet, le Styr psychanalytique, Dominique Frischer et Les endogènes parlent, Julien Sigra, « L'Enfant dans la première », et Mme Aida Vasquez, « Docteur X », 20 h. 30. Psychanalyse.

22 h. 40. Journal, 22 h. 45. Ciné-club : « La Belle de New-York », de Ch. Walters (1952), avec F. Astaire, V. Ellen, M. Main, K. Wynn, A. Pearce (v.o. sous-titré).

En 1950, O. New-York, un éditeur a été et le romancier l'homme amoureux d'une femme très certaine il lui fait la mer.

## JEUDI 17 MARS

— M. Paul Winkler, directeur général de France-Soir s'entre-tient avec des lycéens, dans le cadre de l'émission « En direct avec la presse », sur TF 1, à 16 heures.

— MM. Brice Lalonde (écologie), Philippe Saint-Marc (R.I.), Mme Mireille Bertrand (P.C.) et un représentant du R.P.R. s'interrogent sur le rôle et l'importance de l'écologie dans la campagne électorale à Radio-Montecarlo, à 19 heures.

— M. Jean Lemaire, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, président des démocrates sociaux, est l'invité d'Europe 1, à 19 h. 15.

— MM. Edmond Hervé (P.S.)

## TRIBUNES ET DÉBATS

et Jean-Pierre Chaudet (R.I.) débattent à Rennes sur France-Inter, à 19 h. 15.

— M. Yves Gueno (R.P.R.) est invité au journal d'Antenne 2, à 20 heures.

— Les quatre candidats à la mairie de Paris, MM. Michel d'Ornano (R.I.), Henri Fribolin (P.C.), Georges Sarre (P.S.) et Jacques Chirac (R.P.R.) débattent sur le thème « Le second tour des élections municipales, et après ? » au magazine « L'événement », de TF 1, avancé exceptionnellement à 20 h. 30. L'émission sera diffusée en même temps sur R.T.L.

## VENDREDI 18 MARS

— MM. Charles Henu (P.S.) et Etienne Gagnaire (improbable) s'affrontent à Villeurbanne sur Radio-Montecarlo, à 6 h. 30.

— M. Jacques Chirac, candidat

## A L'HOTEL DROUOT

## VENTES

## Vendredi

S. 4. — Meubles, objets d'art 18.  
S. 6. — Beaux bijoux, objets vitr.  
S. 8. — Tapisseries, objets art, meubl.  
et sièges 19.  
S. 14. — Meubles anc. et modernes.  
S. 15. — Beaux meubles et sièg. anc.  
S. 20. — Beaux meubles, anc. et mod.

● « Le citoyen, l'information et la presse écrite », tel sera le thème du débat organisé le lundi 21 mars à 20 h. 30, au Grand-Orient de France (16, rue Cadet), par la commission des affaires économiques et sociales du G.O. Plusieurs dirigeants de la presse, journalistes et ouvriers du Livre y participeront.

## LA BANQUE N'EST PAS MAUDITE

Aux portes de Paris, ce n'est pas un désert gastronomique. Gauguier-Millaud le prouve en vous révélant tous les bons restaurants de la région. La Délégation Nationale Océane, comment l'écologie est-elle affectée par les moutons de la mer ? Les saumonades, le test des vins de table, dégustés. Le Nouveau Guide Gauguier-Millaud, chez votre marchand de journaux.

## SPORTS

## FOOTBALL

## LES QUARTS DE FINALE DE LA COUPE D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

## Saint-Étienne et le Bayern Munich sont éliminés

Les deux finalistes de la dernière Coupe d'Europe des clubs champions, Bayern Munich et Saint-Étienne, n'ont pu, mercredi 16 mars, le cap des quarts de finale. Respectivement éliminés par Kiev et Liverpool, les deux finalistes de 1976 ont pu, presque jusqu'au bout, croire que le sort allait, encore une fois, être favo-

rabie. A sept minutes de la fin des deux matches, à Kiev et à Liverpool, le Bayern Munich et Saint-Étienne étaient encore qualifiés. Avec Kiev et Liverpool, Moenchengladbach et Zurich se sont qualifiés pour les demi-finales de la Coupe d'Europe des clubs champions.

## Les vaincus n'ont pas déçu

Liverpool. — « Ce sera la festa », titrait sur toute la largeur de sa dernière page le quotidien local Liverpool Echo. De fait, samedi les rues habituellement grises de ce grand port industriel anglais n'ont dû être aussi colorées. Les seuls sans doute à ne pas apprécier cette fête étaient les policiers mobilisés à pied, à cheval ou en voiture pour limiter les contacts entre les groupes vêtus, des pantalons à la perçure, en bleu, rouge et vert. Les bleus, supporters de l'équipe d'Everton, un quartier de Liverpool, s'apprêtaient à se rendre à Sheffield, où leurs favoris allaient disputer la Coupe de la Ligue contre Aston Villa. Les rouges, supporters du Football Club de Liverpool, montraient déjà qu'ils n'allaient pas accepter sans réagir l'expression de quelque cinq à six mille verts venus de toutes les régions de France encourager l'Association sportive de Saint-Étienne.

Malgré aux plus grands stades européens, les joueurs stéphanois n'oublièrent pas de siffler celui d'Anfield Road, ses cinquante-cinq mille spectateurs et son célèbre chant. Et quand les rouges s'échauffaient sur le terrain, le Kop rejetait ses premières victimes : quelques dizaines de jeunes gens pris de panique dans le royaume des vingt-cinq mille spectateurs debout, serrés épaule contre épaule, l'ambiance et le décor se prêtant déjà au match le plus fou de l'histoire stéphanoise en Coupe d'Europe.

(1) Non content d'une tribune d'acier, Liverpool a un régime d'incendie, originaire de Liverpool, qui est une conduite électrique, la coupe de l'éclairage (Spiral Kop, en anglais), durant la coupe des Boers.

## De notre envoyé spécial

Depuis trois ans qu'ils se distinguent dans cette épreuve, les champions de France ont souvent été plus brillants que ce mercredi 16 mars à Liverpool, mais sans doute n'ont-ils jamais été aussi admirables dans l'adversité. Ainsi, ce premier but encaissé dès la deuxième minute aurait pu avoir un effet catastrophique sur le jeu de cette équipe dont le moral était entamé par ses mauvais résultats en championnat. Pourtant, si l'on ajoute qu'il provenait d'une erreur de jugement d'Ivan Kurkovic, qui croyait à un centre et se laissa lobber par le gardien de la cage, on se rend compte que le gardien stéphanois ne s'est jamais vraiment remis de cette bêtise initiale.

Nous nous souvenons alors des propos tenus par Dominique Bathenay : « Si vous laissez aux Anglais, même cinq minutes, le sentiment de leur supériorité physique, vous courrez à la catastrophe. Ils nous marchent dessus. Si ou contraire vous leur résistez, ils sont découragés et envoient systématiquement de longs centres devant les buts. Pour leur imposer une supériorité technique ou tactique, il faut d'abord résister avec eux dans l'épreuve physique. »

Le principal mérite des Stéphanois aura donc été de garder toute leur lucidité. Pour mettre en application, durant presque toute la première mi-temps, les joueurs au mieux de leurs possibilités actuelles, en plongeant pas moins de douze fois les attaquants anglais en position de hors-jeu, en posant le jeu au

centre du terrain pour casser le rythme des footballeurs de Liverpool, en portant souvent le danger dans le camp adverse par Patrick Revell et surtout par Dominique Rochesteau.

Quand Dominique Bathenay égalisa à la cinquantième minute d'un tir de 30 mètres, le Kop sembla figé : le plus inconditionnel des supporters de Liverpool n'aurait plus osé parier un penny sur les chances de ses favoris d'obtenir alors les deux autres buts nécessaires pour la qualification.

En fait, les joueurs stéphanois eux-mêmes expliquent mal comment ils avaient pu perdre ce match qu'ils semblaient alors avoir totalement maîtrisé. Sans doute commencent-ils l'erreur de moins remonter le terrain pour repousser leurs adversaires (il n'y eut que sept hors-jeu en deuxième mi-temps). Peut-être certains joueurs se déconcentrèrent-ils quelque peu, ce qui permit par exemple à Kennedy de se trouver seul pour reprendre victorieusement une tête de Tuschak au bout d'une heure de jeu.

Même affaibli en défense par la suspension de Plaza et la sortie de sur blessure la 70<sup>e</sup> minute de son remplaçant Alain Merchaudier, les Stéphanois semblaient avoir triomphé de cette double épreuve physique et nerveuse. Liverpool n'était pas, il est vrai, de loi le meilleur adversaire qu'ils avaient rencontré depuis trois ans. Dominique Rochesteau se voyait même refuser un penalty à dix minutes de la fin pour une obstruction caractérisée du gardien de but anglais Ray Clemence.

Et puis ce fut cette balle en cloche, anodine, au-dessus de la défense française, Christian Lopez croit d'abord au hors-jeu du jeune David Fairclough, puis hésite à faire une faute pour le stopper aussitôt. Trop tard. Le remplaçant du saint galle Tuschak s'en était déjà battu Ivan Kurkovic pour la troisième fois, déclenchant les cinq dernières minutes de festa du Kop en folie.

GÉRARD ALBOUY.

## Le temps de la sagesse

La fièvre verte qui s'empara d'une majorité de Français certains mercredis soirs va pouvoir disparaître. Saint-Étienne ne disputera pas la Coupe européenne des clubs champions de la saison prochaine. Seule une victoire en Coupe de France peut désormais lui permettre de se maintenir dans le concert européen en Coupe des vainqueurs de Coupe.

Qu'il s'agisse de la fin d'une époque ou d'une simple pause dans le jeu du club, le temps est donc venu de « l'interroger » sérieusement sur le phénomène stéphanois. Jamais en France un événement sportif n'a eu un tel retentissement. Le dernier thème aurait été suivi à la télévision par 70 % des Français. Au lendemain de ce match, des supporters au président de la République, qui avait reçu les joueurs, chacun avait su trouver des mots et des raisons pour transformer cette défaite en victoire. On alla même jusqu'à mettre en cause la forme des poteaux des buts de Glasgow.

Loin de s'assourdir, le phénomène ne cessait de s'amplifier depuis trois ans. Pour le match aller contre Liverpool, les Stéphanois avaient dû résister, parfois sous le menace, près de deux cent mille places et renvoyer cinq mille chèques en blanc. Le lendemain, les Stéphanois, M. Rocher, avaient dû résister à la pression des réactions incontrôlées de la toute Mele, cette Marseille chantée spontanément contre Liverpool, n'étaient pas le prolongement des airs martiens que l'on cessait

(Les scores des matches « aller » figurent entre parenthèses.)

**COUPE DES CLUBS CHAMPIONS (U.F.A.)**  
Liverpool bat Saint-Étienne, 2-1 (0-1) ; Dinamo Kiev bat Bayern Munich, 2-0 (0-1) ; Dinamo Dnipro bat Zurich, 2-0 (0-1) ; Moenchengladbach bat Bruges, 1-0 (2-2) ; Liverpool, Kiev, Zurich et Moenchengladbach sont qualifiés pour les demi-finales.

**COUPE DES VAINQUEURS DE COUPE (U.F.A.)**  
Naples bat Wroclaw, 2-0 (0-0) ; Hambourg bat M.T.C. Budapest, 1-0 (1-1) ; Atletico Madrid bat Spartak Sofia, 2-0 (1-2) ; Southampton bat Anderlecht, 2-1 (0-2) ; Naples, H.A. et Atletico Madrid et Anderlecht sont qualifiés pour les demi-finales.

**COUPE DE L'UNION EUROPÉENNE (U.F.A.)**  
A.E.K. Athènes bat P.F. Rangers, 3-0 (0-3) ; Real Madrid bat Feyenoord, 2-1 (0-0) ; Juventus bat Magdebourg, 1-0 (1-1) ; Barcelona et Atletico Bilbao, 2-1 (2-1) ; Athènes, Molenbeek, Juventus et Bilbao sont qualifiés pour les demi-finales.

**CYCLISME** — Après la sixième et avant-dernière étape de la course Paris-Nice, le Belge Maertens occupe toujours la première place du classement général. Il précède le Néerlandais Knippenberg de 14 secondes et le Français Thévenet de 14 secondes.

## ÉQUITATION

## LA SITUATION EST DRAMATIQUE

## déclare le nouveau président de la Fédération française

M. Christian Legrez, président de la Fédération équestre française, a réuni, mercredi 16 mars à Paris, la première conférence de presse de son mandat. M. Legrez ne s'est pas embarrassé de périphrases pour évoquer ce qu'il nomme « le cas d'Ortiz ». « Il n'est pas question, a-t-il dit, qu'il soit directeur technique national. La page est tournée. D'ailleurs, M. d'Ortiz était loin d'être l'homme idéal dans la France cavalière. »

Le président n'a pas osé plus maché ses mots pour décrire la situation « dramatique », selon lui, de l'équitation française.

## A ses lecteurs

## qui vivent

## hors de France

## Le Monde

## présente une

## Sélection

## hebdomadaire

Ils y trouveront une sélection des informations, commentaires et critiques parus dans leur quotidien. Numéro spécimen sur demande.







هكذا من الأجل







| OFFRES D'EMPLOI                  | La ligne | La ligne T.C. |
|----------------------------------|----------|---------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et +  | 40,00    | 45,76         |
| (la ligne est en noir)           | 42,00    | 48,04         |
| DEMANDES D'EMPLOI                | 9,00     | 10,29         |
| CARTELS OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00    | 80,09         |

# ANNONCES CLASSEES

| L'IMMOBILIER                    | La ligne | La ligne T.C. |
|---------------------------------|----------|---------------|
| "Placards encadrés" 2 col. et + | 40,00    | 45,76         |
| Double insertion                | 38,00    | 43,76         |
| "Placards encadrés" 2 col. et + | 40,00    | 45,76         |
| L'AGENDA DU MONDE               | 25,00    | 32,09         |

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## TRES IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE

banlieue SUO-OUEST - recherche des INGENIEURS ou CADRES TECHNICO-COMMERCIAUX

de formation supérieure, parlant parfaitement l'anglais, ayant l'habitude des contacts à haut niveau, tant auprès Sociétés privées que de Grandes Administrations et connaissant l'ingénierie, dans ses différents modes d'intervention y compris la réalisation d'opérations "clés en mains". Leur rôle consisterait à :

- assurer la prospection commerciale de la société, principalement sur les marchés étrangers,
- négocier les contrats,
- assurer le suivi commercial des affaires engagées.

Pour certains des postes à pourvoir, une connaissance du bâtiment serait appréciée.

Fréquents déplacements tant en France qu'à l'étranger.

Préciser l'expérience acquise à l'exportation et les langues étrangères pratiquées.

Prière d'envoyer CV détaillé et prétentions sous réf. 14.139 à

**an.p.m.** 100, rue de la République, 92120 NEUILLY-SEINE

## emploi régional

groupe pierre-fabre

Notre Centre de Recherche emploie 170 personnes (10 % du personnel de l'entreprise).

Nous souhaitons entrer en relations avec un

### PHARMACIEN

(HOMME) qui sera le Responsable de la Recherche Pharmaceutique

Ce secteur d'activité comprend :

- la mise en forme
- la recherche analytique.

Nous recherchons les candidatures de personnes :

- diplômées en pharmacotechnie,
- ayant effectué quelques années de recherche universitaire,
- ayant une expérience confirmée en galénique dans une entreprise industrielle (éventuellement en production).

Le poste est à pourvoir à CASTRES.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à

**PCF-PHARMACIEN** 123, rue de la République, 92120 NEUILLY-SEINE

IMPORTANTE SOCIETE METALLURGIQUE

recherche pour une de ses usines située CENTRE DE LA FRANCE

### UN JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Après un passage d'environ 2 ans au Bureau d'Etudes où il aura fait acquiescer la technologie du roulement, il revendra maître à profil cette première expérience pratique du siège de notre société (Paris).

De bonnes connaissances en mécanique des fluides, hydraulique et en anglais sont indispensables.

Adresser C.V. et prétentions N° 03.315 COXETTES PUBLI-LITE 20, avenue de l'Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra

LE DEPARTEMENT DES REACTIFS BIOLOGIQUES d'un Groupe International recherche

### UN JEUNE PHARMACIEN

pour promouvoir ses produits auprès des laboratoires d'analyses privés ou hospitaliers de la Région BRETAGNE.

Le candidat idéal serait :

- un ancien interne de préférence
- ayant une bonne connaissance et expérience de la biologie
- le goût des contacts et des déplacements

Salaire : fixe + prime + remboursement de frais

Résidence souhaitée : NANTES

Pesle à pourvoir rapidement

Env. CV détaillé, photo + prétentions sous référence 4.134 à

**an.p.m.** 100, rue de la République, 92120 NEUILLY-SEINE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat au Plan

Commissariat National à l'Informatique

## LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE

ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DES INFORMATIENS (Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

### RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs ;
- En Automatique et Asservissements (Informatique Industrielle) ;
- En Électronique ;
- En Physique ;
- En Théorie des Langages et Compilation ;
- En Système, pour l'enseignement :
  - des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
  - des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7 de préférence) ;
  - de l'Assembleur (du 10070, de préférence) ;
- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux ;
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :
  - des langages évolués (COBOL, PL/I, FORTRAN) ;
  - des méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
  - des Fichiers et des bases de données ;
- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs) ;
- En Économie Générale ;
- En Gestion des Entreprises (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Tableau de bord, Stratégie d'Entreprises, Organisation et Structures des Entreprises) ;
- En Mathématiques ;
- En Statistiques ;
- En Recherche Opérationnelle.

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (ou moins Doctorat de 3<sup>e</sup> Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande École), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'Octobre 1977.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Intergouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées à

Jolodre ou curriculum vitae détaillé at toutes pièces justificatives des titres et de la qualification

**C.E.R.I.** OUED-SMAR - ALGER

Cherche 4 carreaux qualifiés. Très bon sal. Poste logement. ENT. A. COMMANDES 8, av. Ross Luxembourg 92200 St-JULIEN (15-55) 02-15-47.

Entreprise Chauffage Climatiseur recherche pour région parisienne 1 TECHNICIEN SUPERIEUR Formation Max-Perret désirée expérience souhaitée.

1 OESSINATEUR PROJETEUR

Etude 2 en chauffage climatisation. Adresser C.V. et prêt à S.E.C.C. 15, Impasse Dumortier 92111 Cligny.

Importante sté cherche pour son département climatiseur INGENIEUR expérimenté, possédant la langue anglaise pour travaux Paris, Poitiers, Strasbourg, Saint-Denis, Paris. Bénéficiaire. Ecr. no 12.071 Centrale Annonces 17, rue de Valenciennes Paris-2 ou tél. 726-71-09.

CLINIQUE Rive Gauche recherche d'urgence SAGES-FEMMES Ecrire avec C.V. et références no 02.324 CENTRE PUB. 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, 6. 11.

Moyenne Importance ST-LAZARE-MONCEAU recherche COMPTABLE HOMME EXPERIMENTE LIBRE IMMEDIATEMENT pratique des opérations à l'importation et exportation, tenue comptabilité, Salaires, trisorerie, résultat mensuel, courrier pour règlements fournisseurs.

12 mois, avantages sociaux. Env. C.V. et prêt à 7.519 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

COSMA Analyseurs de gaz, appareils de mesure recherche AGENT

TECHNICO-COMMERCIAL Déplacements Paris province. Téléph. 941-03-00. Usine d'Igny, près gare Massy-Palaiseau.

OPTIC 2000 chaîne de 250 opticiens cherche RESPONSABLE ACHAT

35 ans environ. Quelques années de la fonction, la connaissance de la profession seraient un atout important. Env. C.V. + photo + prétentions. S.P. 17, 86151 JOURVAULTS.

CHEF DE PUBLICITE REVUE expérimenté, pour sé d'éditions techniques. Ecrire avec C.V. et prétentions à P.V.C. EDITION, 254, rue de Valenciennes, 75140 PARIS - CEDEX 15.

Ets financier Champs-Élysées recherche 2 PROGRAMMEURS ASSEMBLERS

I.B.M. 3071/2-05/VS. Min. 2 a. Exp. 5.000.000. Prime à l'inter. Ecr. C.V. et prétentions à : Chef du Personnel, E.P., 720-06, 72061 Paris CEDEX 06.

IMPTE STE Masco recherche INGENIEUR connait. parfaitement PROBLEMES IRRIGATION

test. solide expérience dans cette branche et parlant parfaitement anglais

particip. à l'élaboration politique irrigatoire en AFRIQUE NOIRE

recherche nouveaux fournisseurs (France-Étranger) pour l'entretien des canaux d'irrigation en Afrique Noire, voir voyages sur place, études, projets nouveaux, par négociations auprès prescripteurs.

Poste basé en France, déplacements fréquents. Adresser C.V. + photo et prétentions sous no 21.123 à : CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE 194, rue Ney, 69006 Lyon.

Recherchons pour longue mission INGENIERIE MARCHES INTERNATIONAUX

ACHETEURS GENIE CIVIL MECANIQUE ELECTRO-MECANIQUE

CHEFS DE SECTION Formation : niveau Ingénieur CHIEFS DE GROUPE Formation : niveau Technicien supérieur PRINCIPAUX :

Libres rapidement. Tous ces postes requièrent plusieurs années d'expérience. Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à no 5.427 à SPERAD, 12, rue Jean-Jaures 92007 - PUTEAUX.

Recherche ANIMATEUR TECHNIQUE EXPERIMENTE POUR STAGES MECANIQUE ET ELECTRICITE AUTOMOBILE

Ecr. av. C.V. + prétentions à Formation professionnelle Automobile, 52, r. Copernic, 75016 PARIS

INTERNATIONAL DATAWAYS offre excellente opportunité à INFORMATIEN

références professionnelles de tout premier plan

Expérience C.I.C.S. Indispens. Culture économique souhaitée. Sans cesse relations humaines de contacts au plus haut niveau. Disponibilité immédiate. Rémunération réellement motivante. Tous avantages expatriés.

Cadre de vie agréable, lieu de travail agréable (R.C.I.). Adresser C.V. + photo récente INTERNET. PARTNERS « bureau de Paris » 14, passage Duguesclin, 75015 PARIS.

COSMA Analyseurs de gaz, appareils de mesure recherche AGENT TECHNIQUE pour fabrication et services après-vente. Déplacements Paris province. Tél 941-03-00. Usine d'Igny, près gare Massy-Palaiseau.

IMPORTANT GROUPE DE SOCIÉTÉS D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVÉ

recherche

### un Animateur

apte à la création et au commandement d'une petite unité de distribution de produits financiers et immobiliers, autonome au sein d'une Organisation plus importante, et au service de la politique commerciale du GROUPE.

PROFIL

- Expérience pratique de la Vente et du Management.
- Dispositions particulières en idées pour la Vente et le Management.
- Vocation pour les relations humaines et la pédagogie active.
- Sens aigu de l'action et du pragmatisme.
- Capacité d'intervention personnelle et directe dans l'action et sur le terrain.
- Coefficient de solidarité élevé.

Le poste est totalement opérationnel et ne peut convenir qu'à l'homme jeune, décidé à conquérir une importante position sociale par l'action (volonté et intelligence). Il exclut irréductiblement des prétentions basées sur une position "arrêtée" ou sur une conception fonctionnelle de son rôle.

FORMATION AGE

Solide formation secondaire, École Supérieure de Commerce, équivalent ou solide formation autodidacte. 23 ans minimum.

OFFRE

- Stage de formation aux problèmes spécifiques de la Vente et du Management du Département.
- Position hiérarchique adaptée au talent personnel et très rapidement évolutive.
- Rémunération minimale garantie de départ (1<sup>er</sup> semestre), 5000 F/mois

Envoyer lett. manuscrite à PUBLI-BANS réf. AG 445 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence)

IMPORTANTE CENTRALE D'ACHATS

recherche

POUR SES ACTIVITÉS D'ASSISTANCE

### UN CADRE CONFIRMÉ

(28 ans minimum)

LE CANDIDAT :

- formation Grandes Écoles commerciales ou équivalent ;
- expérience en matière d'ORGANISATION notamment dans les circuits de distribution de biens d'équipement de la maison (grandes surfaces ou chaînes spécialisées).

LA FONCTION :

- assistance aux sociétés du groupe pour l'amélioration des circuits de distribution (vente par catalogue meubles, électroménager) ;
- conception, création, lancement de nouveaux magasins.

Transmettre, sous le n° 96.910 B, C.V. manuscrite, photo et prétentions à B.L.E.U., 17, rue Labol, 93400 VINCENNES, qui transmettra Réponse assurée à toute candidature

CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche pour PARIS

### Ingénieur Technico-commercial

de haut niveau, chargé du support technique des services qu'elle offre sur ordinateurs CONTROL DATA (operating systems, SCOPE et NOS) en batch, remède-batch et time sharing.

Ce poste implique de nombreux contacts :

- avec la clientèle et les unités de vente ;
- avec les unités de production de la CISI.

Une bonne connaissance de l'utilisation des ordinateurs CONTROL DATA de haut de gamme est exigée.

Adresser C.V. et prétentions à CISI, 35, bd Bruns, 75680 PARIS - Cedex 14.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER (quartier Montparnasse)

recherche

### GESTIONNAIRE

Portefeuilles obligataires (1 à 2 ans d'expérience). Formation scientifique supérieure (baccalauréat, Licence Math ou équivalent). Connaissances informatiques souhaitées.

Ecrire avec C.V., photo et prêt à n° 9271, COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 Paris.

هكمان النجل







|                                   | la semaine | la semaine TC |
|-----------------------------------|------------|---------------|
| OFFRES D'EMPLOI                   | 40,00      | 45,76         |
| "Placards encadrés" 2 col. et +   |            |               |
| (la ligne de 10 caractères)       | 42,00      | 48,04         |
| DEMANDES D'EMPLOI                 | 9,00       | 10,29         |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 70,00      | 80,08         |

# ANNONCES CLASSEES

|                                   | la semaine | la semaine TC |
|-----------------------------------|------------|---------------|
| L'IMMOBILIER                      | 28,00      | 32,03         |
| "Placards encadrés" 2 col. et +   |            |               |
| (la ligne de 10 caractères)       | 34,00      | 38,89         |
| DEMANDES D'EMPLOI                 | 38,00      | 43,47         |
| CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC. | 40,00      | 45,76         |
| L'AGENDA DU MONDE                 | 28,00      | 32,03         |

REPRODUCTION INTERDITE

## L'immobilier

appartements vente

appartements vente

appartements vente

pavillons

propriétés

terrains

Paris Rive droite

**7ème Arrdt.**

UN PETIT IMMEUBLE DE QUALITE 6500 F le m2 ferme et définitif

**TIBD. GOUVION St CYR**

Appartement - témoin sur place Renseignements et Ventes GEFIC - ALM.98.98 52, Champs Elysées - 75008 Paris

**TROCADÉRO**

48, rue de Longchamp (17)  
immeuble haussmannien  
studios, 2, 3 et 5 pièces  
Nécessaires fin mars 1977.  
Prix termes et déduites.  
Sur place de 14 h. à 18 h. 30.  
SECODI  
Téléph. 724-49, la mait.

**7<sup>e</sup> QUAI VOLTAIRE**

IMMEUBLE XVIII<sup>e</sup> SIECLE  
5 PIÈCES 135 m2  
3 PIÈCES 95 m2  
EMPLACEMENT, VUE EXCEPT.

JOUBERT ET ANDRE,  
5, rue A.-de-Mouville, Paris-17.  
Tél. 27-51-17 - 27-51-24

**20<sup>e</sup> IMM. STANDING**

Vue panoramique - LOGGIA  
LIV. + 3 CHAMBRES. Dépend.  
120 m2 - Parking - Immeuble  
Tél. au 627-78-52

**POMPE**

Grand 6 p. 2 b. 20 m2  
3 ch. 20 m2 - 2 ch. 10 m2  
1.300.000 F - LAB. 45-55  
Mairie 17<sup>e</sup> - BATHIGNOLLES  
DANS TRÈS BEL IMMEUBLE  
STUDIOS, 2 P. DUPLEX  
Tél. au 627-78-52

**GRUPPE VIBRANT**

15, r. de la Paix. Ouvert tous  
les jours 9 h. à 18 h. Seul d'entre  
nous. Temple Prox. BEAUBOURG  
4 p., 2 b., 20 m2 - 2 b. 10 m2  
180 m2 - A. S. 1977-78

**ETIENNE**

Dem. 41. Imm. 20 standing  
sur jardin. 17<sup>e</sup> arrdt.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**JACMIN**

Luxueux 120 m2, 4 b., 4 ch.  
sur jardin. 17<sup>e</sup> arrdt.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**CHAMPS-ÉLYSÉES**

LUXUEUX APPT. Liv. 15 m2  
ch. 10 m2, 2 b., 20 m2  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**ORIGINAL**

Un appartement de 83 m2 pro-  
che de la place de la Concorde.  
dernier étage, avec une terrasse  
et un balcon entièrement  
décoré.  
Il n'a jamais été habité.  
Visite sur rendez-vous 451-43-80.

**PLACEMENT**

BEL IMMEUBLE ROYAL  
2 P. 11 C. 109.000 F.  
V. J. 1977-78. 15 h. à 18 h.  
36, RUE POINCARRE.

**RUE BONAPARTE**

Appt environ 80 m2 à rénover.  
5 ch. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
200.000 F. - 25-24-84

**11<sup>e</sup> - PHILIPPE-AUGUSTE**

57 impasse Lamoignon, petit imm.  
pièce de 10 m2, 2 b., 20 m2  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**TROCADÉRO**

Faco Seine et tour Eiffel, su-  
perbe 6 p., 2 b., 20 m2, luxueux  
décoré, balcon, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**CALME ET CONFORT**

dans petit immeuble de 10 m2.  
vieux salon, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**STUDIO, 2,3 et 4 P.CES**

Pour louer ou acheter.  
8 p. 2 b. 20 m2. Grand centar-  
2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
BOURDAIS APPARTEMENTS

**KLEBER ÉTOILE**

57 impasse Lamoignon, petit imm.  
pièce de 10 m2, 2 b., 20 m2  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**COURCELLES**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**5 P. 11 C. 109.000 F.**

V. J. 1977-78. 15 h. à 18 h.  
36, RUE POINCARRE.

**18 RUE CARNET**

4 ch. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**9<sup>e</sup> Dans bon imm.**

Compt. 2 étages  
5 P. et 3 P. Poss. reprise de  
v. 200-73

**ST-GEORGES - ATELIER**

17<sup>e</sup> arrdt. - 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**5-6 P. 11 C. 109.000 F.**

V. J. 1977-78. 15 h. à 18 h.  
36, RUE POINCARRE.

**MONTMARTRE AU PIED**

VUE PANORAMIQUE  
SPLÉNDIDE STUDIO 10 m2  
+ terrasse. 11 c. 109.000 F.  
Tél. au 627-78-52

**AUTEL**

Od. living, ch. 10 m2  
cuisine, bain, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**17<sup>e</sup> arrdt. - 2 b. 20 m2.**

17<sup>e</sup> arrdt. - 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**SANS INTERMÉDIAIRE**

Asst. 10 m2, 2 b., 20 m2  
15 h. à 18 h. 15 h. à 18 h.  
Tél. au 627-78-52

**BON XVIII<sup>e</sup>**

Grand 2 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**BON XIX<sup>e</sup>**

45 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**RENOUVEAU**

2 pièces, cantin, ch. 10 m2  
poutres, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**QUAI LOUIS-BLEROT**

Bel immeuble, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**7<sup>e</sup> - PHILIPPE-AUGUSTE**

57 impasse Lamoignon, petit imm.  
pièce de 10 m2, 2 b., 20 m2  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**AVENUE TRUDAINE**

57 impasse Lamoignon, petit imm.  
pièce de 10 m2, 2 b., 20 m2  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**VILLIERS - Pétrole vend**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**RESTAURATION D'ÉPOQUE**

2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**TRES STANDING**

GOS STUDIOS TOUT CONFORT  
avec poutres, PPTAIRE SUR  
Plus, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**PLACE DE LA TRINITE**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**PLACE DES ÉTATS-UNIS**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**METRO BONNET**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON ROYALE**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**RUE DE PASSY**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**TRES BON INVESTISSEMENT**

Imm. 10 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**RUE DES BERNARDINS**

14 m2 ENVIRON  
W.C., salle d'eau  
CHAMBRE  
Pour renseignements et visite  
75-57-57 ou 72-77-77

**PONT MIRABEAU**

300 m2 + JARDIN. Refait tout  
avec l'électricité.  
Prix 270.000 F. - 27-24-84

**MONTMARTRE PRES**

2 p. 2 b. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**PRÈS UNESCO**

Très bel immeuble de 1.  
étage, sur place de 7 Pcs.  
SURFACE 195 m2

**CARDINAL-LEMOINE**

PPTAIRE VD dans bel imm.  
rénové, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**PANTHÉON**

DIRECT. PPTAIRE  
STUDIO 10 m2 + 2 P. DUPLEX.  
Imm. caractère restauré.  
Poutres apparentes.  
723-38-58

**26, RUE GUYNEMER**

Part. vend. Immeuble 1900  
17<sup>e</sup> arrdt. 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**7<sup>e</sup> ARDIT**

**QUAI VOLTAIRE**

IMMEUBLE XVIII<sup>e</sup> S.  
6-7 PIÈCES - 220 m2

**EMPLAC. ET VUE EXCEPT.**

Visite vendredi 18 mars, de 14  
h. à 17 h. 1, rue de Beuine 171

**au lieu de courir pour trouver**

**consultez**

**Information Logement**

**525.25.25**

Un choix de 40.000 appartements et pavillons neufs à l'achat.

**Centre Étoile**

49, avenue Kléber, 75116 Paris  
525.25.25

**Centre Maine**

210, avenue du Maine,  
75014 Paris 539.22.17

**maisons de campagne**

Quatre villages à km de Nice, prof.  
de la maison, 15 h. à 18 h.  
Tél. 844-26-34 ou 1931 80-19-72

**LOUVECIENNES (Près Gare)**

120 m2, terrasse, jardin privi-  
légié, 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**VERSAILLES. Le plus bel apt**

140 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**BD MAILLOT**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**IVRY (94)**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**NEUILLY-S-SEINE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**DOCT DIT SAINT-PIERRE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**IVRY (94)**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**NEUILLY-MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**STUDIOS**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**

120 m2, 2 b., 20 m2. 15 h. à 18 h.  
FRANK ARTHUR - 764-01-49

**MAISON MARIE**







## Sotheby Parke Bernet

a le plaisir d'annoncer la présence à Paris de ses experts de Londres à l'Hôtel Bristol, 112, faubourg Saint-Honoré, les 23 et 24 mars

Tina Millar  
MONTRES

et INSTRUMENTS SCIENTIFIQUES

Elisabeth Mitchell

OBJETS D'ART du XII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> SIECLE  
SCULPTURES, BRONZES et EMAUX

Brian Ivon-Jones

ORFÈVRES et OBJETS de VITRINE

Philippe Garner

ARTS DECORATIFS 1880-1930,  
MEUBLES, OBJETS et AFFICHES ART  
NOUVEAU-ART DECO, MATERIEL  
PHOTOGRAPHIQUE et  
PHOTOGRAPHIES ANCIENNES

Ils se feront un plaisir d'examiner tout objet et d'en donner  
gracieusement une estimation en vue de vente.  
Les personnes désireuses de prendre contact avec eux sont  
priées de se mettre en rapport avec :

Sotheby Parke Bernet France,  
5, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. 266.40.60

**Tourisme en Turquie:**  
**son Bosphore,**  
**son Tigre, son Euphrate,**  
**sa Sainte-Sophie.**

Cette semaine dans ELLE.

Pour votre  
**DEMEUNAGEMENT**  
208 10-30 ODOUL

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA S.N.M.C.  
UNITÉ TUBES P.V.C. BP: 61  
SÉTIF

Avis d'appel d'offres international n° 1/77

L'Unité Tubes P.V.C., Zone Industrielle  
SÉTIF, lance un appel d'offres international  
pour la fourniture d'un lot d'accessoires pour  
tuyauteries P.V.C. pression et évacuation  
(raccords, robinetteries, vannes, etc.).

Les dossiers seront retirés auprès de la  
Direction Production S. N. M. C., Gué de  
Constantine. KOUBA-ALGER.

La date limite de remise des soumissions  
est fixée au 15 avril 1977.

**Les chemises**  
**en T**  
**sont de retour.**

Cette semaine dans ELLE.

## LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

### EMPLOI

## Dans la Loire, une spectaculaire dégradation

Le nombre des demandeurs d'emploi était, en données observées, supérieur de 7,8 % à la fin du mois de février à ce qu'il était un an auparavant. Mais cette moyenne cache de grandes disparités régionales. En Bretagne (+ 20,3 %), en Corse (+ 19,5 %) et dans les pays de la Loire (+ 18,2 %), la situation s'est forte-

ment dégradée depuis le mois de février 1976. Dans la région Rhône-Alpes, l'augmentation du nombre des demandeurs est de 8,3 %, mais bien supérieure dans certains départements comme la Loire, particulièrement touchée par les restructurations industrielles.

De notre correspondant régional



(Dessin de KONE.)

### Un avenir lourd de menaces

On pourrait facilement multiplier les exemples des sections engagées par les salariés de la Loire pour protester contre la spectaculaire dégradation de la situation économique dans ce département. Chaque semaine, pour ne pas dire chaque jour, apporte son lot de fermetures ou de licenciements. L'avenir reste lourd de menaces : la direction des Ateliers roannais de construction textile (A.R.C.T.) attend l'autorisation ministérielle de supprimer deux cents emplois sur un effectif total de mille quatre cent quatre-vingts. Le plan de restructuration des Tissages de soieries réunis, soumis au Conseil de commerce de Lyon, prévoit la disparition de deux cent cinquante emplois dont certains dans l'atelier de moulage de Grand-Croix (deux cents personnes).

A la fin du mois de novembre 1976 la Loire était déjà la lanterne rouge de la région Rhône-Alpes avec plus de quinze mille demandes d'emploi non satisfaites. Les statistiques de décembre ont confirmé cette position peu enviable : cinq cents chômeurs de plus. Celles de janvier ont aggravé encore la situation puisque avec près d'un millier de demandeurs d'emploi supplémentaires le total s'élevait à seize mille six cent cinquante-cinq.

Le tassement enregistré en février est faible puisqu'on comptait encore à la fin du mois seize mille trois cent douze demandeurs. Pour la C.F.D.T. et la C.F.T.C., qui apportent des corrections à ces données officielles (1), le nombre des chômeurs atteint vingt-quatre mille. Un autre élément traduit la gravité de la situation : la disproportion entre les offres et les demandes est peut-être la plus importante de tout le territoire. En janvier, l'A.N.P.E. ne disposait que de six cent quatre-vingt-quatre offres d'emploi, soit une pour vingt-quatre demandeurs (2) ; en février, le rapport était encore d'une offre pour vingt et un demandeurs.

Quels sont les secteurs les plus touchés ? Selon une étude réalisée à la fin de l'année 1976 par l'U.D.C.F.D.T., la métallurgie vient en tête

suivie par le textile-habillage, le bâtiment et l'alimentation-commerces. Au cours de cette même année 1976, quinze travailleurs en moyenne ont été licenciés chaque jour pour motif économique et tous les deux jours une entreprise a fermé ses portes. En trois ans, de 1972 à 1976, calcule la C.F.D.T., le secteur industriel (première transformation des métaux, construction mécanique, électrique ou automobile), qui occupait soixante mille salariés en 1974, a perdu cinq mille emplois. Le textile-habillage, toujours dans la même période, trois mille. Pour les auteurs de l'étude, la crise internationale n'a joué que pour un rôle secondaire : cette diminution de l'emploi est la conséquence de phénomènes de redéploiement international, de restructuration nationale ou de fusions locales, dans lesquels les mouvements de capitaux tiennent les premiers rôles.

Comment expliquer les difficultés d'aujourd'hui ? Certes, la fermeture des mines et la suppression de vingt-cinq mille emplois que celle-ci a entraînée pèsent encore sur la vie économique de la région stéphanoise. Dans ce barreau de la sidérurgie, les hauts fourneaux construits tout au long de la vallée se sont éteints les uns après les autres. Seuls ceux des Aciéries Marrel à Rive-de-Gier, passées sous le contrôle de Creusot-Loire, sont encore en activité. Pour combien de temps ? Les établissements de ce groupe, à St-Etienne et Firminy (six mille cinq cents emplois en tout) éprouveront des difficultés à surmonter la crise de la sidérurgie. Le marché du nucléaire compensera-t-il les baisses d'activité enregistrées ailleurs ? A la direction de Creusot-Loire, on l'espère. La création de la société Euroform (capital : 30 % Creusot-Loire, 70 % Aciéries Marrel, filiale de la précédente) permettra d'utiliser à plein la presse de 12 000 tonnes de Rive-de-Gier pour emboutir entre autres les tubes nucléaires. Mais peut-on attendre un développement sensible des emplois dans une unité où travaillent actuellement une cinquantaine de salariés seulement. Les syndicats en doutent.

Dans cette région, c'est encore la production des armes de guerre dont l'avenir est le moins sombre. La manufacture d'armes de Saint-Etienne (deux mille emplois), l'arsenal de Roanne (trois mille emplois), con-

stituent une activité satisfaisante, au déclin d'ailleurs de certains autres secteurs d'armement d'Etat qui accusent une baisse d'activité, comme les représentants syndicaux l'ont fait remarquer récemment à Saint-Etienne. Creusot-Loire, par le biais de sa division mécanique spécialisée, a ouvert en 1976 une nouvelle usine pour monter les VAB (véhicules à l'avant blindé), dont le ministère des armées lui a passé commande de quatre mille unités pour les dix années à venir. Mais l'usine, qui représente un investissement de 25 millions de francs pour Creusot-Loire (sur un total de 81 millions), n'emploie que deux cents personnes dont cent cinquante ouvriers. Assez peu en définitive en regard des réductions d'effectifs auxquelles le groupe a procédé au cours des dernières années dans la région.

Dans cette tempête économique Manufactures — la « Manu » pour les Stéphanois, l'une des plus anciennes entreprises de Saint-Etienne, dont le célèbre catalogue a contribué plus peut-être que l'équipe football à propager le nom de la ville aux quatre coins du territoire ne représente même pas aujourd'hui un îlot de tranquillité. La direction fait connaître, en effet, comme février au comité d'entreprise, l'intention de réduire de près de quatre cents personnes les effectifs de la société, qui s'élève actuellement à trois mille huit cents cinquante-vois, dont deux mille six cents dans l'agglomération stéphanoise.

BERNARD ELIE

(1) Application du coefficient de 1,12 aux demandes d'emploi et à la déduction du nombre de salaires à la retraite anticipée (données d'une garantie de ressources (100 mille environ dans la Loire).  
(2) A titre de comparaison, ce rapport était, en décembre, d'un pour huit demandes dans l'Aisne, et pour trois dans l'Ain.

Jeudi 24, vendredi 25 mars  
Nouvelles orientations des U.S.A.  
Avec : PAUL MOCQUAGNIE, R. Ernest OULSTREIN, Frédéric VIELAND, Charles FÉRET, Paul FARRA, Pierre MATY.  
Hugues de l'ESTOIRE  
et Wallace HOPKINS  
Inscriptions : CIEVAL, 20, rue Cabanis, Paris (14), 14.38.42.

**le refuge formation**  
30, rue de Chabrol, 75010 PARIS - Téléphone 246.92.51  
département Gestion et Méthodes Industrielles  
**analyse et mesure du travail**  
5 jours  
du 21 mars au 22 avril

Autres stages :  
Méthodes de gestion de la production  
10 demi-journées ..... 28 mai  
Ordonnement et lancement  
10 demi-journées ..... 12 avril  
Perfectionnement des agents de méthode  
16 jours ..... 12 avril  
Formation théo. au MTM et au Modis  
5 jours ..... 14 mars  
\* date du début de la session

Autres départements :  
Action directe dans l'Entreprise - Administration  
Économie de l'Entreprise - Gestion - Relations dans l'Entreprise - Langues vivantes - Formation générale  
Connaissances particulières - Stages à l'aide de films

Le calendrier des stages vous sera envoyé sur simple demande.  
Stages animés par les ingénieurs de BEDAUX ENTREPRISE ET FORMATION

**VOITURES D'EXPORTATION T.T.**  
**SEDAX** 3, rue Scheffer, 75016 Paris  
727.64.64 + 553.28.51 +  
Citroën • Peugeot • Renault • Simca-Chrysler • Mazda  
Toutes marques étrangères

Finition exportation  
Faible kilométrage  
Garantie usine  
Toutes possibilités de crédit-leasing

EXPOSITION PERMANENTE DE 150 VEHICULES DE B H A 19 H.  
DEMANDEZ M. JEAN-CLAUDE BARRIERE

Une femme  
qui ne laisse rien  
à l'imaginaire.

**Anne Gaillard.**

Cette semaine dans ELLE.

**A L'ÉTRANGER**  
**NASSAU, CAPITALE FINANCIÈRE**  
(De notre correspondant.)

New-York — Discrètement, Nassau, la capitale ensoleillée et paresseuse des Bahamas, s'est transformée en une place financière de première grandeur dont le rôle inquiète les deux commissions pour les affaires bancaires du Congrès. En 1960, Nassau, paradis des banquiers et refuge des amoureux cossus, avait une banque. Aujourd'hui deux cent quarante-deux établissements financiers ont pignon sur rue. Une pour huit cents habitants. Soixante-dix-huit banques américaines, trois suisses, deux britanniques et une poignée de banques européennes, arabes, sud-américaines.

Non seulement les capitaux sont à l'abri des impôts directs et indirects, mais ils trouvent des conditions avantageuses pour constituer un marché des capitaux. Nassau est devenue notamment un maillon-clé du circuit des euro-monnaies. Une partie de plus en plus importante des prêts effectués par les banques américaines, non seulement en Europe, mais aux États-Unis, s'effectue à Nassau. Nombre de spécialistes attribuent le déclin des emprunts, enregistré l'année dernière aux États-Unis, au moins partiellement à l'essor de ceux effectués à Nassau.

Le secret qui entoure ces prêts « off-shore » contribue à créer un climat d'incertitude en ce qui concerne l'état de l'économie américaine, si l'on en croit un membre de la commission du Congrès pour les affaires bancaires. En outre, les prêts en euro-monnaie ont permis aux banques américaines de résister aux pressions visant à réduire le taux d'intérêt aux États-Unis. Selon le New York Times, les banques américaines avaient avancé à leurs filiales de Nassau, en octobre dernier, 10,5 milliards de dollars.

LOUIS WIZNITZER.

هكمن النحل



# LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

## EMPLOI

### Le tribunal de Saint-Étienne ordonne l'expulsion des grévistes de B.S.N.

De notre correspondant

Saint-Étienne. — M. Antoine Pinay a, par lettre du lundi 14 mars, informé M. Dérure, président du tribunal de Saint-Étienne en réitérant, de l'absence de la mission que ce magistrat lui avait confiée dans le conflit opposant la direction de l'usine B.S.N.-Gervais-Danone de Rive-de-Gier (Loire) à son personnel. Ce dernier a, en effet, rejeté les propositions patronales et décidé de poursuivre sa grève avec occupation des locaux, commencée, le 22 février, pour s'opposer à la suppression de trois cent cinquante-jeux emplois.

Le tribunal des référés, qui avait saisi à statuer, a prononcé, mercredi 16 mars, son jugement ordonnant l'expulsion des grévistes, au besoin avec l'assistance de la force publique. « L'intransigeance dont on fait preuve l'une et l'autre des parties n'ayant pas permis à la personnalité, pourtant exceptionnelle, désignée de trouver une solution à l'amiable et ce conflit social ».

Outre cette ordonnance, il faut noter que, mercredi 16 mars, une grève a été observée pour permettre à un client belge qui avait entamé une opération promotionnelle avec des articles de B.S.N., de prendre livraison d'une partie de la marchandise fabriquée et stockée. Par ailleurs, ce jeudi 17 mars, deux rencontres entre des représentants syndicaux et

patronaux devaient avoir lieu l'une à Paris, l'autre à Saint-Étienne. Enfin un comité pour la reprise du travail, regroupant deux cents salariés environ (ouvriers, cadres et employés) syndiqués ont adressé, le 15 mars, un télégramme à M. Riboud, P.D.G. de B.S.N.-Gervais-Danone, lui demandant de tenir compte de la volonté d'une partie du personnel de travailler « avant de prendre une position irréversible ». M. Riboud a notamment répondu : « Nous devons constater que devant les déclarations publiques et la pénétration dans l'usine des conseillers municipaux nouvellement élus à Rive-de-Gier, le problème de la gobeleterie est devenu un enjeu politique ».

● **Schlumpf** : le tribunal de grande instance de Mulhouse a mis en délibéré jusqu'au 23 mars le jugement qui demandera de l'expulsion du groupe hôtelier les frères Schlumpf demandant l'annulation, pour vice de forme, de l'autorisation de poursuite pendant trois mois l'exploitation de l'usine de Mulhouse, et s'opposant à l'autorisation d'un emprunt par la COGEFI auprès des Assurances garanties de salaires (A.G.S.). Les syndicats ont décidé de poursuivre jusqu'à ce que le tribunal se prononce.

### F.O. : le blocage des négociations conduira à des difficultés sociales dont personne ne peut mesurer les conséquences

Les conséquences inévitables du « blocage des relations sociales » ont été l'un des principaux points abordés par la délégation de Forces ouvrières, passant une nouvelle fois le ton lors de son entretien, le 16 mars, avec le ministre du travail, en présence de M. Stoléru, secrétaire d'État chargé de la condition des travailleurs manuels.

Commentant cette entrevue, M. Bergeron a fortement insisté sur la « solennité » de la mise en garde qu'il a adressée aux pouvoirs publics : « Les conflits qui surgissent mettent en cause bien des résultats qui ont pu être obtenus à travers la politique de lutte contre l'inflation. La raison devrait faire admettre au gouvernement que ne discuter de rien conduirait à une accumulation de mécontentements de toute sorte, qui, tôt ou tard, provoqueraient des difficultés sociales dont personne, actuellement, ne peut mesurer les conséquences ».

Même les discussions sur les conditions de travail sont paralysées, car les employeurs en

repoussent les incidences sur les coûts salariaux, en invoquant les directives de M. Barre sur le blocage des rémunérations. « Les patrons en rajoutent », dit M. Bergeron. M. Beullieux a promis d'inciter les patrons à ne plus refuser les contacts relatifs aux conditions de travail. D'autre part, il convoquera le 13 avril la sous-commission de la commission supérieure des conventions collectives qui s'occupera d'obtenir un certain nombre d'accords.

Dans quinze jours, une nouvelle réunion entre F.O. et le ministre portera sur l'amélioration des conditions de travail, la prévention des accidents, des mesures prises sur la mobilité des jeunes et des femmes, etc.

Autre point essentiel abordé par F.O. : les atteintes aux libertés syndicales. Chas Citron, a dit M. Bergeron, elles sont encore plus graves que chez Chrysler. Aux abattoirs industriels Guérin, dans les Côtes-du-Nord, la direction licencie tous les délégués syndicaux. Le ministre a promis d'ouvrir une enquête.

### L'allocation d'état aux chômeurs est portée à 15 F par jour

M. Bergeron a annoncé deux mesures gouvernementales qui visent de lui être communiquées :

— L'allocation versée par l'État aux chômeurs va passer de 13,50 à 15 F par jour, soit une augmentation de 11,1 % par rapport au dernier relèvement en février 1976. Cette augmentation portera également sur les allocations pour enfants et personnes à charge (480 000 bénéficiaires environ).

— Les travailleurs manuels qui ont droit à la retraite à soixante ans pourront la faire après quarante et un ans au lieu de quarante-trois ans de cotisation, à compter du 31 mars prochain (soit une avance de dix-huit mois sur le programme prévu).

De son côté, M. Beullieux a tenu à se féliciter des « échanges » F.O. qui, pour « être rapides », méritent chaque fois un progrès. « Le contraste est grand avec

ce qui s'est passé avec M. Séguin ».

Le ministre recevra prochainement la C.F.T.C. et la C.G.C.

● **DURCISSEMENT DE LA GREVE DES DOCKERS A DUNKERQUE**. — Commencée il y a une semaine, la grève des dockers du port de Dunkerque, en conflit avec Unstour, pourrait être déclarée illimitée ce jeudi 17 mars. La grève paralyse complètement le troisième port de France, à l'exception des services de la Manche et du trafic des marchandises en vrac liquides. Mercredi, vingt-quatre navires ont quitté le port sans avoir achevé leurs opérations, certains même sans les avoir commencées. Les bateaux de pompiers de l'Etat-Unis sont dérivés sur Ostende. — (Corresp.)

## AGRICULTURE

### La F.N.S.E.A. et l'organisation allemande D.B.V. estiment insuffisantes les augmentations de prix proposées par la Commission européenne

La Fédération nationale des exploitants agricoles (F.N.S.E.A.) et le syndicat agricole ouest-allemand Deutscher Bauernverband (D.B.V.), qui se sont rencontrés le 16 mars à Paris, sont convenus d'étudier en commun une proposition visant à aménager le mode de calcul des montants compensatoires européens. La F.N.S.E.A. estime qu'il faudrait tenir compte dans le calcul des montants compensatoires — qui sont destinés à corriger les distorsions de prix entre les produits agricoles nées des variations monétaires, — des coûts de production des produits, et notamment des matières premières importées comme le pétrole ou le soja. Par ailleurs, la F.N.S.E.A. souhaite dans l'immédiat une discrimination des montants compensatoires français plus forte que celle proposée par la commission européenne (4,5 à 5 % au lieu de 3 %). Une telle mesure se traduirait par une augmentation plus élevée des prix agricoles français. De son côté, le syndicat

allemand a rappelé que les propositions de la commission entraînaient un gel des prix agricoles sur place. Les deux syndicats ont estimé que ces propositions étaient insuffisantes pour les agriculteurs français et allemands.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### Robeco investit dans les économies fortes

Extrait de son rapport annuel 1976 : L'investissement dans les économies fortes accentué davantage encore. Extension des placements en Amérique (actuellement 39%) et au Japon (14%), réduction des investissements européens. L'action à nouveau très demandée : l'émission de 1.750.000 actions nouvelles. La totalité des actifs nets passés de FL 4.047 millions à FL 4.359 millions. L'introduction de nouvelles actions de 100 à 200 le nombre des places au Tokyo a porté à 20 le nombre des places au Japon. La répartition finale proposée : 34% en actions privilégiées sur la réserve des primes d'émission ou, à la place, un dividende en espèces de FL 5,20.

### Le Rapport Annuel

peut être obtenu auprès de : ROBECO, Boite Postale 973, Rotterdam, Pays-Bas, et ROBECO S.A., avenue de la Poste 533, (1211) Genève 3, Suisse.



la base de votre patrimoine

### CHARBONNAGES DE FRANCE

**AVIS DE TIRAGE**  
Les porteurs d'obligations émises par les Charbonnages de France en règlement des indemnités dues aux actionnaires et ayants-droit des entreprises nationalisées sont avisés que le vingt-troisième tirage d'amortissement des obligations sera lieu, 68, rue du Faubourg-Saint-Henri, Paris-8, le 11 avril 1977.

### CODETEL

Le conseil d'administration de Codeotel, qui s'est réuni le 16 mars 1977 sous la présidence de M. Raymond Barre, a pris connaissance de l'activité de l'exercice 1976. Il a agréé le bilan au 31 décembre 1976 et les comptes du système excédent social de la société.

### COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUËZ

Dans sa séance du 15 mars 1977, le conseil d'administration a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Le compte de pertes et profits (un charge et revenus) fait ressortir un bénéfice net de 100.407.033,77 F contre 146.954.897,91 F en 1975, soit une progression de 15 %.

Le conseil propose : — à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui se tiendra le mardi 26 mai 1977, de distribuer un dividende net de 17 F par action, assorti d'un avis fiscal de 4,50 F, contre respectivement 16 F et 3 F l'année précédente, soit un revenu global de 21,5 F contre 19 F.

### SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Le conseil d'administration vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1976 en vue de les présenter à la prochaine assemblée générale, qui aura lieu le 22 mars. Les bénéfices nets sont passés de 9.710.000 F en 1975 à 10.745.000 F, d'où une hausse de 11 %. Le bénéfice net est passé de 3.525.000 F en 1975 à 3.824.000 F en 1976.

### FRANCE BAIL

Le conseil d'administration de France Bail, société de crédit-bail du groupe SOVAC, s'est réuni le 10 mars 1977 pour examiner les comptes de l'exercice 1976. Après approbation et provisions largement calculées, le bénéfice net, en présentation simplifiée, est de 6.452.854,22 F au 31 décembre 1976. Comme tenu des recommandations gouvernementales, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale de limiter la progression du dividende à 6,5 %, et, en conséquence, de fixer le revenu global de chaque action à 24 F, ce montant comprenant un dividende de 15 F et des impôts de 9 F payés au Trésor (avoir fiscal) de 5 F.

### ALSACIENNE DE SUPERMARCHÉS

Le chiffre d'affaires provisoire t.t.c. de la société et de ses filiales pour le mois de février 1977 s'élève à 63.000.000 F, en augmentation de 27,5 % par rapport au mois de février 1976.

## CINQUANTENAIRE DE MADELIOS



DU LUNDI 14 AU SAMEDI 26 MARS

DES PRIX CINQUANTENAIRE DANS TOUS NOS RAYONS des exemples :

- IMPERMEABLE TRENCH-COAT 67% polyester-33% coton 300 F
- BLAZER pure laine 300 F
- PANTALON 55% polyester-45% laine 130 F
- CRAVATE soie, doublée 25 F



PLACE DE LA MADELEINE - PARIS  
OUVERT DE 9 H 15 A 18 H 30  
PARKING GRATUITS POUR NOS CLIENTS

UE ET SOCIALE

aculaire dégradé

formation

analyse et mesure du travail

SEDAX

Anne Gaillard

elle travaille dans ELLE











UN JOUR  
DANS LE MONDE

- 2-3. PROCHE-ORIENT  
2-3. AMERIQUES  
— ETATS-UNIS : quand le président va-t-il au peuple...  
3-4. EUROPE  
— UNION SOVIETIQUE : M. Kotonov est nommé vice-président du conseil.  
— TCHÉCOSLOVAQUIE : près d'un million de personnes ont assisté, à Prague, aux obsèques de Jan Patočka.  
5-6. AFRIQUE  
— TUNISIE : « Les sirènes de la démocratie » (II), par Daniel Junqua.  
6-12. POLITIQUE  
— TRIBUNES DU 20 MARS : « Et pourquoi pas les droits de l'homme ? », par H. Noquères ; « L'arbre et la jungle », par R.-V. Pithès.  
13. EQUIPEMENT  
— URBANISME : M. Fourcade condamné à nouveau les immeubles de grande hauteur.  
13. D'UNE REGION A L'AUTRE  
14. EDUCATION  
— M. Huby professeur de morale.  
14. JEUNESSE

## LE MONDE DES LIVRES

PAGES 15 A 20

LE FEUILLETON de A. Polrot-Delpach « Avons-nous vécu ? », de Marcel Aymé.  
SOUVENIRS : Un autre Maurice, BIOGRAPHIE : Le destin traversé d'Orsini, de John Reed.  
SOCIÉTÉ : Fétichisme plural.  
LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Les entrées d'Orsini, de John Reed.  
REPORTAGE : « L'oubli », un roman qui mène loin.

21. MÉDECINE  
21. DÉFENSE  
22-23. JUSTICE  
24. SPORTS  
— FOOTBALL : les quarts de finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.  
25 à 27. ARTS ET SPECTACLES  
— CINÉMA : Armagendon, d'Alain Jessou.  
— THÉÂTRE : Dernier Bal, par le Théâtre de l'Unité ; la Reine Christine à Dijon.  
31 à 34. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE  
— EMPLOI : dans le Loire, une spectaculaire dégradation.  
— COMMERCE EXTÉRIEUR : les effets de la sécheresse commencent à s'estomper.

## LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (24)  
Annonces électorales (24 à 30)  
Aujourd'hui (21) ; Bulletin d'opinion (21) ; Carnet (24) ; « Journal officiel » (21) ; Loterie nationale (21) ; Météorologie (21) ; Mots croisés (21) ; Bourse (25).

Jusqu'au 31 REMISE 20 %  
**BEAUX TAPIS D'ORIENT**  
Petite maison  
Ex : Kasak ancien 1111 soldé 2.500 F  
Pakistan 283x103 soldé 5.500 F  
92, rue de Crimée, Métro OURSQ

**LE RANGEMENT A VOS MESURES**  
contemporain ou style  
**l'armoire universelle**  
grand choix de lits relevables  
faciles de monter  
148 av. F. ZOLA PARIS XV  
26 av. div. Leclerc ANTONY  
575.25.06, 575.23.20  
PARKING ASSURÉ  
catalogue gratuit

A B C D E F G

Plusieurs organisations de cadres sont hostiles  
à la participation de la C.G.C. aux GIR

Après la fédération de la métallurgie C.G.C. et le Syndicat national de la banque C.G.C., la Fédération Minatom (industries minières et atomiques), affiliée à la même centrale, fait connaître, à son tour, qu'elle réproche la décision prise par M. Yvon Charpentier d'engager la C.G.C. dans les Groupes Initiatives et Responsabilités (GIR), aux côtés notamment de dirigeants des petites et moyennes entreprises et de l'agriculture.

En des termes voisins, ces trois organisations reprochent au président de la C.G.C. d'avoir pris, sans consulter les instances confédérales, une attitude, qui, selon elles, lie la confédération à des intérêts particuliers et pourrait remettre en cause son apolitisme. Minatom, qu'anime M. Menu, ancien secrétaire général de la C.G.C., a demandé le retrait de la C.G.C. des GIR. La fédération C.G.C. de la métallurgie a dénoncé mercredi dans un communiqué « la tentative de hold-up sur la C.G.C. perpétrée par des groupes de pression patronaux, corporatistes et politiques », et fait état d'une « vague de protestations et de démissions » à la suite de l'engagement de M. Charpentier dans les GIR.

S'ils manifestent leurs réserves ou leurs inquiétudes de façon publique, un certain nombre de militants partagent les mêmes préoccupations. « Celles-ci ne sont pas justifiées, déclare-t-on à la direction de la centrale, l'opposition qui s'est levée contre l'engagement de M. Charpentier à la présidence, en 1975, ajoute-t-on, se saisit de cette occasion pour montrer qu'elle n'a pas totalement désarmé. On dit aussi que M. Charpentier ne s'est pas assez expliqué. Quand on expose aux militants de quel il s'agit nous a déclaré M. Corentin Calvez, délégué général (qui est aussi vice-président du comité de liaison des classes moyennes), les prévisions s'estiment, car il apparaît alors que le président de la centrale n'a pas l'intention de se placer sur un terrain politique. M. Charpentier s'est d'ailleurs engagé à débattre de la question au prochain conseil confédéral, les 25 et 26 mars.

A l'extérieur de la C.G.C., l'U.C.T., elle aussi, s'inquiète. Tout en reconnaissant que le président de la C.G.C. a bien affirmé que, dans le cas où les GIR se transformeraient en structure politique, la confédération s'en

## NOUVELLES BRÈVES

● LE C.N.F.F. va recevoir la C.G.C. puis la C.F.T.C. pour examiner le prolongement de l'accord du 17 mars 1975 sur l'amélioration des conditions de travail (que ces deux organisations ont signé, ainsi que la C.G., celle-ci ayant été reçue le 8 mars). L'entretien portera également sur l'achèvement de la mensualisation, la situation de l'emploi, le travail manuel et le problème des cadres.

● Trois cents chauffeurs de taxi parisiens ont manifesté, mercredi 16 mars, devant le ministère de l'économie et des finances, à l'appel de la C.G.T. Ils réclament, notamment, un relèvement des tarifs et une détaxe du carburant.

● La Fédération des chirurgiens-dentistes de France appelle, ce jeudi 17 mars, à une journée

de manifestations pour protester contre les menaces de tarif d'autorité qui pèsent sur plusieurs dizaines de ses adhérents. En effet, ceux-ci appliquent depuis le 1<sup>er</sup> janvier un tarif syndical fixé à 10 F la valeur de la lettre-clé « D », alors que pour la Sécurité sociale cette valeur reste fixée à 7,20 F. Un certain nombre de dentistes ont reçu des caisses de Sécurité sociale des demandes d'adhésion individuelle à la convention type de l'administration. Un certain nombre d'adhérents de la Confédération nationale des syndicats dentaires, qui a décidé le 15 février d'établir, elle aussi, son propre tarif syndical, ont reçu de semblables demandes. La C.N.S.D. ne s'associe pas néanmoins à la journée d'action de la Fédération des chirurgiens-dentistes.

(1) De son côté, l'Union confédérale des médecins salariés adhères à la Confédération des syndicats médicaux français désapprouvant, dans un communiqué, la participation du président du conseil confédéral, le docteur Monier, aux GIR.

## Une escroquerie au « troisième âge » à Strasbourg

## Un pasteur - promoteur - homme d'affaires

De notre correspondant

Strasbourg. — Après l'affaire Aurélie (« Le Monde » du 21 janvier 1976), un nouveau « scandale du troisième âge » vient d'éclater à Strasbourg au lendemain du premier tour des élections municipales. Une information pour abus de confiance, faux, tentative d'escroquerie, abus de bien sociaux, confusion de patrimoine, appels illégaux à l'épargne publique, et détournement de précomptes de cotisations salariales, a été ouverte par le parquet de Strasbourg contre M. Geoffroy Ziegler, ancien pasteur auxiliaire, ambassadeur de la paroisse d'Oberhausbergen et de la paroisse de Bittel, et directeur de la clinique Bittel à Oberhausbergen, une commune de la communauté urbaine de Strasbourg.

Ce scandale n'aura été paradoxalement qu'une demi-surprise pour les habitants de la métropole alsacienne. De fait, les rumeurs les plus contradictoires circulaient depuis quelque temps déjà sur les agissements de cet ecclésiastique qui, sous couvert de l'action en faveur du troisième âge, avait consacré de longues années à la mise en place d'un véritable empire immobilier. Ce que l'on avait déjà coutume d'appeler, à Strasbourg, l'« affaire Bittel » vient maintenant d'être porté sur la place publique par la presse régionale.

Ce jeudi matin 16 mars, M. Ziegler, premier juge d'instruction, a fait placer sous mandat de dépôt l'épouse du pasteur, Mme Jeanine Mayer, sous les inculpations d'abus de confiance, recel d'abus de confiance, etc. Des inculpations identiques ont été notifiées à la belle-mère du pasteur, Mme Madeleine Wendling, qui a été laissée en liberté sous contrôle judiciaire. En revanche, le pasteur lui-même n'a pu être présenté au magistrat car il a été hospitalisé après un malaise durant sa garde à vue commencée mardi. L'enquête, qui a été

confiée à la section économique et financière du service régional de police judiciaire, devra maintenant établir si la complexité de l'organisation conçue par M. Ziegler ne dissimule pas en même temps un « trou » financier estimé à 20 millions de francs.

L'ensemble des opérations conduites depuis plus d'une dizaine d'années par M. Ziegler auraient été essentiellement réalisées au détriment de l'association qu'il préside, c'est-à-dire des malades et personnes âgées hébergées dans les établissements de l'association qui font office, en même temps, de maison de retraite et de clinique.

C'est en 1964 que le pasteur auxiliaire Ziegler chargé de la paroisse d'Oberhausbergen et Mittelhausbergen, avait créé cette association à but non lucratif, à projet humanitaire au service des personnes âgées. La maison Bittel avait été inaugurée officiellement en 1966. Parallèlement, semblerait-il, le pasteur auxiliaire avait créé une série de sociétés civiles immobilières à Mittelhausbergen, à Colmar et à Gundershoffen, sous la forme d'immeubles et de studios destinés aux personnes âgées.

## Une vague de protestations

La clientèle n'a pas été trouvée très facilement et certains immeubles sont en voie de conversion hôteliers ou loués à de jeunes couples. D'autres projets n'ont pu se réaliser, les permis de construire ayant été refusés récemment.

Deux sociétés à responsabilité limitée complètent cet « empire » : une société de constructions générales et une société de matériaux de construction et équipements. Des sociétés identiques avaient été implantées à Kehl, en République fédérale d'Allemagne.

L'ampleur des projets de M. Ziegler sur le territoire des communes de Mittelhausbergen et d'Oberhausbergen, où il avait envisagé de « créer une ville nouvelle », avait suscité une vive réaction des riverains qui s'étaient d'ailleurs unis en associations de défense des intérêts de Mittelhausbergen et le G.E.O. Groupement d'action pour l'environnement d'Oberhausbergen, créés en 1973.

M. Ziegler avait répliqué en créant sa propre association, l'Association pour la vie épanouie et une urbanisation harmonieuse de la zone Bittel et environs. M. Geoffroy Ziegler était depuis le 1<sup>er</sup> octobre 1976 pasteur en congé illimité, sans traitement, comme le précise le président de l'Eglise de la confession d'Augsbourg, d'Alsace et de Lorraine, dans une lettre adressée à une dizaine de personnes — pasteurs, théologiens et laïcs, — qui signalaient des agissements de M. Ziegler et de sa relation avec l'Eglise. M. Ziegler conservait cependant l'ambassadeur de l'association Bittel. Il n'est pas exclu que son arrestation provoque des rebondissements insoupçonnés dans les prochains jours.

J.-C. PHILIP.

## Au Laos

L'ANCIEN ROI  
SAVANG VATHANA  
AURAIT ÊTE PLACÉ  
DANS UN CENTRE  
DE « RÉÉDUCATION POLITIQUE »

Bangkok (A.P.). — L'agence Tass a annoncé, le mercredi 16 mars, dans une dépêche en provenance de Vientiane, que l'ancien roi du Laos, Savang Vathana, avait été envoyé dans un centre de « rééducation politique » à la suite de la découverte d'un complot antigouvernemental qui avait pour but de renverser le pouvoir populaire dans le pays.

Le chef de ce complot, selon Tass, était l'ancien régisseur du palais royal, qui avait rallié à ses vues l'ancien souverain, son fils et des membres de l'ancien conseil royal. « Les comploteurs étaient prometteurs de troubles en utilisant des éléments attirés de la paupérisation », a précisé l'agence soviétique. « Par décision de l'Assemblée populaire suprême, l'ancien roi a été envoyé dans un centre de rééducation politique. Les autres comploteurs ont été arrêtés ».

« Au cours de réunions publiques, qui se sont déroulées dans les usines, les institutions et les assemblées populaires », poursuit la dépêche.

L'U.R.S.S. entretenait de bonnes relations avec le Laos, il ne faut pas de doute que cette version des événements est le reflet du point de vue officiel à Vientiane.

## L'AMBAassadeUR DU LAOS

## EN FRANCE

## DEMANDE L'ASILE POLITIQUE

M. Kéo Viphakone, ambassadeur du Laos à Paris, a quitté les locaux de l'ambassade le mardi 15 mars, et a demandé l'asile politique à la France, a-t-on appris mercredi. Au ministère français des affaires étrangères, on indiquait, « Je ne sais pas de doute que cette version des événements est le reflet du point de vue officiel à Vientiane ».

M. Viphakone, qui avait présenté ses lettres de créance le 20 décembre 1974, était resté en poste à Paris après le changement de régime à Vientiane, en 1975. Enquêté dans la lutte anticoloniale après la seconde guerre mondiale, beau-frère d'un dirigeant du Pathet-Lao, M. Viphakone, vice-premier ministre et ministre de l'éducation, M. Viphakone avait offert ses services aux dirigeants laotiens. Selon des informations de source privée, il a décidé de rompre avec Vientiane après avoir appris l'arrestation du roi Savang Vathana.

Le numéro du « Monde » daté 17 mars 1977 a été tiré à 569 782 exemplaires.

**BMW POZZI**  
CONCESSIONNAIRE OFFICIEL  
10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris  
essais des 6 cylindres 754.91.64  
754.91.65  
755.62.29  
IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

**Tunisie.**  
Avec République Tours  
c'est exceptionnel.  
8 jours dans la baie de Tunis 1185 F\*  
8 jours à Hammamet 1375 F\*  
8 jours à Djerba 1275 F\*  
8 jours à l'île de Kerkennah 1195 F\*  
Renseignements :  
République Tours, 61, rue de Malte,  
75541 Paris, Cedex 11. Tél. 355.39.30.  
ou votre agent de voyages.  
La Tunisie. Une terre. Des hommes.  
\* Prix tout compris.  
Je désire recevoir gratuitement votre documentation.  
Nom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
M02 Lic. A 504

Le tribunal, présidé par M. Jacques Henrion, s'est donné jusqu'au 30 mars prochain pour juger du bien-fondé des moyens soulevés. Il décidera de rejeter ces conclusions, les débats sur le fond de l'affaire — un tract diffusé à quatre mille exemplaires le 25 avril 1975, jugé diffamatoire par la C.P.T. — n'auront lieu qu'au début du mois de juin.

(Publicité)

SACHEZ REPRÉSENTER  
ET CONDUIRE L'ENTREPRISE  
PAR L'IMAGE

- Vous comprendrez facilement la comptabilité, le financement et la gestion.
- Vous prendrez connaissance immédiatement des situations mais aussi des mouvements financiers, économiques et juridiques qui traversent l'entreprise.
- Vous déterminerez rapidement, pour l'avenir, toutes les solutions possibles.

Pour décider plus sûrement demandez gratuitement une Image-Entreprise

**COUPON-REPONSE**

M. \_\_\_\_\_  
Société : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
☐ désire une documentation complète  
☐ désire la visite d'un animateur  
GRAPHES ET RESEAUX  
COMPTABLES  
78290 - CROISSY - SUR - SEINE

**Les Tailleurs de Qualité**  
CLUB DES GRANDS CISEAUX  
BERCEVILLE, 4, bd Malherbes - 265.36.28  
BUNTLEY, 29, rue de Marignan - 225.59.36  
CAMBOURAKIS, 97, bd Raspail - 548.22.23  
COURTÈS, 33, rue Marbeuf - 225.04.61  
DESTRAÇ & Cie, 47, rue des Mathurins - 265.47.27  
A.L. GUEROT, 17, rue de Chéniseul - 742.47.12  
LORYS, 33, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie - 720.80.46  
PITTARD, Succ<sup>r</sup> de J. CARETTE - 225.20.21  
QUIN, 2, place des Victoires - 233.75.05  
A. SCHLERET, 7, rue d'Artois - 359.17.66

**L'ÉTÉ PASSÉ L'HIVER AU BYBLOS**  
phone: (94) 9700.04 / téléc: 470.235 à 5<sup>e</sup> TROPEZ

صوتنا من الامم